



UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP (UTI GROUP)

Société anonyme au capital social de **1 731 747,20** euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A (ancien 721 Z) – Siret 338 667 082 00048

DOCUMENT DE REFERENCE 2007 Exercice clos au 31/12/2007



En application de son règlement général, notamment l'article 212-13, le présent document de référence 2007 a été déposé auprès l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 10/10/2008. Conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, ce document pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.

Conformément à l'article 28 du règlement (CE) n° 809/2004R de la Commission européenne, le lecteur est renvoyé aux précédents documents de référence certaines informations.

Rapports de gestion, comptes consolidés, comptes sociaux de la SA UTI Group du groupe et rapports des commissaires aux comptes sur les exercices clos le 31 décembre 2006 et le 31 décembre 2005

Les informations suivantes sont incluses par référence dans le présent document de référence

- Les rapports de gestion du président, les comptes consolidés, les comptes sociaux de la SA UTI Group du groupe et les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et comptes sociaux pour les exercices clos les 31 décembre 2006 et 31 décembre 2005 tels que présentés dans la partie « éléments juridiques et financiers » des documents de référence enregistrés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers respectivement le 19 juin 2007 sous le numéro R-07-112 et le 31 août 2006 sous le numéro R-06-137.

Les informations incluses dans ce document de référence autres que celles citées ci-dessus ont été, le cas échéant, remplacées et/ou mises à jour par des informations incluses dans le présent document de référence.

Des exemplaires du présent document de référence sont disponibles sans frais au siège social de UTI GROUP sis 68 rue de Villiers 92300 Levallois Perret, ainsi que sur les sites de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) et sur le site de l'émetteur de UTI-Group (www.uti-group.com).

SOMMAIRE

SOMMAIRE	Pages
1 PERSONNES RESPONSABLES.....	1-1
1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	1-1
1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	1-1
1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....	1-3
2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	2-1
2.1 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	2-1
2.2 TABLEAU RELATIF A LA PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PRIS EN CHARGE AU TITRE DE L'EXERCICE 2007.....	2-3
3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES.....	3-1
3.1 CHIFFRES CLES DES COMPTES SOCIAUX D'UTI GROUP.....	3-1
3.2 CHIFFRES CLES CONSOLIDES DU GROUPE.....	3-2
3.2.1 Contribution au chiffre d'affaires consolidé non retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe.....	3-3
3.2.2 Résultat des sociétés du Groupe.....	3-3
4 FACTEURS DE RISQUE.....	4-1
4.1 RISQUE DE NON-PAIEMENT.....	4-1
4.2 CONCURRENCE DES SOCIETES D'INTERIM.....	4-1
4.3 RISQUE DE CHANGE.....	4-1
4.4 RISQUE DE TAUX.....	4-2
4.5 CONSEQUENCES ET RISQUES SOCIAUX.....	4-3
4.6 RISQUE LIE AU DEPART DE MANAGERS.....	4-4
4.6.1 Risque lié au départ du middle- management.....	4-4
4.6.2 Risque lié au départ de managers-clefs.....	4-4
4.7 RISQUE TECHNOLOGIQUE.....	4-4
4.8 RISQUE FISCAL.....	4-4
4.9 RISQUES INDUSTRIELS ET LIES A L'ENVIRONNEMENT.....	4-4
4.10 ASSURANCES ET COUVERTURE DE RISQUES.....	4-5
4.11 RISQUE DE LIQUIDITE.....	4-5
4.12 RISQUE JURIDIQUE.....	4-9
4.13 RISQUE CLIENT.....	4-9
4.14 RISQUE FOURNISSEUR.....	4-9
4.15 RISQUE ACTION.....	4-10
4.16 ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	4-11
4.17 FAITS EXCEPTIONNELS.....	4-12
4.18 FACTEUR DE RISQUE LIE A UN HISTORIQUE DE PERTE.....	4-13
5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	5-1
5.1 HISTOIRE ET EVOLUTIONS DE LA SOCIETE.....	5-1
5.1.1 Dénomination sociale, sigle et siège social.....	5-1
5.1.2 Forme juridique.....	5-1
5.1.3 Date de création et durée de vie.....	5-1
5.1.4 Objet social (article 2 des statuts).....	5-1
5.1.5 Registre du Commerce et des Sociétés – Code APE - Siret.....	5-1
5.1.6 Evolutions de le société.....	5-2
5.1.7 Les acquisitions.....	5-5
5.2 INVESTISSEMENTS.....	5-5

6 APERCU DES ACTIVITES.....	6-1
6.1 METIERS ET ACTIVITES	6-1
6.1.1 Métier du Groupe :	6-1
6.1.2 Activités du Groupe :	6-2
6.1.3 L'offre d'UTIgroup :	6-3
6.1.4 Les prestations d'UTIgroup :	6-5
6.1.5 Les technologies d'UTIgroup :	6-7
6.1.6 Les principaux secteurs d'intervention :	6-8
6.2 PRINCIPAUX MARCHES	6-10
6.3 LA CONCURRENCE ET LE POSITIONNEMENT DU GROUPE.....	6-14
6.3.1 La concurrence du groupe.....	6-14
6.3.2 Positionnement du Groupe:.....	6-14
6.4 LA CLIENTELE DU GROUPE.....	6-18
6.5 LE MARCHÉ DES SERVICES INFORMATIQUES DANS LE SECTEUR LOGICIELS & SERVICES EN FRANCE BILAN ET PERSPECTIVES.....	6-20
6.6 STRATEGIE DU GROUPE.....	6-24
6.6.1 Notre Stratégie :	6-24
6.6.2 Notre Démarche :	6-24
7 ORGANIGRAMME.....	7-1
7.1 ORGANISATION FONCTIONNELLE	7-1
7.1.1 Organisation financière et administrative au niveau du groupe.....	7-2
7.1.2 Démarche QUALITE ISO 9001 :2000.....	7-2
7.2 ORGANIGRAMME JURIDIQUE.....	7-5
7.2.1 Sociétés composant le Groupe.....	7-5
8 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	8-1
8.1 PROPRIETE IMMOBILIERE	8-1
8.2 USINES	8-1
8.3 EQUIPEMENT ET MOYENS D'EXPLOITATION.....	8-1
8.4 ENVIRONNEMENT	8-2
8.4.1 Le développement durable.....	8-2
9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	9-1
9.1 SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS (EXERCICE 2007 ET PREMIER SEMESTRE 2008)	9-1
9.2 PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2008.....	9-2
9.3 PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2007 DE LA SOCIETE UTI GROUP	9-6
9.4 . PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2007 DU GROUPE CONSOLIDE..	9-9
9.5 . DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DE L'ANNEE 2007 9-11	
9.5.1 Contribution au chiffre d'affaires consolidé non retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe.....	9-11
9.5.2 Résultat net social des sociétés du Groupe avant retraitements de consolidation.....	9-11
9.6 EVALUATION DES GOODWILL	9-12
9.7 EVALUATION DES TITRES DE PARTICIPATION.....	9-12
10 TRESORERIE ET CAPITAUX.....	10-13
10.1 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (NORMES IFRS)	10-14
11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCE.....	11-1
11.1 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	11-1
11.2 BREVETS, MARQUES ET LICENCES.....	11-1
12 INFORMATION SUR LES TENDANCES	12-1
12.1 ACTIVITE GROUPE EN 2007	12-1
12.2 ACTIVITE GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2008	12-1
12.3 AUTORISATION DE PLANS D'OPTION PAR AGE DU 22/01/2008.....	12-2
12.4 PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS	12-2

12.5 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 23 MAI 2008.....	12-2
12.5.1 Résolutions adoptées à l'assemblée générale mixte du 23 Mai 2008.....	12-2
12.6 COMMUNIQUES EN 2008.....	12-3
13 PREVISIONS OU ESTIMATION DU BENEFICE.....	13-1
14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DIRECTION, SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	14-1
14.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UTI GROUP	14-1
14.1.1 Composition du Conseil d'Administration de la Société UTI GROUP	14-1
14.2 DIRECTION DU GROUPE.....	14-2
14.2.1 UTIGROUP. EST	14-2
14.2.2 UTIGROUP. RHONE ALPES	14-2
14.2.3 UTIGROUP. LUXEMBOURG SARL	14-3
14.2.4 Cadres de Direction	14-3
14.3 PLAN D'ATTRIBUTION D' ACTIONS	14-3
14.4 CONFLIT D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	14-3
14.4.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes.....	14-3
15 REMUNERATION ET AVANTAGES.....	15-1
15.1 REMUNERATION ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE, DIRECTS ET INDIRECTS, VERSES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL	15-1
15.2 JETONS DE PRESENCE	15-1
16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DIRECTION.....	16-2
16.1 ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	16-2
16.1.1 Règlement intérieur du Conseil d'administration	16-2
16.1.2 Evaluation du Conseil d'administration.....	16-2
16.1.3 Réunion du Conseil d'administration.....	16-2
16.2 CONTRATS DE SERVICE AVEC LES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION..	16-2
16.3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	16-3
16.4 PROCEDURES DE CONTROLES INTERNES	16-4
16.4.1 Rapport du Président.....	16-4
16.4.2 Rapport des commissaires aux comptes	16-13
17 SALARIES	17-1
17.1 EFFECTIFS DU GROUPE	17-1
17.2 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET POLITIQUE D'EMBAUCHE	17-3
17.3 FORMATION PROFESSIONNELLE.....	17-4
17.4 POLITIQUE SALARIALE	17-5
17.5 INTERESSEMENT DU PERSONNEL	17-5
18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	18-7
18.1 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	18-7
18.2 INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL D'UTI GROUP	18-8
18.3 PACTE D'ACTIONNAIRES ET CONVENTIONS.....	18-8
18.4 DETENTION DE LA SOCIETE	18-8
18.5 FRANCHISSEMENT DE SEUIL.....	18-10
19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	19-1
19.1 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES.....	19-1
19.2 RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXERCICE 2007	19-2
20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERES ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	20-1
20.1 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008	20-1
20.1.1 BILAN CONSOLIDE SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2008	20-3
20.1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2008	20-4
20.1.3 ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	20-5

20.1.4	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	20-6
20.1.5	Annexe aux comptes consolidés sur le premier semestre 2008	20-7
20.1.6	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels du 30 juin 2008	20-28
20.2	COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2007	20-30
20.2.1	BILAN AU 31 DECEMBRE 2007	20-31
20.2.2	COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2007	20-33
20.2.3	Annexe aux comptes sociaux	20-35
20.2.4	Rapports des commissaires aux comptes sur 2007	20-61
	RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	20-61
	RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	20-63
20.3	COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007	20-67
20.3.1	BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2007	20-68
20.3.2	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2007	20-69
20.3.3	ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	20-70
20.3.4	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	20-71
20.3.5	Annexe aux comptes consolidés	20-72
20.3.6	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2007	20-116
	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES UTIGROUP EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007	20-116
20.4	COMPTES 2006 ET 2005	20-119
20.5	DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	20-119
20.5.1	Dividende global distribué au titre des trois derniers exercices	20-119
20.5.2	Prescription	20-119
20.5.3	Politique future de dividendes	20-119
20.6	PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE	20-120
21	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	21-1
21.1	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE UTI GROUP	21-1
21.1.1	Place de cotation	21-1
21.1.2	Droit de communication des actionnaires	21-1
21.1.3	Exercice social (article 19 des statuts)	21-1
21.1.4	Bénéfices et pertes (article 20 des statuts)	21-1
21.1.5	Assemblées générales (article 18 des statuts)	21-2
21.1.6	Mise en paiement des dividendes (article 20 des statuts)	21-2
21.1.7	Droits de vote double (article 18 des statuts)	21-3
21.1.8	Franchissement des seuils statutaires (article 11 des statuts)	21-3
21.1.9	Forme et transfert des actions (articles 10 et 11 des statuts)	21-4
21.1.10	Identification des détenteurs de titres	21-4
21.2	RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL	21-4
21.2.1	Capital social	21-4
21.2.2	Achat par UTI GROUP de ses propres actions	21-4
21.2.2.1	Objectif du programme de rachat et utilisation des titres rachetés	21-4
21.2.2.2	Actions propres acquises	21-5
21.2.3	Capital potentiel	21-7
21.2.3.1	Conversion des obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020 (ex 3 % 2000-2005)	21-8
21.2.4	Capital autorisé non émis	21-11
21.2.5	Nantissements, sûretés et garanties	21-14
21.2.5.1	Nantissement d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur au 31/12/2007	21-14
21.2.5.2	Nantissement d'actifs de l'émetteur d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières	21-15
21.2.6	Evolution du capital de UTI GROUP depuis sa création	21-16
21.2.7	Tableau de dilution potentielle au 31 mars 2008 après exercice des BSA sur la base de l'actionnariat de la société au 31 décembre 2007	21-20
21.3	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE	21-21
21.3.1	Evolution de l'actionnariat au cours des trois dernières années	21-21
21.3.2	Parts du capital détenues par les membres des organes d'administration de la Société	21-22
21.4	MARCHE DES TITRES DE CAPITAL UTI GROUP	21-22

21.4.1 Evolution de l'action en bourse.....	21-23
21.4.2 Evolution de l'obligation convertible en bourse	21-26
21.4.3 Evolution du bon de souscription d'action en bourse	21-29
22 CONTRATS IMPORTANTS.....	22-1
22.1 CONTRATS IMPORTANTS	22-1
23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATION D'EXPERTS ET DECLARATION D'INTERETS.....	23-1
23.1 INFORMATION EN PROVENANCE DE TIERS.....	23-1
24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	24-1
24.1 MISE A DISPOSITION DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	24-1
24.2 CALENDRIER DE COMMUNICATION FINANCIERE	24-2
24.2.1 Historique.....	24-2
24.2.2 Prévisions de publication	24-2
25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	25-1
25.1 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	25-1

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE

Monsieur Christian AUMARD, Président et Directeur Général d'UTI-Group.

1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité figurant en page 9-2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Dans leur rapport sur les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2006 et l'exercice 2007, les commissaires aux comptes n'ont formulé ni réserve, ni observation.

Dans leur rapport sur les comptes sociaux de l'exercice 2005, Les commissaires aux comptes ont formulé les observations suivantes :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés :

- *dans la note 2.1. de l'annexe concernant « l'achèvement de la restructuration de la dette financière » et qui en expose les différentes étapes, y compris les événements postérieurs à la clôture de l'exercice 2005,*
- *dans la note 1. de l'annexe « Règles et méthodes comptables » concernant l'application des règlements CRC 2002-10 et 2004-06 aux actifs de la société et ses conséquences sur le résultat net et les capitaux propres de la société.*

Dans leur rapport sur les comptes consolidés de l'exercice 2005, les commissaires aux comptes attirent l'attention sur les notes 1.1 et 2 avec le texte ci-dessous :

« Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 1.1. et 2. de l'annexe concernant « l'achèvement de la restructuration de la dette financière » et « les événements postérieurs à la clôture » qui exposent les différentes étapes de ce processus »

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Fait à Paris, le 09/10/2008

Monsieur Christian AUMARD

Président et Directeur Général

1.3 RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Monsieur Patrick QUENNET

Directeur Général Délégué

Téléphone: 01.41.49.05.10

Télécopie: 01.47.57.11.50

e-mail: patrick.quennet@uti-group.com

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

Commissaires aux Comptes titulaires

Société Amyot Exco Audit

Société anonyme au capital de 101 088 euros
dont le siège social est situé 100, rue de Courcelles – 75017 Paris,
Immatriculée sous numéro 642 002 216 inscrite au R.C.S. de Paris

Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

Représentée par Isabelle HENGOAT-FAUVEL

Nommée le 30 mars 1998, pour un mandat de six exercices à compter de celui clos le 31 décembre 1997 et renouvelée dans ces fonctions pour une durée de six exercices par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2003 soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Société – IGREC

Société anonyme au capital de 60 000 euros,
dont le siège social est situé 50, rue Copernic – 75116 Paris,
immatriculée sous numéro 314 391 277 inscrite au R.C.S. de Paris

membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris,

représentée par Madame Rose GUAGLIARDO.

nommée pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, Monsieur Rémi SALLE, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2005 et qui statuerait sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004. L'assemblée générale ordinaire du 7 septembre 2005 a renouvelé le mandat pour une durée de six ans jusqu'à l'assemblée générale de 2011 qui statuerait sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Commissaires aux Comptes suppléants

Monsieur Jean-Luc CARPENTIER,

né le 1^{er} novembre 1952 à Paris 18^{ème},
domicilié 100, rue de Courcelles - 75017 PARIS,

membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris,

nommé le 20 mars 1998 en qualité de Commissaire aux comptes suppléant, pour un mandat de six exercices à compter de celui clos le 31 décembre 1997 et renouvelé dans ces fonctions pour une durée de six exercices par l'assemblée générale ordinaire annuelle du 30 juin 2003 soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Monsieur Stéphane LE HUIDOUX,

né le 4 août 1961 à Saint Briec,
domicilié 50, rue Copernic – 75116 Paris,

membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Paris,

nommé pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur, Monsieur Jacques DAPPOIGNY, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir dans l'année 2005 et qui statuerait sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2004. . L'assemblée générale ordinaire du 7 septembre 2005 a renouvelé le mandat pour une durée de six ans jusqu'à l'assemblée générale de 2011 qui statuerait sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010

Les contrôleurs légaux n'ont pas démissionnés et n'ont pas été écartés.

2.2 TABLEAU RELATIF A LA PUBLICITE DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PRIS EN CHARGE AU TITRE DE L'EXERCICE 2007

Les honoraires des commissaires aux comptes pour les exercices 2007 et 2006 s'établissent comme suit:

	Amyot Exco Audit				IGREC			
	Montants		%		Montants		%	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006
Audit								
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés	71 763	83 896	100%	100%	101 880	124 210	100%	100%
Missions accessoires	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	71 763	83 896	100%	100%	101 880	124 210	100%	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	0	0	0	0	0	0	0	0
Audit informatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Audit interne	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres prestations	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	71 763	83 896	100%	100%	101 880	124 210	100%	100%

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

3.1 CHIFFRES CLES DES COMPTES SOCIAUX D'UTI GROUP

En million d'€uro	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Chiffre d'affaires	12,24	24,03	22,08	23,21
Résultat d'exploitation	-1,08	1,97	1,54	1,63
Résultat net	-1,15	1,91	1,88	1,17
Capitaux propres	5,25	6,27	4,29	1,84
Dettes financières	6,06	6,28	7,28	8,09

Des chiffres de l'exercice clos le 31 décembre 2007, il ressort que :

- ✚ l'activité d'UTI GROUP. en 2007 est en croissance de 8,1% par rapport à 2006,
- ✚ la politique commerciale d'UTI GROUP. orientée vers les agréments «grand donneur d'ordres» s'est poursuivie en 2007 a connu un succès certain (BNPParibas, Total, CCF, SG, BARCLAYS, PSA.....) comptabilisant l'ouverture de plus de 20 comptes commerciaux,
- ✚ le résultat d'exploitation bénéficiaire s'établit à la somme de 1 972 K€ contre un résultat bénéficiaire de 1 537 K€ sur l'exercice précédent,
- ✚ le résultat financier de l'exercice s'élève à (94) K€ contre 288 K€ en 2006,
- ✚ le résultat courant avant impôts s'établit à 1 878 K€ en 2007 contre 1 825 K€ en 2006,
- ✚ enfin, le résultat net se traduit par un bénéfice de 1 914 K€.

Le premier semestre 2008 confirme la croissance de Paris. En effet, le chiffre d'affaire est de 12,04 M€ contre 11,53 M€ en 2007 marquant ainsi une croissance de 4,5 %.

Par ailleurs, les effectifs opérationnels passent de 271 collaborateurs et sous traitants au 31/12/2007 à 267 au 30/06/2008.

Le niveau du chiffre d'affaires réalisé est conforme à nos prévisions.

En milliers d'euros	30/06/2008	30/06/2007
Résultat d'exploitation (hors provision litige client)	789	912
Résultat d'exploitation	-1 078	912
Résultat financier	-190	-26
Résultat exceptionnel	122	3
Résultat net	- 1 146	889

Ces éléments font ressortir un résultat net au premier semestre 2008 une perte de – 1 146 K€ contre un résultat de + 889 K€ au premier semestre 2007.

Cette perte est imputable au passage d'une provision de 1 867 K€ sur la base de l'estimation de nos conseils relative à une décision de justice portant sur le litige nous opposant à un client. UTI GROUP a fait appel de cette décision.

Consécutivement à la restructuration de la dette obligataire de la Société, il reste au 30 juin 2008 un total de 21 504 Obligations Convertibles et 0 BSA.

3.2 CHIFFRES CLES CONSOLIDES DU GROUPE

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, la société UTI Group présente ses comptes consolidés en utilisant le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Boards) depuis le 31/12/2004.

Les chiffres clés suivants en découlent.

	30/06/2008	30/06/2007	exercice 2007	exercice 2006	exercice 2005
	Normes IFRS (en milliers d'euros)	Normes IFRS (en milliers d'euros)	Normes IFRS (en milliers d'euros)	Normes IFRS (en milliers d'euros)	Normes IFRS (en milliers d'euros)
Chiffre d'affaires net	14 238	13 903	28 253	26 836	27 607
Résultat opérationnel	-825	1 116	2 311	2 099	2 144
<u>R.N. revenant à entreprise consolidante</u>	<u>-1 069</u>	<u>1 193</u>	<u>2 877</u>	<u>2 256</u>	<u>2 145</u>
Capitaux propres part groupe (après résultat)	<u>6 527</u>	<u>5 822</u>	<u>7 486</u>	<u>4 800</u>	<u>2 113</u>
Dettes financières	<u>3 186</u>	<u>4 715</u>	<u>3 369</u>	<u>5 110</u>	<u>5 315</u>

Les résultats de l'activité du Groupe UTI GROUP dans son ensemble pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 se caractérisent comme suit :

- ✚ le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2007 s'élève à 28,3 M€ contre 26,8 M€ sur l'exercice 2006, soit une augmentation de plus de 5%.
- ✚ compte tenu du niveau du résultat décrit ci-dessus, le montant des capitaux propres s'établit à 7 486 K€.

Le Groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires de 14,24 M€, soit une progression du chiffre d'affaires 2,4 % par rapport à 2007. Cette hausse marque la poursuite de la croissance du groupe.

La réduction des frais généraux (autres achats et charges externes) s'est poursuivie et le taux d'activité est resté conforme à nos attentes budgétaires permettant ainsi un résultat opérationnel courant bénéficiaire de 1 042 K€.

Le coût de l'endettement est en augmentation et passe de 213K€ en 2007 à 245K€ en 2008. Cette augmentation provient de l'augmentation des taux d'intérêt, ainsi que des pénalités de remboursements anticipés des prêts pour 20 K€.

Enfin le résultat net s'établit à - 1 069 K€ au 30/06/2008 contre + 1 193 K€ au 30/06/2007.

Cette détérioration du résultat net provient de la constatation d'une charge opérationnelle sur un litige client d'un montant de 1 867 K€.

3.2.1 Contribution au chiffre d'affaires consolidé non retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe

SOCIETE	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
UTI GROUP	12 242 767	24 026 737	22 075 160	23 208 566
UTIGROUP. Est	893 924	2 120 708	2 068 241	1 872 688
UTIGROUP. Luxembourg	0	111 800	191 289	264 245
UTIGROUP. Rhône-Alpes	1 390 828	2 783 605	3 047 617	2 800 591
Total	14 527 519	29 042 850	27 382 307	28 146 090

3.2.2 Résultat des sociétés du Groupe

Résultats issus des comptes sociaux

SOCIETE	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
UTI GROUP	-1 146 065	1 913 640	1 880 069	1 174 769
UTIGROUP. Est	103 140	228 010	310 936	81 041
UTIGROUP. Luxembourg	-3 611	11 483	11 368	130 539
UTIGROUP. Rhône-Alpes	135 447	169 446	175 162	214 877
Total	-911 089	2 322 579	2 377 535	1 601 226

- Résultats d'UTI GROUP. EST

- ✚ Le chiffre d'affaires de la Société pour l'exercice 2007 s'élève à 2,12 M€ contre 2,07 M€ en 2006.
- ✚ Le résultat constate un bénéfice de 228 K€ contre un bénéfice de 311 K€ en 2006.
- ✚ L'année 2007 a marqué le retour des capitaux propres à plus de la moitié du capital.
- ✚ Chiffre d'affaires au 30/06/2008 en baisse de 10,1% par rapport à celui du 30/06/2007, amélioration du résultat qui s'élève à 103K€ au 30/06/2008 contre 76K€ au 30/06/2007.

- Résultats d'UTI GROUP. LUXEMBOURG

- ✚ Le chiffre d'affaires 2007 ne représente que 0,11 M€ contre 0,19 M€ en 2006,
- ✚ Le résultat de la société se solde par un bénéfice de 11 K€.
- ✚ La société n'a plus de salarié depuis le 31/12/2007.
- ✚ La société est en sommeil au premier semestre 2008

- Résultats d'UTI GROUP. RHONE ALPES

- ✚ Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 2,78 M€ contre 3,04 M€ en 2006
- ✚ UTI GROUP Rhône Alpes enregistre une baisse de chiffre d'affaires de 8,7 %.
- ✚ Le résultat passe de 175 K€ en 2006 à 169 K€ en 2007.
- ✚ Résultats satisfaisants au 30/06/2008 : 135K€ contre 119K€ au 30/06/2007 malgré un chiffre d'affaires en baisse de 2,3%.

4 FACTEURS DE RISQUE

4.1 RISQUE DE NON-PAIEMENT

Ce risque est pratiquement inexistant compte tenu de la qualité du portefeuille de clientèle du Groupe qui est constitué principalement de grands comptes.

Au 31/12/2007, la provision sur les créances clients douteuses était de 460 K€ contre 426 K€ sur l'exercice clos le 31/12/06. Au 30/06/2008, cette provision est de 477 K€

Par ailleurs les sociétés du Groupe ont conclu des contrats d'affacturage incluant une garantie SFAC sur la quasi-totalité de leurs comptes Clients.

4.2 CONCURRENCE DES SOCIETES D'INTERIM

L'intérim informatique a-t-elle vocation à remplacer la délégation de personnel dans le cadre du contrat de régie par les SSII ?

Selon le Président Directeur Général d'UTI-GROUP cette évolution n'est pas vraisemblable, car les sociétés d'intérim ne trouveront pas d'informaticiens à employer. Ces derniers ne passeront par l'intérim que pour les périodes de «rupture» dans leur vie professionnelle; ils sont attachés au fait d'être intégré dans une SSII, d'y être reconnu, d'avoir des perspectives de carrière au sein de leur entreprise tout en acquérant un savoir-faire et de l'expérience.

4.3 RISQUE DE CHANGE

UTI GROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro, qui correspond à une exposition au CHF de moins de 5 K€.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

4.4 RISQUE DE TAUX

Position au 31/12/2007 (en K€ – Normes IFRS)

<u>Passifs financiers</u>	MONTANT	JJ à 1AN	1 A 5 ANS	AU DELA
Emprunt obligataire	406			406
Autres emprunts et dettes	2 617	1 295	1 322	
Dettes financières	346	346		
Comptes courants d'associés	2 185	2 185		
Total Passifs financiers	<u>5 554</u>	<u>3 826</u>	<u>1 322</u>	<u>406</u>
<u>Actifs financiers</u>				
Prêts et avances	189	189		
actifs divers	144	144		
Total Actifs financiers	<u>333</u>	<u>333</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
<u>Position nette avant gestion</u>	<u>5 221</u>	<u>3 493</u>	<u>1 322</u>	<u>406</u>
<u>Hors bilan</u>				
Titres à reméré	0			
Contrat à terme de taux				
<u>Position nette après gestion</u>	<u>5 221</u>	<u>3 493</u>	<u>1 322</u>	<u>406</u>

Les données sont issues des comptes consolidés du groupe au 31/12/2007 (en K€).

Les comptes courants d'associés sont rémunérés selon le taux maximum d'intérêts fiscalement déductibles en matière de compte courant d'actionnaire en vigueur sur la période concernée. L'encours du factor est rémunéré selon la formule EURIBOR à 3 mois + 0,60%.

Position au 30/06/2008 (en K€) – Normes IFRS

<u>Passifs financiers</u>	MONTANT	JJ à 1AN	1 A 5 ANS	AU DELA
Emprunt obligataire	279			279
Autres emprunts et dettes	2 569	473	2 096	
Dettes financières	338	338		
Comptes courants d'associés	2 217	2 217		
Total Passifs financiers	<u>5 403</u>	<u>3 028</u>	<u>2 096</u>	<u>279</u>
<u>Actifs financiers</u>				
Prêts et avances	193	193		
actifs divers	129	129		
Total Actifs financiers	<u>322</u>	<u>322</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
<u>Position nette avant gestion</u>	<u>5 081</u>	<u>2 706</u>	<u>2 096</u>	<u>279</u>
<u>Hors bilan</u>				
Titres à reméré	0			
Contrat à terme de taux				
<u>Position nette après gestion</u>	<u>5 081</u>	<u>2 706</u>	<u>2 096</u>	<u>279</u>

Au premier semestre 2008, la société a négocié avec deux nouveaux partenaires financiers un rééchelonnement de la dette financière de 2600 K€ sur 5 ans et remboursé en totalité les établissements financiers partenaires du protocole de Juin 2005. Cette dette était due sur 2 ans et est maintenant due sur 5 ans.

4.5 CONSEQUENCES ET RISQUES SOCIAUX

Les informations relatives à la façon dont la Société prend en compte les conséquences sociales de son activité figurent au chapitre 17 «Salariés» du présent document.

4.6 RISQUE LIE AU DEPART DE MANAGERS

4.6.1 Risque lié au départ du middle- management

Les équipes de middle-management sont composées de gens jeunes qui participent depuis plusieurs années à l'activité de la Société.

Le Groupe a pour objectif de les associer à sa croissance

4.6.2 Risque lié au départ de managers-clefs

Pour les managers-clés participant à la direction d'UTI GROUP et des filiales du Groupe, les conséquences pourraient être plus importantes, mais le développement d'outil de gestion performant, ajouté à la forte implication de la Direction générale parisienne et enfin la mise en œuvre de l'harmonisation économique et sociale dans la gestion des filiales neutralise fortement ce risque.

4.7 RISQUE TECHNOLOGIQUE

Etant positionné dans les grands comptes, les technologies utilisées par UTI GROUP sont régulièrement réactualisées. De par sa stratégie d'intégration du NET au cœur des systèmes d'information, UTI GROUP anticipe les besoins de ses clients et forme au fur et à mesure des besoins ses collaborateurs aux technologies d'avenir. Le risque technologique est par conséquent très faible.

L'activité « Progiciel » représente dans sa globalité moins de 5 % du chiffre d'affaires global et dont la part éditeur est supérieure à 60%. Il n'y a par conséquent qu'un très faible risque de dépendance vis-à-vis de ses produits.

Peu de produits tiers sont intégrés à nos produits éditeur. Là aussi le risque de difficulté d'intégration est non significatif.

Les contrats de distribution font l'objet d'une validation préalable à toute signature par nos conseils juridiques.

Les produits éditeurs évoluent de manière permanente et les mises à niveau sont facturées aux clients sous contrat qui de ce fait financent les évolutions des progiciels applicatifs.

Les contrats de partenariat, de distribution de produit du Groupe n'engagent celui-ci qu'à concurrence des opérations réalisées, mais jamais sur un volume garanti à l'égard du partenaire.

4.8 RISQUE FISCAL

En 2007, un contrôle fiscal a eu lieu à Paris sur les exercices 2004 et 2005. Il n'a donné lieu à aucun redressement.

4.9 RISQUES INDUSTRIELS ET LIES A L'ENVIRONNEMENT

Compte tenu de la nature même de l'activité de la Société UTI GROUP et de chacune de ses filiales, aucune politique environnementale n'a été mise en place ou poursuivie.

En l'absence de risque environnemental et/ou industriel direct, les sociétés du Groupe n'ont passé aucune provision ni pris de garantie pour les risques de pollution.

4.10 ASSURANCES ET COUVERTURE DE RISQUES

Le Groupe a souscrit auprès de HISCOX une police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle couvrant l'ensemble de ses activités, une assurance « tous risques informatiques » ainsi qu'une multirisques professionnelle auprès de ALBINGIA.

Niveau de couverture

La Responsabilité Civile Exploitation est garantie à hauteur de 7 500 000 € tous dommages confondus

La Responsabilité Civile Professionnelle est garantie à hauteur de 1 500 000 € tous dommages confondus

Risques couverts

Dommages matériels, immatériels et corporels consécutifs ou non à concurrence de

- 1 500 000 € au titre de la RC Professionnelle

- 1 500 000 € au titre de la RC Exploitation

Coût de l'Assurance

L'ensemble des garanties énoncées ci-dessus a représenté en 2007 pour UTIGROUP une prime annuelle de 32 543 €.

Le parc de véhicules de la Société fait pour sa part l'objet d'un contrat «flotte automobile » au niveau du Groupe, permettant ainsi de bénéficier des meilleures conditions financières auprès de COVEEA FLEET.

La perte d'exploitation n'est pas garantie car UTI GROUP réalisant plus de 80 % de son chiffre d'affaires en délégation de personnel, un sinistre dans ses bureaux n'occasionnerait pratiquement pas de perturbation dans l'exploitation, de son Fonds de Commerce, quand à l'activité «Produits» elle peut être déplacée très rapidement comme l'activité clé en mains où les développements peuvent très bien se faire à partir des plateformes des Clients.

Il n'y a pas de risque assuré en interne.

4.11 RISQUE DE LIQUIDITE

Les comptes consolidés du Groupe laissent apparaître sur les trois derniers exercices ci-dessous le rapport endettement sur capitaux propres suivant :

Au 31 décembre 2005 (normes IFRS)	4 934 K€ / 2 112 K€
Au 31 décembre 2006 (normes IFRS)	4 588 K€ / 4 800 K€
Au 31 décembre 2007 (normes IFRS)	3 339 K€ / 7 486 K€
Au 30 juin 2008 (normes IFRS)	3 148 K€ / 6 527 K€

Accord signé avec le pool bancaire le 16 juin 2005:

Afin de restructurer sa dette financière et de consolider ses positions de trésorerie, la société a signé un protocole en date du 16 juin 2005.

- Les concours court terme accordés par la Caisse d'Epargne, la NSME et la Société Générale pour un montant total de 2 286 K€ ont été convertis en concours moyen terme avec une franchise de remboursement jusqu'au 30/06/2006, puis à compter du 1/7/2006 remboursement sur 42 mois jusqu'au 31/12/2009 au taux d'intérêt fixe de 4,5%.

- Les concours moyen terme d'un montant de 1 362 K€ ont fait l'objet d'une franchise de remboursement jusqu'au 30/06/2006, puis à compter du 1/7/2006 d'un remboursement sur 42 mois jusqu'au 31/12/2009 au taux d'intérêt fixe de 4,5%.

Les remboursements étaient :

- Mensuels de juillet 2006 à décembre 2007 pour 68 K€
- Trimestriels en 2008 et 2009 pour des montants variant entre 338 K€ et 355 K€.

Le protocole comportait une clause d'Excess Cash Flow qui prévoyait un remboursement plus rapide si la société réalise un EBITDA supérieur à 2,5 M€.

Le protocole était par ailleurs assorti des clauses usuelles d'exigibilités anticipées de sommes prêtées, notamment en cas de non exécution des engagements pris, défaut de paiement à la bonne date, de faillite ou banqueroute, de changement ou cessation d'activité. Il n'y avait pas de conditions de ratios financiers ou de covenants.

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la Société des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 993 K€ au 31 décembre 2007. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, un compte courant de 186 K€.

Il convient de préciser qu'aux termes des conventions de comptes courants conclues respectivement les 21 mars et 29 avril 2003 par Monsieur Christian AUMARD et Monsieur Patrick QUENNET avec la Société, les sommes figurants sur lesdits comptes courants sont productrices d'intérêts dont le taux a été fixé au taux maximum d'intérêts fiscalement déductibles en matière de compte courant d'actionnaire en vigueur sur la période concernée.

La société a un endettement bancaire qui s'élève pour le capital restant du au 31 décembre 2007 à 2 617 K€ dont le remboursement est prévu sur deux ans.

Au 31 décembre 2007, toutes les échéances du protocole avaient été respectées.

Renégociation bancaire au cours du 1^{er} semestre 2008

Début 2008, la Direction souhaitant dégager des flux de trésorerie a rencontré deux nouvelles banques qui lui ont proposé de refinancer l'endettement bancaire à hauteur de 2 600 K€ et d'étaler le remboursement sur 5 ans au lieu 2 ans.

Dès le déblocage des fonds début avril 2008, toutes les banques faisant partie du protocole initial ont été remboursées intégralement.

Ainsi, le protocole bancaire est devenu caduc.

Les flux financiers du Groupe sont centralisés. Un prévisionnel de trésorerie est tenu. La synthèse de ces informations financières fait l'objet d'une analyse entre le prévisionnel et le réalisé qui est à disposition de la direction générale.

La Société, dans un souci de minimiser ses risques financiers, ne détient aucun instrument financier à l'exception de ses propres titres dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat et des titres en capital de ses filiales.

En tenant compte de la renégociation bancaire début 2008 et de la conversion de 4 994 Obligations convertibles ainsi que du rachat par la société sur le marché de 5 172 Obligations convertibles au premier semestre 2008, le risque de liquidité de la société UTI GROUP est devenu :

Caractéristique des titres émis ou des emprunts contractés	taux fixe ou taux variable	Montant global des lignes en K€ au 30/06/2008	échéances	existence ou non de couvertures
Emprunts bancaires	TF 4,6%-5,0% et 5,1%	2 569	60 échéances entre avril 2008 et avril 2013	Non
Obligations convertibles	TF 0,1%	279	2020	Non
Découvert bancaire		0		Non
Accès au crédit (encours maximum garanti par le factor)	Taux factor	4 127		Non
Comptes courants	Taux CC	2 217		Non

- Le remboursement TVA du principal est terminé en février 2007. Une remise partielle des pénalités et des intérêts a été obtenue en septembre 2007.
- Taux des Comptes Courant d'associés est fixé au taux maximum d'intérêts fiscalement déductible en vigueur sur la période concernée
- Taux factor est = EURIBOR à 3 mois + 0,60%

Suite au refinancement de la dette bancaire sur 5 ans, le risque de liquidité sur les emprunts bancaires devient à partir du 7 avril 2008

Caractéristique des titres émis ou des emprunts contractés	taux fixe ou taux variable	Montant global des lignes en K€ au 7/04/2008	échéances	existence ou non de couvertures
Emprunt bancaire 1	TF 4,6%	1 560	5 ans	Non
Emprunt bancaire 2	TF 5,0%	728	5 ans	Non
Emprunt bancaire 3	TF 5,1%	312	5 ans	Non

Risque lié à l'affacturage

Le Groupe confie environ 95 % de son chiffre d'affaires TTC à GE CAPITAL FINANCE et compte tenu de la qualité de ses Clients (grands comptes), de la rotation du poste client, du suivi mis en place au sein du Groupe et de la transparence établie avec la société d'affacturage, la probabilité d'une dénonciation à l'initiative de GE CAPITAL FINANCE est considérée comme nulle.

Les conditions du contrat d'affacturage du 5/12/2000, modifié par l'avenant de 2001, puis par l'avenant de 2007 sont les suivantes :

Plafond = 5 488.164 €

Retenue de garantie = 5% de l'encours avec un minimum de 200 000 € rémunéré à 50% du taux de financement par chèque

Commission d'affacturage = 0,21% HT du total des factures

Taux d'intérêt = EURIBOR à 3 mois + 0,60%

Les créances cédées au factor ne figurent plus à l'actif du bilan social.

Le compte d'affacturage enregistre le montant brut des factures prises en charge par le factor.

La trésorerie

La trésorerie nette (hors retraitement des créances d'affacturage non garanties) était au 31 décembre 2007 de 1 150 K€ contre 780 K € un an avant (voir comptes consolidés au 31/12/2007)

Au 30 juin 2008, les disponibilités nette sont de 976 K€

Le groupe UTIgroup a une capacité d'accès au crédit limité de par l'interprétation de ses bilans par les organismes de crédit. Les remboursements effectués, une exploitation positive et le rééchelonnement de la dette bancaire sont les conditions nécessaires pour l'amélioration de ces capacités d'accès au crédit.

4.12 RISQUE JURIDIQUE

UTIGroup a une forte activité en contrat de régie dont l'obligation est une obligation de moyens. Le groupe est éditeur de produits dont il a la propriété Il accorde alors un droit d'usage au client (licence d'utilisation). Il a déposé les marques associées. Il diffuse également des produits d'autres sociétés pour lesquels des contrats de distribution sont conclus avec le fournisseur.

Le nom de la société ainsi que son sigle ont été déposés.

Les litiges significatifs auxquels la société doit faire face sont listés au chapitre 20.7 Procédures judiciaires et d'arbitrages.

4.13 RISQUE CLIENT

En 2007, le client le plus important en chiffres d'affaires représente moins de 12% (inférieur à 13% en 2005) de l'activité.

Le top 10 représente 47 % (47% en 2006) et le top 20 : 60% (61% en 2006).

L'activité d'assistance technique se fait autour de nombreux projets différents chez un client et avec des responsables clients. Le risque client est par conséquent diffus. Seule la perte d'un agrément peut avoir des conséquences, mais avec généralement des départs étagés dans le temps, ce qui permet à la direction des opérations de retrouver de l'activité pour les collaborateurs concernés chez un autre client ;

La facturation est à plus de 90% détaillée par prestation individuelle et mensuelle.

Les opérations au forfait prises par UTIGroup sont des opérations de moins de 1 million d'euros avec des facturations par étape.

Il y a également des facturations de maintenance semestrielle ou annuelle suivant les produits.

De par la nature de son activité, beaucoup d'opérations sont des opérations de durée de trois mois renouvelables. La visibilité sur le carnet de commande est par conséquent sur un horizon de deux mois glissants.

4.14 RISQUE FOURNISSEUR

Les fournisseurs sont soit des fournisseurs administratifs (loyers locaux, avocats, expert aux comptes...) soit des sous-traitants, soit fournisseurs de progiciels.

Le risque fournisseur est très faible car il concerne un sous-traitant à la fois ou une distribution de progiciel qui est une activité représentant moins de 2% du chiffre d'affaires.

Seuls 15 fournisseurs (hors groupe) ont un chiffre d'affaires TTC supérieur à 100 K€.

Le premier représente 12 % des achats, les cinq premiers 27 % et les 10 premiers 40 %.

4.15 RISQUE ACTION

UTIGroup possède au 31/12/2007:

- 161 698 de ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples pour 379 K€, comptabilisées en titres immobilisés ; ces titres sont dépréciés au cours moyen mensuel de décembre 2007.
- 14 599 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régularisation du cours de bourse pour 22 K€, comptabilisées en valeurs mobilières de placement, dans les comptes sociaux. Ces actions ne font l'objet d'aucune dépréciation à la clôture de l'exercice.

UTIGroup possède au 30/06/2008 :

- 161 698 de ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples pour 379 K€, comptabilisées en titres immobilisés ; ces titres sont dépréciés au cours moyen mensuel de juin 2008.
- 14 720 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régularisation du cours de bourse pour 21 K€, comptabilisées en valeurs mobilières de placement, dans les comptes sociaux. Ces actions ne font l'objet d'aucune dépréciation à la clôture de l'exercice.
- Nota : ces actions propres sont retraitées dans les comptes consolidés aux normes IFRS.

UTI GROUP ne possède pas de titres d'autres sociétés si ce n'est dans des quantités négligeables.

Le risque action est par conséquent uniquement sur les actions en propre.

Valeur comptable au 30/06/2008 des actions propres (immobilisations financières)

Risque action	Portefeuille d'actions tierces ou OPCVM actions en K€	Portefeuille d'actions propres en K€
Position à l'actif		142
Hors bilan		
Position nette globale		142

Seul le contrat de liquidité est actif actuellement. Il n'y a donc pas logiquement de mesure spécifique pour le suivi du risque action.

4.16 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan du groupe UTIgroup sont représentés dans le tableau normé ci-après.

En K€(d'après comptes consolidés)	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Cautions de contre - garantie sur marchés	0	0	0	0
Créances cédées non échues : Effets escomptés non échus	0	0	0	0
Nantissements hypothèques et sûretés réelles :				
- Nantissement 9993 titres UTI Rhône Alpes	0	425	425	425
- Nantissements divers au profit d'établissements financiers	0	274	274	274
- Nantissement fonds de commerce UTI GROUP Est	0	0	271	909
- Nantissement fonds de commerce UTI GROUP au profit d'une banque	1 009	0	0	0
Total Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	1 009	699	970	1 608
Avals, cautions et garanties données	0	0	0	0
Autres engagement donnés : Bail et Location	4 483	4 737	2 208	2 837
TOTAL	5 492	5 436	3 178	4 445

Les obligations contractuelles au 30/06/2008 sont indiquées dans le tableau normé ci-après.

Obligations contractuelles (en K€)	TOTAL	PAIEMENTS DUS PAR PERIODE		
		A moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à long terme	0	0	0	0
Obligation en matière de location - financement	0	0	0	0
Bail immobilier	4 333	267	2 015	2 051
Contrats de location simple	150	85	65	0
Obligations d'achat irrévocables	0	0	0	0
Autres obligations à long terme	0	0	0	0
TOTAL	4 483	352	2 080	2 051

UTIGroup n'a pas d'engagements commerciaux hors bilan.

Autres engagements commerciaux	TOTAL	MONTANT DES ENGAGEMENTS PAR PERIODE		
		A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit	0	0	0	0
Lettres de crédit	0	0	0	0
Garanties	0	0	0	0
Obligations de rachat	0	0	0	0
Autres engagements commerciaux	0	0	0	0
TOTAL	0	0	0	0

Les engagements hors bilan décrits ci-dessus sont exhaustifs.

4.17 FAITS EXCEPTIONNELS

Au 31 décembre 2004, La société UTI GROUP a procédé à la revue de l'estimation de la valeur des fonds de commerce acquis au cours des exercices précédents. Cette évaluation a conduit à la constatation d'une provision pour dépréciation de 2 603 K€ dans les comptes sociaux. et à une dépréciation des titres de participation de la filiale UTI GROUP EST pour 800 K€.

Au 31 décembre 2005, la revue de l'estimation de la valeur des fonds de commerce acquis au cours des exercices précédents a confirmée les montants précédents.

Au 31 décembre 2006, la revue de l'estimation de la valeur des fonds de commerce acquis au cours des exercices précédents a confirmée les montants précédents. La revue de la valeur des titres de participation a validé la valorisation des titres de UTIGroup. Rhône Alpes et a permis une reprise de provision de 500 000€ sur ceux de UTIGroup.est.

Au 31 décembre 2007, la revue de l'estimation de la valeur des fonds de commerce a confirmée les montants précédents. La revue de la valeur des titres de participation a validé la valorisation précédemment retenue.

Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 16 mai 2003 dans les locaux de la société UTI GROUP, 68 rue de Villiers 92300 Levallois-Perret. ont adopté ces modifications du contrat d'émission d'obligations convertibles UTI GROUP 3% 2000-2005 devenu UTI GROUP 0,1 % 2020, et ont décidé de l'émission des BSA ainsi que de l'augmentation de capital en résultant du nouveau ratio de conversion retenu. L'assemblée du 16 août 2003 a enfin fixé le prix d'émission des actions nouvelles issues de l'exercice des BSA à 0,39 euros l'action.

Pour chaque obligation convertible (pas de problème de parité), il est proposé une action nouvelle, quatre bons de souscription d'action si la conversion intervient avant le 31 mars 2008 et une soulte de 2,50€.

Le paiement de cette soulte a été initialement garanti par le dépôt des fonds auprès d'une banque.

En cas de conversion totale des 31 670 OC restant en circulation au 31 décembre 2007, la société devrait payer une soulte globale inférieure à 80 K€.

En 2005, 1 383 obligations étaient converties.

En 2006, 6 007 obligations étaient converties.

En 2007, 2 976 obligations étaient converties.

Au cours du 1^{er} semestre 2008, 4 994 obligations ont été converties et 5 172 obligations ont été rachetées par la société pour annulation

Il reste au 30 juin 2008, 21 504 OC en circulation

UTIGroup rappelle que les BSA n'existent plus après le 31 mars 2008.

La conversion d'une obligation convertible donne maintenant droit à une action UTIGroup et à une soulte de 2,50 €.

4.18 FACTEUR DE RISQUE LIE A UN HISTORIQUE DE PERTE

Pour l'exercice 2007, le chiffre d'affaires consolidé de UTI Group s'établit à 28,3 M€, pour un résultat opérationnel de 2,311 M€ et un résultat net part du groupe de 2,877 M€ (en normes IFRS).

Les exercices 2005 et 2006 ont dégagé un résultat supérieur à 2 M€.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2004, le chiffre d'affaires consolidé de UTI Group s'établissait à 31,59 M€, pour un résultat opérationnel de -3,25 M€ et un résultat net part du groupe de -3,92 M€ (en normes IFRS).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2003, le chiffre d'affaires consolidé de UTI Group s'établissait à 36 856 K€, pour un résultat d'exploitation de 315 K€ et un résultat net part du groupe de 1 041 K€ (en normes comptables françaises).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2002, le chiffre d'affaires consolidé de UTI Group s'établissait à 40 678 K€, pour un résultat d'exploitation de -2 464 K€ et un résultat net part du groupe de -12 131 K€ (en normes comptables françaises).

Les trois dernières années 2005, 2006 et 2007 ont été largement bénéficiaires.

Ce risque diminue donc de plus en plus.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2008, le chiffre d'affaires consolidé de UTI Group s'établit à 14,24 M€, pour un résultat opérationnel de -0,82 M€ et un résultat net part du groupe de -1,07 M€ (en normes IFRS). En effet, un jugement intervenu au cours du 1^{er} semestre opposant UTI Group à un de ses clients porte sur une condamnation de 3,2 M€ dont 0,8 M€ mis à la charge de l'assureur.

La société UTI Group a fait appel de ce jugement.

Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTI Group a constitué une provision d'un montant de 1,8 M€.

5 INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR

5.1 HISTOIRE ET EVOLUTIONS DE LA SOCIETE

5.1.1 Dénomination sociale, sigle et siège social

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP – (UTI-GROUP.)

68 rue de Villiers
92300 Levallois-Perret

5.1.2 Forme juridique

Société Anonyme de droit français à conseil d'administration, UTI GROUP est soumise aux dispositions du Code de Commerce et du décret n° 67-238 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.

5.1.3 Date de création et durée de vie

La Société a été créée le 26 août 1986 pour une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit jusqu'au 10 septembre 2085, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

5.1.4 Objet social (article 2 des statuts)

La Société a pour objet en France et à l'étranger:

- l'assistance, le conseil et l'enseignement sous toutes ses formes dans le domaine de l'informatique et de la gestion,
- l'achat, la vente et la location ainsi que l'entretien et la maintenance de tous matériels et supports informatiques,
- la fourniture de toutes prestations de services pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'usage de l'informatique,
- la prise de participation par voie d'acquisition ou de souscription de droits sociaux dans le capital de toutes autres sociétés existantes ou à créer ayant une activité similaire ou complémentaire de celles énoncées ci-dessus.

Et plus généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces activités ou susceptibles d'en faciliter le développement.

5.1.5 Registre du Commerce et des Sociétés – Code APE - Siret

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro **338 667 082**.

Son code APE est le 6202 A (ancien **721 Z**) et son numéro Siret est le **338 667 082 00048**.

5.1.6 Evolutions de le société

Septembre 1993

Christian AUMARD, actuel Président de UTI GROUP, acquiert la société SB INFORMATIQUE, spécialisée dans les moyens systèmes IBM, en particulier les IBM 38 et AS/400. SB INFORMATIQUE est alors déficitaire de 2 millions de Francs pour un chiffre d'affaires de 11 millions de Francs en 1993.

Sur un marché informatique déprimé et en pleine mutation (diminution des investissements en informatique, évolution technologique et coûts salariaux inadaptés), SB INFORMATIQUE dépend pour la plus grande part de son activité, de la sous-traitance d'IBM.

Afin de redresser la société, la nouvelle direction entreprend de diversifier sa clientèle auprès des grands comptes et des groupes internationaux. Par ailleurs, et compte tenu de son savoir-faire dans le domaine des AS/400, SB INFORMATIQUE décide de développer et concentrer son expertise dans la technologie vedette du client serveur et celle des grands systèmes IBM.

Cette stratégie qui permet à SB INFORMATIQUE d'exploiter au mieux et de valoriser son expertise, se révèle également bien adaptée aux besoins du marché ; elle assure le retour aux bénéfices de SB INFORMATIQUE dès 1995.

1996

Reprise de CPS, une SSII régionale établie à Metz, qui réalise en 1996 un chiffre d'affaires de 7 millions de Francs et des pertes de 1,5 million de Francs, après la récession du marché informatique entre 1993 et 1996.

Afin de ne pas alourdir les comptes de SB INFORMATIQUE, CPS est reprise par Christian AUMARD (à hauteur de 80% de son capital) et Patrick QUENNET (10%), son ancien Président conservant 10% du capital. Le redressement des comptes de CPS intervient dès l'année 1997, et en mars 1998, CPS se transforme en société anonyme et devient UT Est, en vue de son intégration dans UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE, qui interviendra en avril 1999.

1998

SB INFORMATIQUE fusionne avec ADS, une « société – sœur » également détenue par M. et Mme AUMARD ; la nouvelle entité est baptisée UNION TECHNOLOGIES.

SB INFORMATIQUE prend une participation de 15% dans le capital d'AGENA Conseil lors de sa création en septembre 1998, et porte cette participation à 55% en juillet 1999 ; AGENA exploite le progiciel PRIMMO de gestion des immobilisations des entreprises.

UT Luxembourg naît en juillet 1998 de la transformation du bureau de UT Est, installé au Luxembourg, en société filiale.

1999

Afin de réduire les frais de structure et simplifier l'organigramme juridique du Groupe, UNION TECHNOLOGIES procède à la fusion - absorption de sa société – mère UNION TECHNOLOGIES FINANCE.

Par ailleurs, et pour faire face à une nouvelle phase de croissance qui requiert le renforcement de ses fonds propres, UNION TECHNOLOGIES, qui devient

UTI. - Union Technologies Informatique inscrit ses titres sur le Marché Libre de la Bourse de Paris le 3 novembre 1999; cette inscription lui permettra de faire appel public à l'épargne lorsque l'opportunité d'une acquisition se présentera.

2000

Le 25 février 2000, UTI acquiert 99,93 % des actions de la société de services et conseils informatiques MCM PARTNER SA. Cette société intervient dans la région lyonnaise et possède un bureau à Genève en Suisse. La Société prend la dénomination sociale Union Technologies MCM SA et garde la même direction.

Le 15 mai 2000, UTI acquiert 100% des actions du groupe de sociétés de services en informatique TMA-RMH. Ce groupe intervient depuis 15 ans en région parisienne dans des métiers équivalents à ceux d'UTI et a une petite activité en région Rhône-Alpes. Ce groupe est constitué des sociétés TMA France SA, TMA services SA, ECSO SA, INFOSOFT SA, CDT SARL, RMH Informatique SA, RMH sarl et SILVON SA. Il sera restructuré en deux sociétés Union technologies TMA SA et Union technologies RMH SA. La société TMA France sa, holding du groupe TMA-RMH fusionnera avec Union Technologies Informatique SA.

Le 12 juillet 2000, la société UTI procède à l'émission sur le marché libre d'Euronext SA d'obligations convertibles (code Isin FR0000181067) pour 18,6 M€.

2001

le 24 janvier 2001, UTI est admis au second marché d'Euronext SA. Les deux codes valeurs Isin (FR0000074197 pour les actions et FR0000181067 pour les obligations convertibles) sont alors cotés au porteur sur le second marché.

Courant 2001, UTI demande son inscription au segment NEXT ECONOMY de la cote d'Euronext SA et y est admise.

2002

En mai 2002, la Société adopte pour dénomination UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP et le sigle UTI GROUP, renomme ses filiales UTIGROUP. RHONE-ALPES, UTIGROUP. EST et UTIGROUP. LUXEMBOURG et acquiert un fonds de commerce AURASOFT.

Le 1^{er} juillet 2002, UTI GROUP acquiert 10 % des actions de la Société de UTIGROUP. EST et porte ainsi sa participation à 99,74 %.

En décembre 2002, UTI GROUP acquiert le fonds de commerce de la société BMCI.

Le 30 décembre 2002, l'assemblée générale des obligataires récuse les propositions de modification du contrat d'émission d'obligations présentées par le conseil d'administration.

- 2003** En janvier 2003, UTI GROUP. Rhône-Alpes acquiert le fond de commerce de la société A2F.
- Fin mars, UTI GROUP rachète environ 139 000 obligations convertibles sur le marché.
- En avril 2003, UTI GROUP acquiert les actifs de la société UNIVERSAL INFORMATIC auprès du tribunal de commerce de Versailles.
- Le 28 avril 2003, l'assemblée générale des obligataires adopte les nouvelles modalités du contrat d'émission d'obligations UTI GROUP 3 % 2000-2005 proposées par le Conseil d'administration sous réserve de leur validation par une assemblée générale extraordinaire d'actionnaires.
- Le 15 mai 2003, le siège social de la Société était transféré du 98 rue du Château à Boulogne (92100) au 68 rue de Villiers à Levallois Perret (92300).
- Le 16 mai 2003, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires se prononce en faveur des modifications du contrat obligataire adoptées par les porteurs d'obligations.
- Le 16 décembre 2003, UTI GROUP a racheté avec transfert de jouissance au 1^{er} juin 2003 le fonds de commerce de la société COUGAR pour 85 K€.
- 2004** Le groupe UTIgroup n'a pas procédé à des opérations de croissance externe et a subi la baisse du marché de l'assistance technique avec une baisse de ses effectifs.
- 2005** Le groupe UTIgroup n'a pas procédé à des opérations de croissance externe. Le 16 juin 2005, UTIgroup a signé un protocole avec ses banques, homologué par le tribunal de commerce de Nanterre pour restructurer sa situation financière. Un investisseur (FINANT) a également apporté un Million d'€.
- 2006** Le groupe UTIgroup a procédé à une augmentation de capital réservé à la société FINANT, afin de transformer son compte courant en capital. La croissance organique du groupe repart légèrement (+6). Une démarche Qualité Squad a permis d'obtenir la certification qualité AFAQ ISO 9001:2000 dès novembre 2006 sur le périmètre « prestations de services informatiques ». Le résultat net et l'augmentation de capital permettent une forte augmentation des fonds propres. Le ratio d'endettement devient proche de 100%
- 2007** UTIgroup a acheté le fonds de commerce de la société EAC corporation, société spécialisée dans le domaine monétique, auprès du tribunal de commerce de Bobigny en juin. Cette acquisition d'environ 15 personnes permet à UTIgroup. de compléter son savoir faire dans le domaine bancaire, en ajoutant quelques nouveaux clients et de proposer à ses clients existants des prestations dans un domaine complémentaire. Le remboursement de la dette sur la TVA est arrivé à son terme en février et une remise des pénalités et intérêts de retard obtenu en septembre.
- 2008** UTIgroup a refinancé sa dette bancaire de 2,6 M€ sur deux ans auprès de deux banques avec un échéancier de remboursement sur cinq ans et ainsi mis fin à son protocole de 2005. Le bon de souscription d'action BSA de code ISIN FR0000041063 est arrivé à échéance le 31 mars 2008. Un jugement intervenu au cours du 1er semestre opposant UTI Group à un de ses clients porte sur une condamnation de 3,2 M€ dont 0,8 M€ mis à la charge de l'assureur. La société UTI Group a fait appel de ce jugement. Sur la base des conclusions de ses

conseils et avocats, la société UTI Group a constitué une provision d'un montant de 1,8 M€.

5.1.7 Les acquisitions

Le groupe a effectué des acquisitions en 2002/2003. Celles-ci n'ont concerné que des petites structures qui ont permis à UTIgroup. d'acquérir des parts de marché tout en limitant le risque par le biais de reprise soit de fonds de commerce pour les sociétés in bonis ou soit exclusivement d'actifs pour les sociétés faisant l'objet d'une procédure collective.

A ce titre, UTIgroup. a procédé à la reprise d'un fonds de commerce et des actifs de 5 sociétés qui représentent un peu plus de cinquante contrats de travail/client soit moins de 10 % de la taille du Groupe.

En juin 2007, UTIgroup a repris le fonds de commerce de la société EAC corporation, spécialisée dans le domaine monétique.

Cette reprise a renforcé les équipes de UTIGROUP. d'une quinzaine de professionnels confirmés.

Cette opération permet à UTIGROUP. d'intensifier sa présence auprès des grands comptes et d'ouvrir une nouvelle offre stratégique.

Cette croissance externe vient renforcer la croissance organique du groupe et permet d'assurer un fort effet de synergie.

EAC Corporation est une SSII spécialisée dans le domaine de la Monétique, des moyens de paiement et de la sécurisation des transactions.

EAC Corporation possède un savoir faire sur les filières bancaires autorisation, compensation, front et back office, acceptation, émission, y compris sur des systèmes complexes à fortes contraintes ou bien des nouvelles technologies (mobilité, fidélité, EMV, CRM, sans contact, ...)

5.2 INVESTISSEMENTS

Investissements du groupe au cours des 3 dernières années (source comptes consolidés) :

Investissements :	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
(Valeurs brutes)				
Immobilisations incorporelles :				
Fonds de commerce	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	9	5	44
Total	0	9	5	44
Immobilisations corporelles :				
Matériel & outillages	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	8	49	54	35
Total	8	49	54	35
Investissements totaux	8	58	59	79

Il n'y a pas d'investissement significatif en cours.

Du fait des contraintes liées à la restructuration de sa dette, la société n'envisage pas d'investissements significatifs dans un avenir proche.

6 APERCU DES ACTIVITES

6.1 METIERS ET ACTIVITES

6.1.1 Métier du Groupe :

UTIgroup est une société de services informatiques spécialisée en conseil et en ingénierie dans les domaines de la banque, de la finance, de l'assurance, de l'industrie et des services.

Présent à Paris, Lyon, Strasbourg, en Suisse et au Luxembourg, UTIgroup se concentre sur les métiers de la maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage de proximité auprès de clients grands comptes et Middle Market en pleine croissance.

Nos équipes sont notre force et font de nos projets de réelles réussites. Nous avons, de fait, acquis la confiance de grands groupes, auprès de secteurs très concurrentiels.

UTIGROUP. est un groupe de Sociétés de Services en Ingénierie Informatique spécialisées en informatique de gestion. UTIGROUP. est une société cotée en bourse depuis Novembre 1999, certifiée ISO 9001 : 2000 par l'AFAQ depuis Novembre 2006.

Depuis sa création, UTIGROUP. a toujours mené une politique de croissance, soutenue par l'embauche d'ingénieurs et consultants de très grande qualité, afin de devenir une middle-cap et un acteur reconnu sur son marché.

Forte de ses 20 années d'expérience, UTIGROUP. a su construire de solides partenariats. Ceux-ci se sont concrétisés par la mise en place d'accords-cadres avec les principaux donneurs d'ordres de la Place.

Conseil, ingénierie, intégration : toutes ces prestations reposent sur une matière première, la qualité et l'engagement des 350 femmes et hommes de culture et de formation diverses qui s'enrichissent mutuellement de la confrontation de leurs expériences respectives pour le plus grand bénéfice de nos clients.

6.1.2 Activités du Groupe :

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes. Pour les trois dernières années, l'activité du Groupe se répartit de la façon suivante:

	2007	2006	2005
Assistance technique	93%	89 %	89 %
Ingénierie	4%	8 %	7 %
Edition de logiciel	3%	3 %	4 %

Des contrats de régie sont utilisés pour la délégation du personnel.

Des contrats au forfait sont utilisés pour l'intégration de systèmes

L'assistance technique est réalisée dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les Sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens (contrairement aux contrats au forfait pour lesquels une obligation de résultat est requise).

L'ingénierie est réalisée dans le cadre de contrats au forfait avec mise à disposition d'informaticiens et de leur encadrement pour la réalisation d'un projet dans lequel UTI GROUP ou l'une de ses filiales est tenue par une obligation de résultat. Ces opérations font l'objet d'une comptabilisation à l'avancement avec reporting mensuel et document de situation trimestriel présenté aux experts comptables. Le cas échéant les contrats au forfait déficitaires donnent lieu à la constatation d'une provision. Un contrôle de cohérence est opéré chaque fin de mois par le contrôle de gestion avec les éléments de suivi permanent fournis par le responsable du projet et les éléments comptables issus du contrat.

L'édition de logiciel consiste à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur. Les prestations autour du produit sont comptabilisées suivant la nature en Ingénierie ou en assistance technique.

Suite aux acquisitions de MCM et du groupe TMA-RMH, le Groupe est devenu éditeur de logiciels outils (exemple : SPOOL MANAGER gestion du spool) et de logiciels applicatifs (exemple : NETT400 gestion d'une société de nettoyage, EDI-ONE gestion des éditeurs de livres,).

Par ailleurs, le Groupe a complété son offre logiciel avec le développement du logiciel «OPTIMA» destiné aux OPCA.

Le chiffre d'affaires des logiciels outils diminue au fil du temps par arrêt de la maintenance de certains produits ;

6.1.3 L'offre d'UTIGroup :

Notre offre est composée :

- De la Démarche Projet **UTIGROUP**..
- D'outils adaptés (outils de modélisation, de développement et de tests)
- D'un accompagnement en architecture, en conseil et en transfert de compétences.

Nous appuyant sur une démarche pragmatique éprouvée chez plus de 100 clients, nous élaborons une offre originale répondant aux besoins spécifiques de chacun :

Offre «Modulaire» :

- Stratégie de tests fonctionnels ou de tests de charge,
- Définition et rédaction de plan de tests,
- Démarrage de projets pilotes,
- Prise en charge de la validation fonctionnelle d'une application ou d'un progiciel,
- Automatisation de tests fonctionnels et de procédures répétitives,
- Accompagnement pour le déploiement de la stratégie de tests,
- Installation et paramétrages des outils,
- Migration de données dans le référentiel Test Director,
- Formation de vos équipes: Méthodologie de tests, partenariats forts et certifiés avec des éditeurs de solutions (Mercury: Test Director, Quick Test Pro, WinRunner, LoadRunner; Compuware; Logiciels libres)
- Prise en charge de tests de stress et de charge...

Offre réutilisable et orientée "transfert de compétence" si nécessaire :

- Dans le cas de tests fonctionnels, nous livrons le référentiel des tests ainsi que les scripts d'automatisation.
- Dans le cas de tests de charge, nous livrons un dossier de synthèse, accompagné de préconisations d'améliorations, ainsi que les scripts utilisés.
- De nouvelles missions de tests peuvent être réalisées en utilisant les livrables des missions précédentes.
- A la demande client, nous assurons un transfert de compétences sur les missions réalisées.

Offre «Démarche projet»:

Cette offre propose la complète prise en charge de la réalisation d'applications spécifiques avec ou sans maîtrise d'œuvre. Elle intègre l'usage des nouvelles technologies : environnement WEB, modélisation UML et développement orienté objet, outils décisionnels...

Elle peut être associée à une démarche par phase, reposant sur la mise en place de points de contrôle et de revues structurées, ainsi que sur l'utilisation de documents permettant la gestion technique du suivi.

La gestion technique du projet a pour objectif de permettre un suivi plus systématique des différentes étapes afin de garantir le respect des délais, la tenue des budgets et la qualité des livrables. Cette gestion est réalisée par le directeur de projet désigné par **UTIGROUP**.

La conduite de projet et son suivi sont assurés par le Comité de Pilotage. Il a pour rôle de :

S'assurer du respect des engagements mutuels,

- Prendre les décisions sur les points pouvant influencer de manière significative le contenu ou la planification générale du projet.

Il est constitué de personnes ayant pouvoir de décision sur les grandes orientations du projet et donc autorité de validation. Il comprend de façon permanente :

Le directeur de projet du client,

- Le directeur de projet d' **UTIGROUP**.
- Et les autres intervenants que la direction du projet jugera nécessaire.

Offre «Tierce Maintenance Applicative»

La Tierce Maintenance Applicative consiste pour une entreprise à déléguer la maintenance d'une partie ou de la totalité de son système d'information à un partenaire.

La solution proposée par **UTIGROUP**. est une offre de service sur mesure avec engagements de résultats. Elle a pour objectif d'assurer la maîtrise de l'activité de maintenance d'applications avec la garantie d'une qualité de service sur l'ensemble des prestations liées à cette activité.

Notre démarche comporte 3 étapes :

- **Le Diagnostic:** il a pour but d'établir un bilan précis de l'existant afin de préparer la phase de lancement. Il doit définir la durée, les moyens, la montée en charge, le périmètre exacte de l'intervention et le niveau de service attendu.
- **Le Lancement ou La Phase d'Appropriation:** Cette étape a pour objectif d'acquérir la connaissance des applications dans un délai donné et de mettre en œuvre l'organisation adéquate. Les enjeux portent sur l'organisation du travail, l'atelier de maintenance, la structure de suivi définie, la Plan d'Assurance Qualité (PAQ), le guide d'accueil et la constitution de l'équipe de maintenance.
- **Le Régime de croisière:** Cette étape à pour but la fourniture de service en autonomie avec une transparence de fonctionnement, une rationalisation de la gestion de la maintenance, une rationalisation des processus de production, l'homologation du fonctionnement des domaines et l'amélioration de la documentation.

Toutes nos offres comportent une option de réversibilité. Cette option permet au client de reprendre lui-même la responsabilité de la maintenance après restitution de la connaissance, mise à disposition des outils et/ou produits, et désengagement progressif.

6.1.4 Les prestations d'UTIGroup :

Différents types d'intervention sont réalisés pour nos clients.

Le lieu géographique varie en fonction du type d'intervention et du projet sur lequel nous sommes amenés à travailler.

La délégation de Personnel

Elle est réalisée par des prestations de deux types :

- conseil en Solware (soit la recherche de solutions aux problèmes informatiques de la clientèle)
- conseil technique en Maîtrise d'Ouvrage

Les domaines d'intervention sont les suivants :

- Participation au schéma directeur
- Conception en architecture fonctionnelle et technique
- Pilotage et coordination de projet
- Etude préalable, élaboration de cahiers des charges
- Support fonctionnel et/ou technique
- Conception et développement d'applications
- Prise en charge de recette utilisateurs

L'ingénierie et l'intégration de systèmes

L'ingénierie peut prendre différentes formes de prestations selon les projets réalisés. On retrouve notamment : les forfaits, la TMA Tierce Maintenance Applicative et la TRA Tierce Recette Applicative.

Ingénierie et Intégration de systèmes sont réalisés au travers de partenariats avec de grands éditeurs de progiciels.

La conception d'architectures et le développement des systèmes d'information

Il s'agit de la mise à disposition d'ingénieurs possédant une connaissance approfondie du métier du donneur d'ordres et maîtrisant les technologies informatiques requises.

L'homologation et la recette

- Les Progiciels

L'activité « progiciel » consiste à mettre à disposition des produits complets dont **UTIGROUP.** est éditeur et/ou distributeur, et à réaliser un certain nombre de prestations autour du produit. Cette activité s'articule autour de deux types de progiciels : des progiciels techniques et des progiciels métiers.

EDI-ONE : Progiciel « métiers » leader depuis plus de 15 ans, c'est un outil de Pilotage de l'organisation et d'aide à la décision qui intervient sur des fonctionnalités éditoriales, de diffusion et de distribution

6.1.5 Les technologies d'UTIGroup :

Les principales technologies se regroupent par domaine :

Client - Serveur :

UNIX, WINDOWS, ORACLE, SYBASE, SQL SERVER, POWERBUILDER, VISUAL BASIC, GRAPHTALK AIA, DELPHI, TUXEDO, MQ SERIES, C, C++

Nouvelles Technologies : JAVA, J2EE, WEBSHERE, WEBLOGIC, TOMCAT, STRUTS, HIBERNATE, UML, RATIONAL ROSE, Architecture 3 tiers, PHP, PERL, DOTNET, ASP .Net, C#...

Mainframe : MVS, TSO, COBOL, CICS, IMS, DB2, DL1, ADABAS, SQL, PACBASE, NATURAL, TELON, DATACOM...

IBM AS400 : RPG, ADELIA, COBOL, COOL2E...

Business Intelligence : BUSINESS OBJECT, SAS, ESSBASE, INFORMATICA, DATASTAGE, BRIO, MICROSTRATEGY

Réseaux / Sécurité : TCP/IP, ETHERNET, X25, WI-FI, VLAN, LDAP, RACF, SECURACTIVE...

Progiciels : RDJ, HR ACCESS, PEOPLESOFT, SAP, EVOLAN, CHORUS, MUREX, UBIX, KONDOR+, CALYPSO, SUMMIT, SOPHIS, INTELLIMATCH, OLYMPIC, MIDAS, PATIO, SIEBEL, CONSO +, CIRVIE, CIRIARD, ITN V9, TESTDIRECTOR, AIA,...

6.1.6 Les principaux secteurs d'intervention :

Finance de marché

Compétences : Back Office, Middle Office, Front Office

- **Références clients** : CALYON, BNP PARIBAS ARBITRAGE, BNP PARIBAS BFI, BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, IONIS, DEXIA CLF, SGAM, SINOPIA ASSET MANAGEMENT, AGF ASSET MANAGEMENT, CCF HSBC SECURITIES, CAISSE DES DEPOTS IXIS

Moyens de Paiement

Compétences : Chèques, virements, prélèvements, carte particulier, effets de commerce

- **Références clients** : LE CREDIT LYONNAIS, SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, CCF-HSBC, ABN AMRO, AXA Banque

Inter - Bancarité

Compétences : SIT, CRI, Target, Frontaux SWIFT

- **Références clients** : SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, Banque OBC

Crédit & Epargne

Compétences : Crédit à la consommation, crédit immobilier, crédit bail, crédit documentaire, crédits internationaux

- **Références clients** : LE CREDIT LYONNAIS, SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, CCF-HSBC, CETELEM, CREDIPAR, DIAC, FRANFINANCE, LEASE PLAN

Risques

Compétences : Risque de crédits, estimation des risques, Bâle II

- **Références clients** : BNP PARIBAS, CIC/CREDIT MUTUEL, FRANFINANCE, CCF-HSBC, Banque OBC

Monétique

Le département monétique d'UTIGROUP. possède un savoir-faire sur les filières bancaires autorisation, compensation, front et back-office, acceptation, émission,... y compris sur des systèmes complexes à fortes contraintes ou bien des nouvelles technologies (Mobilité, Fidélité, CRM, EMV, Sans Contact...)

- **Compétences** : Monétique porteurs, monétique commerçants
- **Références clients** : SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, ABN AMRO

Gestion relation Client

Compétences : Banque en ligne, marketing

- **Références clients** : LE CREDIT LYONNAIS, SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, CIC/CREDIT MUTUEL, CCF-HSBC

Comptabilité Bancaire

Compétences : Normes IAS, contrôle de gestion, gestion financière

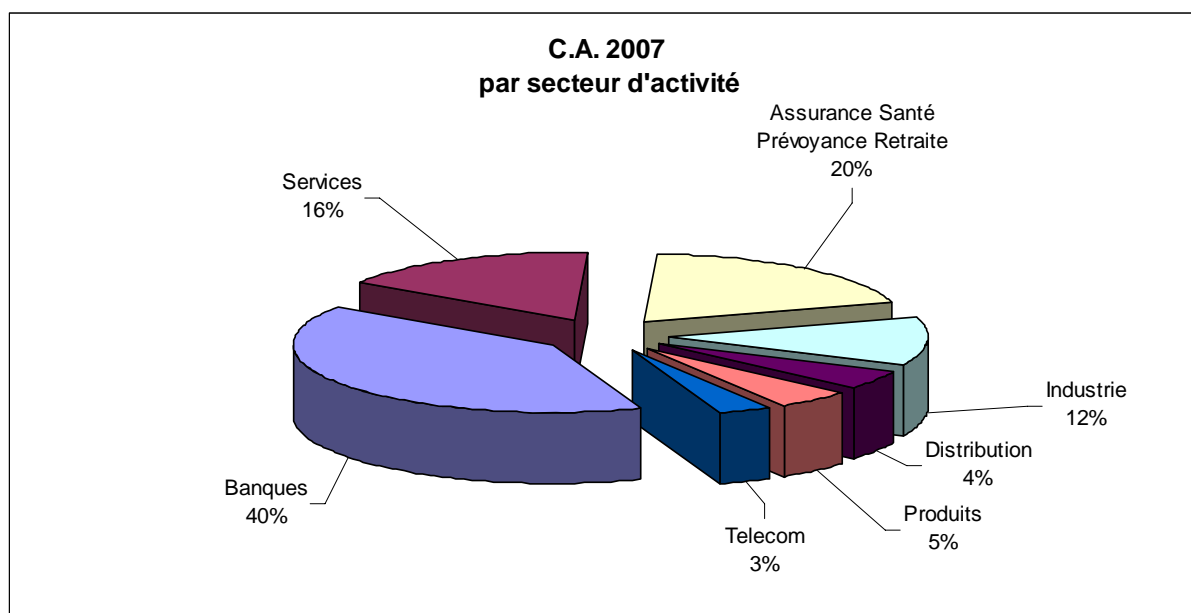
- **Références clients** : SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, Banque Directe

Titres

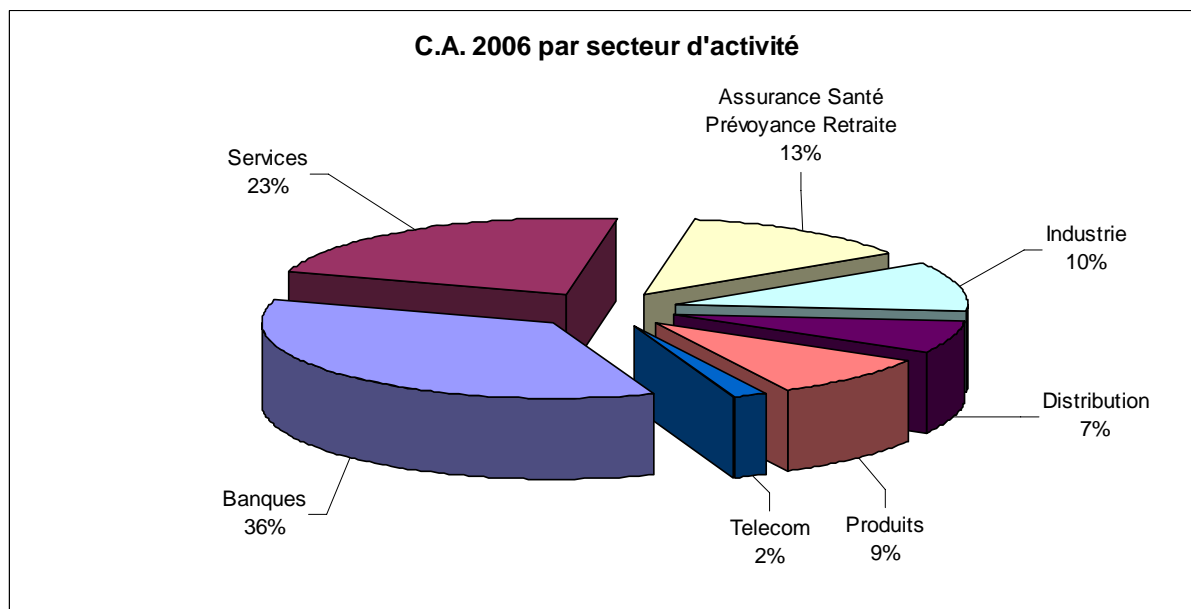
- **Compétences** : Comptabilité titres, référentiels, Valeurs mobilières, OPCVM, fiscalité titres, bourses étrangères, système de règlement/livraison
- **Références clients** : ABN AMRO, SOCIETE GENERALE, BNP PARIBAS, CICOTITRES, GESTITRES

6.2 PRINCIPAUX MARCHES

Le découpage de l'activité du Groupe par secteur d'activité en 2007 peut être présenté comme suit:



Le découpage de l'activité du Groupe par secteur d'activité en 2006 peut être présenté comme suit:



UTI GROUP adresse une clientèle majoritairement Grands Comptes, confère les graphiques du chiffre d'affaire par secteurs d'activités

En conséquence d'une politique de référencement auprès de grands comptes, UTI GROUP a :

- Réduit la dispersion de sa clientèle (passage de 445 établissements en 2005, à 353 établissements clients en 2006 puis à 346 en 2007) ;
- Augmenté la qualité moyenne de signature de sa clientèle ;
- Résisté au durcissement du marché.

La clientèle du Groupe est essentiellement constituée de grands comptes dans les secteurs suivants :

BANQUE

· ABN AMRO	· CREDIT DU NORD
· AXA BANQUE	· CREDIT FONCIER
· BANQUE NSMD	· CREDIT LYONNAIS
· BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG	· DEXIA
· BANQUE PALATINE	· FINANCIERE MEESCHAERT
· BARCLAYS BANK	· FORTIS BANQUE
· BICS	· NATIXIS
· BNP PARIBAS	· NEUFLIZE OBC
· CCF - HSBC	· SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
· CIC - CREDIT MUTUEL	· UFF (Union Financière de France)

ACTIVITES DE FINANCEMENT

· ARVAL PHH	· DIAC
· BNP PARIBAS LEASE GROUP	· ENTENIAL
· CETELEM	· FRANFINANCE
· CREDIPAR	· LEASE PLAN FRANCE

FINANCE DE MARCHES

- AXA REIM
- BNP ARBITRAGE – BFI LSI
- BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
- CALYON
- CICOTITRES
- EXANE
- GESTITRES
- IXIS
- SINOPIA ASSET MANAGEMENT
- SGAM

ASSURANCE - MUTUELLE – RETRAITE - PREVOYANCE

- AG2R
- AGF
- AON
- AVIVA
- AXA
- CAVAMAC
- ERISA
- FORTIS
- GAN
- GAN EUROCOURTAGE
- GIE AFER
- GIE CENT
- GIE CHOREGIE (MFP-MGEN)
- GIE SI2M (Médéric prévoyance – Groupe Malakoff)
- GIE SYSTALLIANS
- GPA
- GROUPAMA EPARGNE SALARIALE
- GROUPE LOURMEL
- GROUPE MALAKOFF
- MFPS
- MUTUELLE GÉNÉRALE
- MUTUELLE GENERALE DE LA POLICE
- OMNIREP
- REUNICA BAYARD
- SOGESSUR
- SMA BTP

INDUSTRIE – TELECOM

- ALCATEL
- BOUYGUES
- BOUYGUES TÉLÉCOM
- CANON FRANCE
- CEGETEL
- ELECTROLUX
- FRANCE TÉLÉCOM
- GENERALE D'OPTIQUE
- GROUPE BOLLORE
- LABINAL
- LAPEYRE
- LILLY FRANCE
- ORANGE
- PECHINEY
- PFIZER
- PSA
- RENAULT
- SAGEM
- SANOFI - AVENTIS
- SHELL
- SPIE
- TOTAL FINA ELF
- VOLVO IT

AUTRES SECTEURS D'ACTIVITE

- AFP
- ALDATA
- APAVE
- APEC
- AUTOROUTE PARIS RHIN-RHONES
- BOURJOIS CHANEL
- BRICODEPOT
- CANAL+
- CARREFOUR
- CASINO
- CHANTELLE
- CORA
- DANONE
- EASYDIS
- FAFIEC
- FORMAPAP
- GEODIS
- HEINEKEN
- INTERGROS
- JM BRUNEAU
- MÉTRO SOGE
- NEOPOST
- NESTLE
- NOUVELLES FRONTIERES
- PAGES JAUNES
- PHOTOSERVICE
- POMONA
- PROTEG
- RFO
- SYSMEDIA
- TELEMARKE
- TEMSYS
- TF1 PUB
- VIVENDI

6.3 LA CONCURRENCE ET LE POSITIONNEMENT DU GROUPE

6.3.1 La concurrence du groupe

Parmi les différents intervenants sur le marché des services informatiques (secteur logiciels & services), ceux qui exercent les mêmes métiers ou des activités proches de celles du Groupe sont les grandes SSII généralistes (telles CAP GEMINI, LOGICA, SOPRA ou GFI); parmi les concurrents de taille plus modeste, se trouvent SYLIS, INFOTEL et TEAM PARTNERS.

La principale caractéristique qui distingue UTI GROUP de la plupart des SSII tient au fait qu'elle a choisi de ne faire majoritairement que de la délégation de personnel dans les technologies qu'elle maîtrise (grands systèmes IBM, IBM AS/400 et les technologies nouvelles telles que JAVA, JBUILDER).

Cette politique a conduit le Groupe à ne pas s'attaquer aux marchés du Consulting et de l'intégration de grands systèmes qui sont dominés par les intervenants tels que SEMA, ACCENTURE ou CSC, ni au marché de l'infogérance qui requiert d'une SSII une taille comparable à celle de son donneur d'ordre (ATOS, STERIA).

Le Groupe sélectionne sur la base de son fonds de commerce grands comptes (agréés) les besoins qui s'y expriment sur des projets qui arrivent à maturité mais où ceux-ci sont durables et pour lesquels elle peut disposer des compétences et de l'expertise suffisantes.

Sa stratégie de «niche» lui a permis d'acquérir une grande expertise dans ses domaines d'intervention et d'emporter des marchés face aux meilleurs compétiteurs.

6.3.2 Positionnement du Groupe:

De manière générale, UTI GROUP gère un portefeuille d'activités marquées par une forte intensité concurrentielle de la part des grandes SSII généralistes. En fin 2004, UTIgroup a effectué une analyse stratégique de son positionnement ;

- Après segmentation stratégique, le portefeuille d'activités d'UTI-GROUP est composé des Domaines d'Activités Stratégiques suivants :

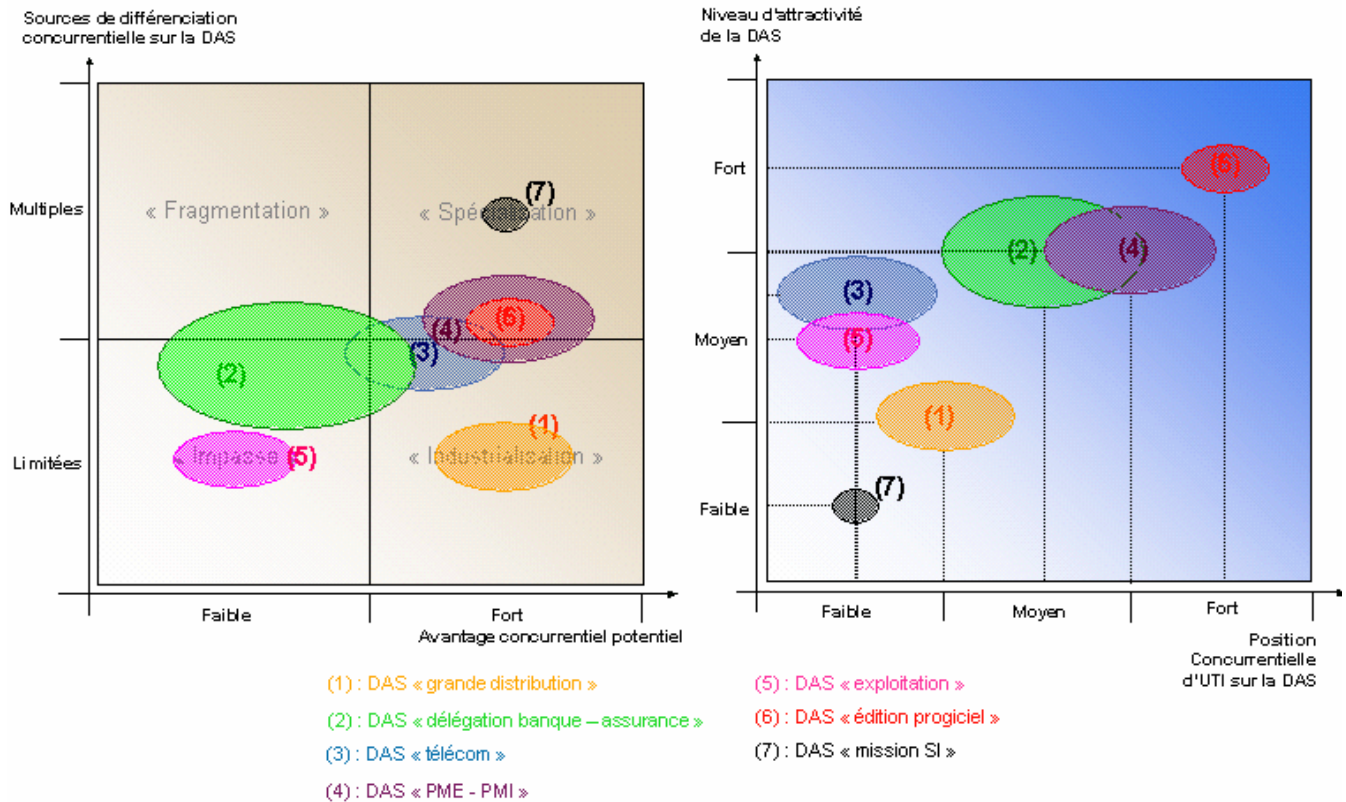
Technologie - type d'offre	Délégation de personnel	Délégation de personnel	Délégation de personnel	Délégation de personnel	Délégation de personnel : exploitation - production	Edition, vente, maintenance logiciels	Conseil en système d'information
Besoins couverts	Main d'œuvre et expertise	Main d'œuvre et expertise	Main d'œuvre et expertise	Main d'œuvre et expertise	Main d'œuvre et expertise	Fourniture et maintenance système	Expertise sur projet lourd
Typologies de clients	Grande distribution	Banque assurance	Telecom	Services industries	Tous (grands comptes)	Tous	Tous
Nombre de DAS	DAS 1	DAS 2	DAS 3	DAS 4	DAS 5	DAS 6	DAS 7

Pour parvenir à une vision synthétique de l'attrait stratégique de chacun de ces DAS, nous avons considéré les critères suivants :

- Par DAS : taux de croissance prévisible du marché de chaque DAS, taux de marge, intensité concurrentielle, pouvoir de négociation des clients et des fournisseurs, menaces de produits de substitution et de nouveaux entrants ;
- Par principaux concurrents sur chaque DAS : niveau de tarification, compétence et technicité, largeur de l'offre, notoriété des partenaires techniques ;

- Par principaux clients sur chaque DAS : attentes prioritaires (critères essentiels de choix des principaux clients du DAS), positions concurrentielles d'UTI GROUP sur ces critères.

Par DAS, puis de manière générale pour l'ensemble du portefeuille d'activité d'UTI GROUP, nous avons ainsi défini le positionnement concurrentiel de la société (cf. matrices et conclusions pages suivantes).



UTI GROUP gère un portefeuille d'activités marquées par une forte intensité concurrentielle, un pouvoir de négociation des clients souvent très important, et des sources de différenciation potentielles assez limitées.

Elle est dans la situation de la plupart des SSII concurrentes (notamment les sociétés «mid cap»), lesquelles font état de portefeuilles d'activités assez comparables à celui d'UTI GROUP, et ont pratiquement toutes connu des courbes de développement proches de celle de la société étudiée: expansion à la fin des années 90 et au début des années 2000 (impact de l'an 2000 et du passage à l'euro), puis décroissance du niveau d'activité du fait de la réduction des budgets d'investissement des donneurs d'ordre.

Comme les autres SSII, la société UTI GROUP s'est engagée sur les voies de la réduction de ses effectifs et de la maîtrise des coûts.

L'appréciation de l'évolution possible d'UTI GROUP passe donc en priorité par l'examen des perspectives du secteur Logiciel et Services (L&S). A cet égard, les prévisionnistes s'accordent à penser que le secteur doit très prochainement rebondir (Ce rebond a été confirmé dans les faits en 2006 et 2007).

La stratégie, c'est une ambition partagée, expression d'une certaine vision du futur qui doit orienter les actions de chaque acteur du Groupe. Elle n'a de sens que si elle conduit à l'action, et si elle influence l'action au quotidien.

Son déploiement effectif passe par trois dimensions:

- La structure du Groupe (répartition du travail) ;
- L'organisation opérationnelle de chaque société ;
- Le système de pilotage.

Sur ces trois dimensions, les pratiques organisationnelles actuelles sont perfectibles. Elles doivent davantage donner la priorité à la recherche de la maîtrise et de l'optimisation de la marge brute de chaque DAS.

Cette recherche de l'excellence opérationnelle doit être la contrepartie nécessaire de l'exploitation d'un portefeuille d'activités dont la plupart se positionnent dans les cadrans «Impasse stratégique» et «Industrialisation» (peu d'avantages concurrentiels potentiels, et sources limitées de différenciation concurrentielle), et dont la rentabilité dépend directement de l'optimisation opérationnelle.

C'est à ce prix que le Groupe pourra pleinement profiter des effets de la reprise du marché pressentie par la plupart des prévisionnistes, et dégager ainsi les cash flows nécessaires pour assurer son avenir.

UTI GROUP est positionné sur des DAS très sensibles aux évolutions des capacités d'investissement de ses clients. Sur ces DAS, les sources de différenciation sont en général peu nombreuses.

Le portefeuille d'activités du Groupe semble relativement bien diversifié en terme de secteurs, mais reste très focalisé sur un seul mode d'intervention, l'assistance technique en régie.

Ce positionnement exige une qualité d'organisation et de gestion interne de grande qualité. Toutes les attentions doivent être concentrées sur la maîtrise de la marge opérationnelle.

UTI GROUP a consenti un certain nombre d'efforts pour ajuster ses effectifs au niveau d'activité actuel, et pour réduire certains coûts.

Le Groupe compte en 2007 dans son portefeuille 346 clients.

Conformément à sa politique commerciale de foisonnement et de concentration sur les comptes important à agrément) dont les dix premiers clients grands comptes représentent en 2007 47 % de son activité.

Le Groupe a renouvelé l'ensemble de ses agréments en 2007 et fait partie de listes de sélection de plus en plus restreintes, ce qui lui permet ainsi de disposer :

- d'un parc de clientèle de grandes entreprises
- de grands projets
- d'un chiffre d'affaires récurrent
- d'un marché protégé.

Le Groupe définit ses marchés «cibles» selon trois critères: leur taille, leur rythme de croissance et la récurrence des besoins qui s'y expriment, l'objectif étant de réduire a minima les prises de risques.

Le Groupe effectue avec prudence et sûreté ses choix techniques et technologiques et n'intervient que dans les domaines qu'il maîtrise parfaitement: grands systèmes IBM, IBM AS/400 et technologies nouvelles telles en architecture 3 tiers.

UTI GROUP a très peu d'activité auprès d'entreprises ou d'établissements publics.

De part son métier, UTI GROUP ne perçoit pas de saisonnalité dans son activité à l'exception de la prise des congés payés des Collaborateurs et par conséquent n'a pas de risque sur la gestion de son BFR.

L'expérience acquise dans les métiers de sa clientèle, couplée à des effets d'échelle, favorise l'efficacité et la rapidité des interventions du Groupe.

La recherche de l'excellence opérationnelle a conduit UTIgroup à lancer en février 2006 une démarche qualité sur environ 90% de son activité « Assistance Technique ».

La certification ISO 9001 : 2000 a été obtenue fin 2006 pour l'ensemble du groupe et a été renouvelé en 2007.

6.4 LA CLIENTELE DU GROUPE

Le Groupe ne travaille principalement qu'avec des grands comptes, dont les métiers et les besoins lui sont bien connus (banque et assurance, industrie, distribution, télécoms...) et pour lesquels il dispose de l'expertise, des compétences et des moyens adaptés.

Cette politique lui permet de faire jouer l'effet d'expérience acquise dans les métiers de sa clientèle et l'effet d'échelle qui favorise l'efficacité et la rapidité des interventions. De plus ces grands comptes ont des besoins durables ce qui permet une bonne récurrence du chiffre d'affaires.

La concentration des efforts commerciaux dans des secteurs d'activité bien identifiés, permet également à ses équipes, qui ont été constituées pour l'essentiel de jeunes diplômés dont il a assuré la formation, de progresser dans la maîtrise des technologies en usage dans le Groupe.

La part des nouvelles technologies s'accroît chez la plupart de nos clients par un effet de substitution d'anciennes technologies, par un effort de sélection sur les missions pour privilégier celles correspondantes à des prestations autour du NET (JAVA, INTRANET, WEBSPHERE..) et par un effort de formation de nos collaborateurs à ces nouvelles technologies.

Par ailleurs, le risque «client» est très largement réparti: sur 346 établissements clients actifs recensés dans l'année 2007, le premier client (SOCIETE GENERALE) du Groupe représente moins de 12 % de son activité, les dix premiers représentent pour leur part 47 % de l'activité et enfin les vingt premiers totalisent 60 % de l'activité. Seuls les 21 premiers comptes dépassent 1% de l'activité du Groupe.

Les vingt premiers clients du Groupe sur la base de son chiffre d'affaires réalisé en 2007 se déclinent comme suit:

Client	Ordre 2007	Ordre 2006	Agrément
SOCIETE GENERALE	1	1	OUI
HSBC France	2	2	OUI
BNP PARIBAS	3	3	OUI
AGF	4	6	OUI
CREDIT MUTUEL	5	5	OUI
SI2M	6	7	NON
CREDIT AGRICOLE	7	4	OUI
ELECTROLUX	8	10	NON
LOGICA	9	21	NON
ALDATA	10	8	OUI
GIE CHOREGIE	11	126	En cours
FORCO	12	9	N/A
COFACE	13	33	Oui
FAFIEC	14	16	N/A
REUNICA	15	43	Oui
CAISSES D'EPARGNE	16	50	Oui
SMABTP	17	15	OUI
TOTAL	18	13	OUI
ALCATEL LUCENT	19	20	OUI
ASFA	20	18	N/A

* N/A : Non Applicable Ces sociétés ne gèrent pas un référencement

En 2007 le taux de concentration sur les premiers clients augmente du fait de la nécessité de grandir sur les comptes à agréments.

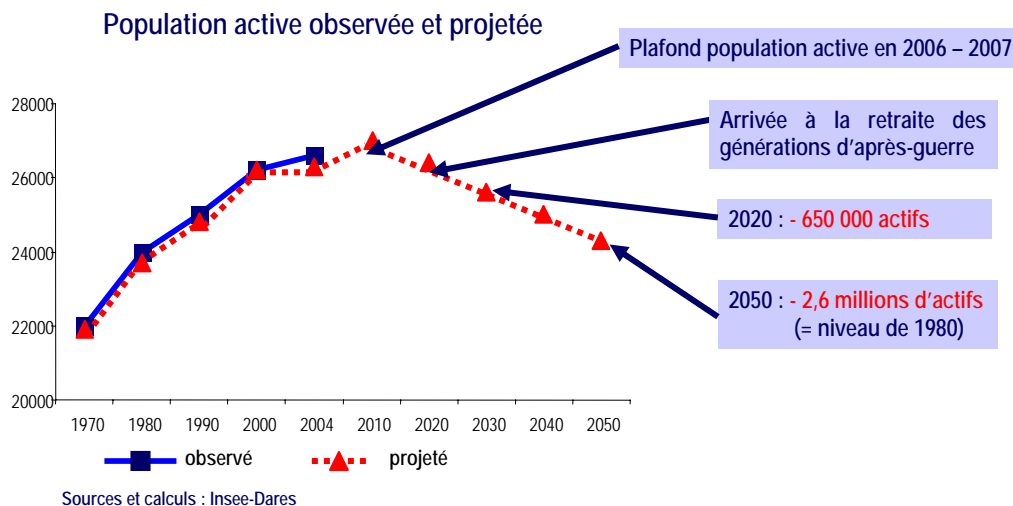
Concentration sur les principaux clients

	2007	2006	2005
<i>Total Siret</i>	346	353	445
<i>10 premiers groupe clients</i>	47%	47%	41%
<i>20 premiers groupes clients</i>	60%	61%	59%

6.5 LE MARCHE DES SERVICES INFORMATIQUES DANS LE SECTEUR LOGICIELS & SERVICES EN FRANCE BILAN ET PERSPECTIVES

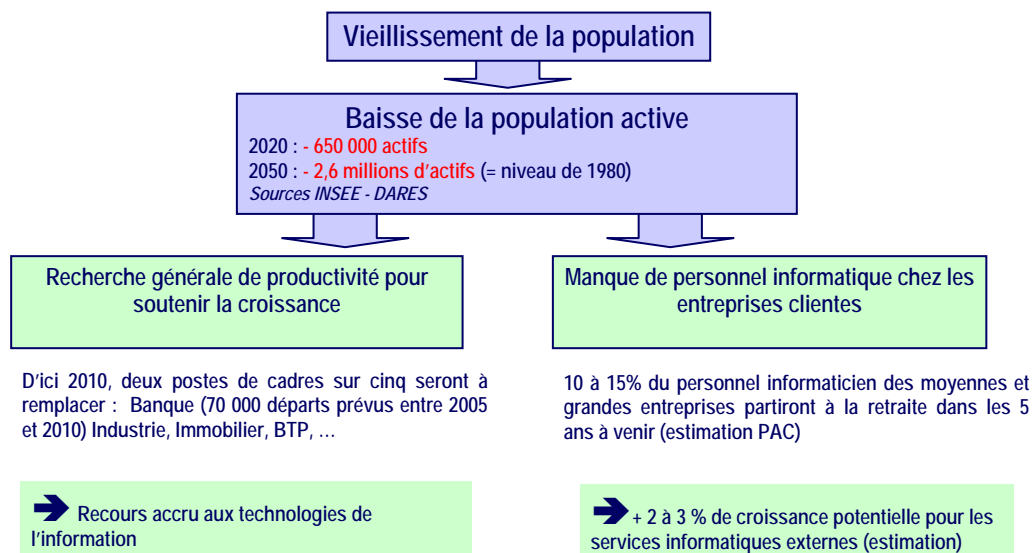
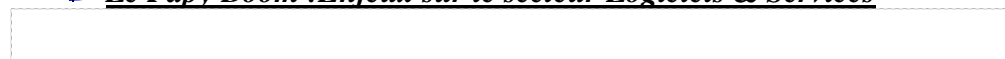
Syntec informatique, début 2005, présentaient les perspectives du secteur (L&S)

Le Papy Boom : Un constat clair



- ➔ Baisse prévue de la population active
- ➔ Conséquences importantes pour l'économie française

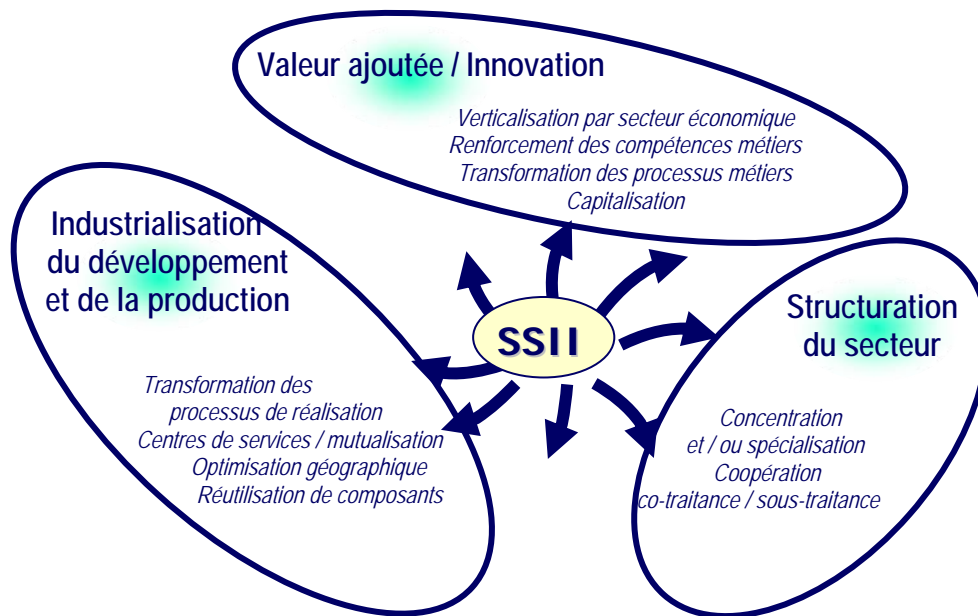
Le Papy Boom : Enjeux sur le secteur Logiciels & Services



Enjeux d'attractivité du métier d'informaticien pour les jeunes

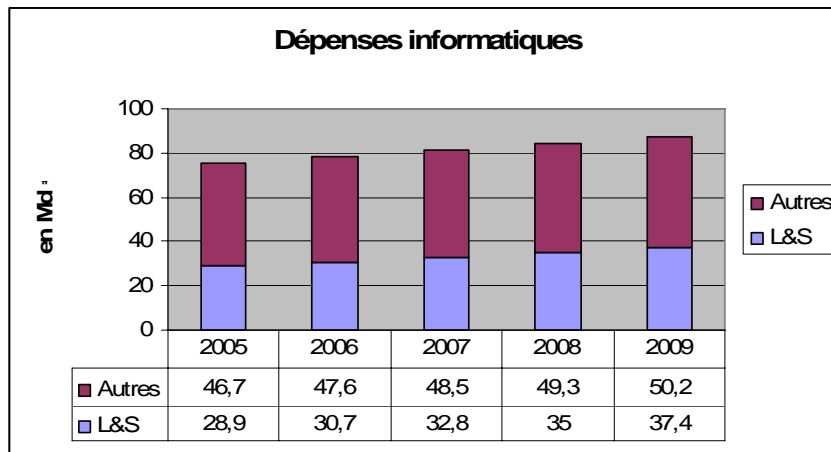
Age moyen aujourd'hui d'un informaticien
 chez un Client : 43 ans
 chez un Prestataire : 34 ans

✚ Evolution structurelle des SSII



✚ Perspectives 2005 à 2009 (source site internet du SYNTEC en 2006)

Début 2006, le Syntec indique une croissance comprise entre 6 et 7% pour les quatre années à venir avec une progression de la dépense informatique suivant la courbe ci-dessous.



Perspectives en 2008 pour le secteur L&S (communiqué du 27 mars 2008)

Secteur des Logiciels & Services en France : Confiance dans une croissance soutenue de l'activité

Après une croissance de +6,5% en 2007, l'activité devrait croître de 5 à 7% en 2008. Avec une croissance de 6,5%, le marché français des Logiciels & Services a connu en 2007 une 3^{ème} année consécutive de croissance supérieure à 6%.

Le marché des Logiciels et Services français a enregistré une croissance globale de plus de 25% depuis 2003.

Dans un contexte économique général plus perturbé en 2008, le baromètre Syntec informatique du moral des dirigeants (défini sur la base de l'appréciation des dirigeants sur les taux d'utilisation, carnet de commandes, évolution des prix et cycles de décision), témoigne d'une confiance raisonnable dans une nouvelle année de croissance, qui devrait s'établir entre 5 et 7%, soit 3 à 4 fois la croissance du PIB estimée à 1,7%.

Des moteurs de croissance puissants

Dans un contexte économique difficile, le secteur des Logiciels & Services tire actuellement parti de ses 4 moteurs structurels de croissance :

- la nécessité pour les entreprises d'adapter en permanence leur système d'information, notamment pour respecter les contraintes réglementaires,
- le besoin d'innover pour se différencier dans un contexte de mondialisation,
- l'exigence de rationaliser et d'optimiser les processus de production,
- la tendance de fond à externaliser vers des spécialistes des Logiciels & Services et se concentrer sur son cœur de métier.

La France dans une bonne moyenne européenne malgré la faiblesse des prix

Dans un marché européen en croissance de +6% en 2007, le marché français des Logiciels & Services figure dans la bonne moyenne, en léger retrait par rapport à l'Espagne et aux Pays-Bas, mais au même niveau que le Royaume-Uni et que l'Allemagne. En 2008, les trois grands marchés européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne) devraient connaître des taux de croissance similaires.

Le dynamisme du marché français reste essentiellement lié à une croissance des volumes. Les prix sont stables dans l'Édition de logiciels, en légère hausse dans le Conseil et l'Ingénierie informatiques, ou encore dans l'infogérance, mais ils restent plus bas que dans les autres principaux pays européens. Par ailleurs, il convient de combler le retard accumulé ces dernières années en matière d'investissements Logiciels & Services, notamment dans le Secteur Public et les PME. L'Allemagne est de ce point de vue un exemple pour la compétitivité de la France.

Une industrie stratégique

Fin 2008, les Logiciels & Services en France devraient employer près de 370.000 personnes (avec 20.000 créations nettes d'emplois très qualifiés en 2008) et représenter un chiffre d'affaires de 42 milliards d'euros à fin 2008. Le secteur s'impose donc comme l'un des plus stratégiques pour l'économie et la performance des entreprises comme des administrations.

Le Gouvernement, qui compte enfin un Secrétaire d'État au développement de l'économie numérique, dispose de leviers forts pour favoriser la croissance et l'emploi en France en plaçant le numérique au cœur de sa politique. Il doit prioritairement s'attacher à développer l'apprentissage et l'usage des Technologies de l'Information et de la Communication d'une part, et à favoriser l'accès des entreprises innovantes aux marchés (notamment dans les PME et l'Administration) et aux capitaux.

MARCHE LOGICIELS & SERVICES EN France EN 2007 (PERIMETRE ETENDU) : 40,2 MM€(Source : SYNTEC INFORMATIQUE – Collection ThémaTic – Economie – Numéro 16)

CONSEIL ET SERVICES INFORMATIQUES 23 100 M€(DE GESTION)		En millions d'€
dont Conseil 4 500 M€		
- conseil en Management	2 350 MM€	2 350
- conseil en Systèmes d'Information	2 150 MM€	2 150
TOTAL A		4 500
dont Ingénierie informatique 7 700 M€		
- Développement/Assistance technique	2 100 MM€	2 100
- Intégration de Systèmes/Projets	4 600 MM€	4 600
- Formation	1 000 MM€	1 000
TOTAL B		7 700
dont Maintenance matérielle 2 350 M€		
TOTAL C		2 350
dont Infogérance 8 550 M€		
- Infogérance globale / Infrastructure dont hébergement	5 700 MM€	5 700
- Infogérance applicative (TMA)	1 900 MM€	1 900
- BPO	950 MM	950
TOTAL D		8 550
CONSEIL ET SERVICES INFORMATIQUES (DE GESTION) = A+B+C+D		23 100
LOGICIELS (LICENCES ET MAINTENANCE) 9 250 M€		
- Infrastructure	2 200 MM€	2 200
- Outils	1 700 MM€	1 700
- Applicatifs	4 500 MM€	4 500
- Systèmes Embarqués	850 MM€	850
TOTAL E		9 250
CONSEIL EN TECHNOLOGIES : 7 850 M€		
- ISTI (Informatique scientifique, technique et industrielle)	1 100 MM€	1 100
- Services systèmes embarqués	3 500 MM€	3 500
- R&D externalisée (hors embarqué)	3 250 MM€	3 250
TOTAL F		7 850
LOGICIELS (LICENCES ET MAINTENANCE) = E+F		17 100
MARCHE LOGICIELS & SERVICES EN France EN 2007		40 200

6.6 STRATEGIE DU GROUPE

6.6.1 Notre Stratégie :

Enraciner UTIGROUP. comme la référence de son métier et accélérer la croissance

Son développement, UTIGROUP. le conçoit selon trois principes qui ont fait sa réussite : se positionner sur des **marchés à fort potentiel** en opérant des **choix techniques forts** tout en poursuivant plus que jamais une **politique de grands projets**.

L'évolution accélérée du marché de l'informatique et la révolution entraînée par les technologies Internet exigent d'atteindre une taille critique sur les compétences de base selon un rythme de plus en plus soutenu.

C'est pourquoi nous avons décidé de mener une politique de croissance interne ambitieuse, tout en dégagant des marges opérationnelles significatives et en nous appuyant sur trois grands axes :

- **L'ouverture sur l'Europe UTIGROUP.** l'effectue selon le principe de capillarité, en avançant des pions dans des zones géographiques privilégiées, à proximité du Luxembourg et de la Suisse.
- **L'alignement sur les métiers d'UTIGROUP.** Le but est d'atteindre une taille critique dans chacune de nos compétences clés et par zone géographique.
- **La complémentarité du parc de clients installés. UTIGROUP.** couvre ainsi la majorité des grandes banques et des grandes industries.

6.6.2 Notre Démarche :

Intervenir pour de grands comptes sur des marchés matures

UTIGROUP. a choisi de voir grand et de bâtir toute sa démarche commerciale en conjuguant délibérément grands comptes et grands projets.

Nous définissons nos marchés/cibles selon trois critères clés : leur taille, leur rythme de croissance et la récurrence des besoins qui s'y expriment. L'objectif est de réduire à minima les prises de risque.

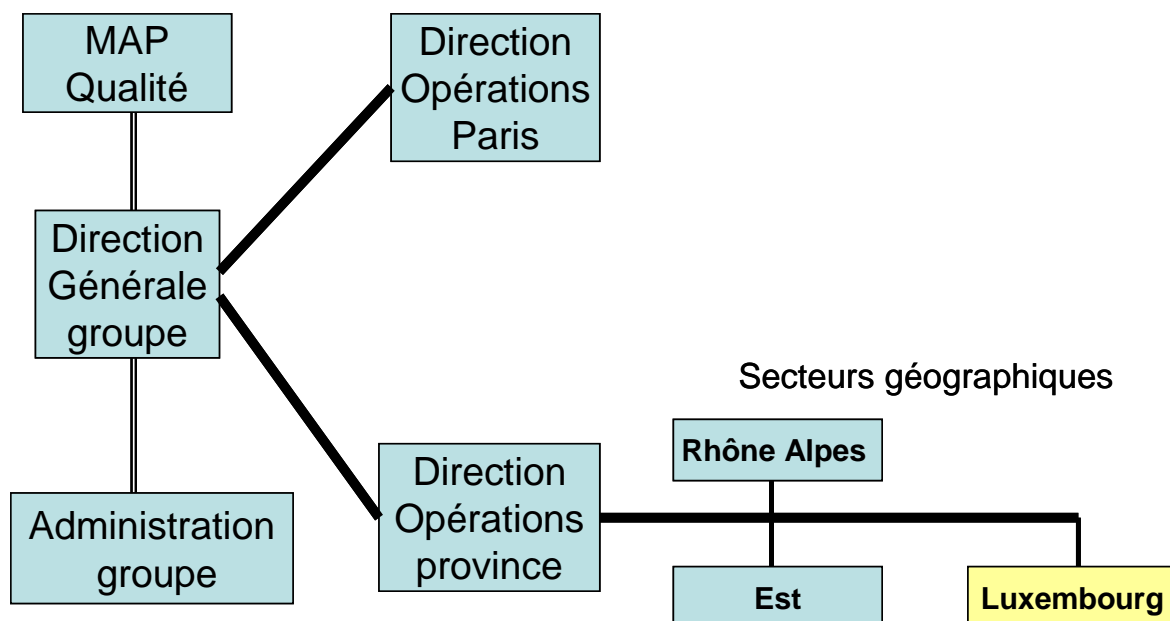
Ainsi, les choix technologiques effectués s'avèrent forts et très sûrs. Ce qui nous permet d'intervenir essentiellement dans les domaines que nous maîtrisons parfaitement :

- Grands Systèmes IBM / Mainframe & IBM / AS400
- Client - Serveur & Nouvelles Technologies
- Business Intelligence
- Réseaux / Sécurité

Progressant toujours dans la même direction, nos équipes capitalisent sur leur expérience reconnue et appréciée par les entreprises leaders sur leur marché. L'expérience acquise dans les métiers de notre clientèle, couplée à des effets d'échelle, favorise l'efficacité et la rapidité de nos interventions.

7 ORGANIGRAMME

7.1 ORGANISATION FONCTIONNELLE



L'effectif moyen du Groupe se présente comme suit:

Effectif moyen groupe	2007	2006	2005
Direction Générale			
Administration	17	15	15
Commerciaux	14	11	11
Ingénieurs/Techniciens	289	287	295
Total	320	313	321

UTIgroup est organisée en agences sur des secteurs économiques (Paris) ou sur des secteurs géographiques (Rhône-Alpes, Est, Luxembourg). Il dispose d'une structure d'encadrement légère qui permet les contacts directs entre la Direction et tous les collaborateurs, et simplifie la gestion des relations avec la clientèle, les commerciaux assurant le lien avec les donneurs d'ordres, les personnels délégués et la Direction du Groupe.

Chaque collaborateur est rattaché à un poste dont les responsabilités génériques sont définies dans le manuel d'organisation. Il existe 5 types de postes :

- Le manager
- Le collaborateur prestataire
- L'assistante
- Le recruteur
- L'ingénieur commercial

7.1.1 Organisation financière et administrative au niveau du groupe.

La Direction administrative et financière est prise en charge par une Directrice Administrative et Financière groupe.

Toute cette organisation est sous l'autorité directe de la Directrice Administrative et Financière du Groupe, assistée de deux personnes qui rend compte à la direction générale mensuellement.

Dans le cadre de l'harmonisation des procédures y compris les ressources humaines, l'ensemble des sociétés qui constituent le Groupe dispose des mêmes outils (comptabilité, paye, gestion, facturation, trésorerie) et dans un souci d'automatisation et de simplification de nombreuses fonctions sont centralisées au niveau du Groupe. Le service administratif est de trois personnes pour le Groupe et centralise l'ensemble de la comptabilité et la gestion de la trésorerie de toutes les entités juridiques du groupe au siège social.

Cette organisation mise en place permet d'avoir sur des outils maison un reporting mensuel à M+15 dont le contenu est conforté par les faibles écarts constatés lors des situations intermédiaires comptables.

La règle de prudence est de rigueur dans l'approche des risques et litiges. Ceux-ci sont quantifiés en fonction des informations collectées et après consultations de nos conseils juridiques.

7.1.2 Démarche QUALITE ISO 9001 :2000

UTIGroup a engagé une démarche de certification QUALITE au travers du programme SQUAD.

Un service MAP « Méthodes, Qualité et Audit », rattaché directement à la Direction générale du Groupe a été créé.

Il a en charge :

- La définition des sous-ensembles à certifier
- La définition et le suivi des travaux
- la mise en place du référentiel QUALITE SMQ initial,
- la gestion de l'évolution du référentiel, QUALITE
- l'organisation des formations nécessaires des collaborateurs d'UTIGroup,
- les audits en interne afin de vérifier le respect du référentiel,
- l'obtention d'un label QUALITE par un organisme externe

Après une phase de préparation, la réunion de lancement a eu lieu le 2 février 2006.

Un très gros effort a été consenti en 2006 par tous les intervenants afin de tenir l'objectif fixé d'une certification en neuf mois (manuel d'organisation, manuel qualité, référentiel qualité avec ses cartographies et procédures, formations à la Qualité et utilisation au quotidien).

Fin novembre 2006, UTIgroup obtenait de l'AFAQ la certification Qualité ISO 9001 :2000 n° 27974 sur les activités d'Assistance techniques Informatiques pour ces centres de Paris, Rhône-Alpes et Est (Luxembourg n'est pas dans le périmètre)

L'année 2007 a été consacrée à la bonne utilisation des procédures Qualité, à la mise en place de leurs améliorations et à une extension de périmètre sur des procédures de gestion de la société (processus de production comptable).

Fin octobre 2007, UTIgroup obtenait le renouvellement de sa certification.

Pour la troisième année, un audit mené par un auditeur de l'AFAQ se déroulera en octobre 2008, en vue d'obtenir un renouvellement de notre certification.

Remarque : Le processus MF de production du DOCUMENT DE REFERENCE AMF a été expérimenté sur 2006 et est généralisé depuis 2007.

Certificate



Certificat

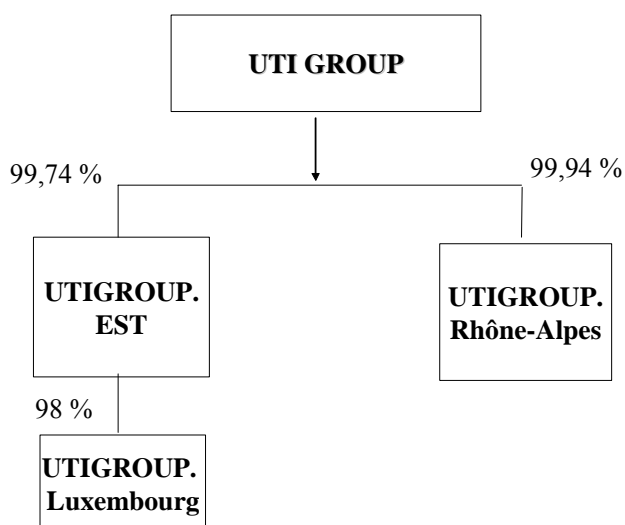
Company name / Dénomination sociale :	UTI GROUP.
Commercial name / Nom commercial :	UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP
Certification body / Organisme certificateur :	AFAQ AFNOR Certification
Certificate number / Numero de certificat :	27974
Standard / Référentiel :	ISO 9001 : 2000
Activities: Activités :	IT TECHNICAL SUPPORT. ASSISTANCE TECHNIQUE INFORMATIQUE.
Site(s) / Site(s) :	92532 LEVALLOIS-PERRET FRANCE UTI GROUP. - 67207 NIEDERHAUSBERGEN FRANCE UTI GROUP. - 69006 LYON France

The AFAQ website / Le site AFAQ : www.afaq.org

AFAQ AFNOR Certification is accredited by COFRAC for certifying according to this/these reference standard(s) - Accreditation number: 4-0001
AFAQ AFNOR Certification est accréditée par le COFRAC pour la certification selon ce(s) référentiel(s) - N° d'accréditation : 4-0001

[AFAQ AFNOR is a full member of the IQNet network / AFAQ AFNOR est membre à part entière du réseau IQNet](#)

7.2 ORGANIGRAMME JURIDIQUE



Les sociétés du groupe sont dirigées par les mêmes mandataires sociaux, actionnaires majoritaires. Les spécificités des filiales se caractérisent plus par leur implantation géographique que par leur métier.

Les conventions entre les sociétés sont décrites dans le rapport spécial des commissaires aux comptes au chapitre 20.2.4 au 31/12/2007.

7.2.1 Sociétés composant le Groupe

Le Groupe UTIgroup, qui est présent en région parisienne, dans l'Est de la France, dans la région lyonnaise, et également à l'étranger avec des implantations au Luxembourg et en Suisse se compose des sociétés suivantes :

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP (UTIgroup.),

société mère du Groupe basée en région parisienne qui, outre une activité économique propre qui représente environ 80 % du chiffre d'affaires du Groupe, assure une fonction de holding notamment dans les domaines de la supervision des opérations, des ressources humaines, du contrôle de gestion, du juridique et enfin de la centralisation de la trésorerie au sein du Groupe.

L'activité économique d'UTIgroup, consiste principalement en de la délégation auprès des services études des banques, assurances, télécoms, industries, services, distributions et des services exploitation des banques et industries. UTIgroup, procède également à de l'intégration informatique. Enfin, UTIgroup, intervient dans les domaines de l'édition et/ou de distribution de progiciels applicatifs (monde de l'édition, du nettoyage) et des OPCA

Les actifs du Groupe constitués principalement de Fonds de commerce et de titres de participation au capital des filiales se trouvent dans les comptes d'UTIgroup. L'endettement bancaire du Groupe est de la même manière à plus de 95 % au niveau d'UTIgroup.

Relations Mère - filiales

Elles sont constituées principalement de prestations de services réalisées avec les filiales du Groupe aux conditions du marché et dans le cadre de la synergie mise en œuvre entre les sociétés du Groupe. Elles s'élèvent en 2007 pour les achats de prestations à 112 K€ et à 340 K€ pour la production de services.

Par ailleurs UTIgroup. facture à ses filiales UTI GROUP. Rhône-Alpes et UTI GROUP. Est des prestations administratives aux termes de conventions mises en place en janvier 2000. UTIgroup. perçoit en contrepartie de ces prestations 2 % du chiffre d'affaires de sa filiale UTI GROUP. Rhône-Alpes et 3 % de sa filiale UTI GROUP. Est. Le montant de la redevance de gestion facturée par UTIgroup. à ses filiales représente pour l'exercice 2007 la somme de 118 K€

Par ailleurs UTIgroup. assure la gestion de la trésorerie du Groupe à l'exception de celle de sa filiale luxembourgeoise aux termes de la «convention de gestion centralisée de trésorerie» conclue avec ses filiales UTIGROUP. Rhône-Alpes et UTIGROUP. Est le 2 juillet 2001.

Les flux de trésorerie d'UTIgroup. vers ces filiales sont non significatifs.

Enfin le Groupe a opté pour le régime de l'intégration fiscale à compter du 1^{er} janvier 2003. A cet effet, une convention a été conclue le 11 décembre 2003 entre UTIgroup, UTIgroup. Rhône-Alpes et UTIgroup. Est.. Cette convention a été renouvelée le 1^{er} janvier 2008 pour une durée expirant le 31 décembre 2012.

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP. EST (UTIgroup. Est)

société anonyme au capital de 38 600 euros,
dont le siège social est sis 1 rue du dépôt, 13 parc de l'europe, 67207 Niederhausbergen – France,
immatriculée sous le numéro 385 096 615 (00047),
inscrite auprès du registre du commerce et des sociétés de Strasbourg.
Cette Société entre dans le périmètre à compter à compter d'avril 1999 suite à l'achat par UTI GROUP de 89,74 % de son capital.

Cette Société est détenue à 99,75 % par UTI GROUP.

Les autres actions constituant son capital sont détenues par :

- Monsieur Christian AUMARD, Président du conseil d'administration (1 action)
- Monsieur Patrick QUENNET Directeur général (1 action)
- Madame Jacqueline Fouet épouse AUMARD (1 action)
- Mademoiselle Diane AUMARD épouse HASSANINE (1 action)

Cette société qui dispose d'une agence à Strasbourg exerce une activité de délégation dans les services études des secteurs Banque, Assurance, et Industrie.

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP. LUXEMBOURG S.A.R.L (UTIgroup. Luxembourg)

société à responsabilité limitée au capital de 12 500 euros,
dont le siège social est 400 route d'Esch – L-1014 – Luxembourg,
immatriculée sous le numéro « Section B 65 635 »,
inscrite auprès du registre du commerce du Luxembourg.

Cette société créée en juillet 1998 est détenue à 98 % par la société UTIGROUP. Est.

Les autres actions constituant son capital sont détenues par:

- Monsieur Christian AUMARD gérant (1 part sociale)
- Monsieur Jean-claude CAMUS (1 part sociale)

Cette Société gère les opérations de délégation au Luxembourg dans les secteurs Banque et Industrie.

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP. RHONE ALPES (UTIgroup. Rhône-Alpes),

société anonyme au capital de 160 000 euros,
dont le siège social est sis 92 cours VITTON – 69006 Lyon – France,
immatriculée sous le numéro 380 667 774,
inscrite auprès du registre du commerce et des sociétés de Lyon.

Détenue depuis le 25 février 2000 à 99,94 % par la société UTI GROUP, aux termes d'une opération d'acquisition, cette société est implantée à Lyon et réalise une partie de son chiffre d'affaires en Suisse (la Société dispose d'un bureau à Genève).

Les autres actions constituant sont capital sont détenues par :

- Monsieur Christian AUMARD, Président et Directeur Général (2 actions)
- Monsieur Patrick QUENNET Administrateur (1 action)
- Madame Jacqueline Fouet épouse AUMARD (1 action)
- Mademoiselle Diane AUMARD épouse HASSANINE (1 action)
- Monsieur Benoît AUMARD, (1 action)

L'activité de cette société se répartie entre l'édition de progiciels outils (10% en diminution) et la délégation dans les secteurs Banque, Assurance, Industrie et Distribution (90%)

Le Groupe a établi des comptes consolidés pour la première fois au titre de l'exercice 1999, suite à l'inscription de ses titres sur le marché libre de la Bourse de Paris intervenue le 3 novembre 1999.

8 PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1 PROPRIETE IMMOBILIERE

UTIGroup avait une propriété immobilière, près de VALENCE (30 km environ). Cette propriété a été vendue fin février 2008.

8.2 USINES

UTIGroup n'a aucune usine.

8.3 EQUIPEMENT ET MOYENS D'EXPLOITATION

UTIGroup dispose d'un parc d'ordinateurs (principalement des micro-ordinateurs et des AS400) pour ses besoins afin d'équiper les postes de travail de ses collaborateurs ou pour l'activité produits (AS400).

Le Groupe dispose de surfaces de bureaux exclusivement en location qui se répartissent comme suit :

- à Levallois: 1.000 m² occupés par la Présidence, la Direction Générale des Opérations, le Commerce ingénierie, la plate forme de développement et l'activité produits d'UTI GROUP;
- à Strasbourg (siège et établissement de UTIGROUP. Est) 120 m²;
- Au Luxembourg (siège et établissement principal de UTIGROUP. Luxembourg), société de domiciliation ;
- A Lyon (siège et établissement principal de UTIGROUP. Rhône-Alpes) 230 m²;
- Et à Genève (Suisse établissement secondaire de UTIGROUP. Rhône-Alpes) un bureau.

Le Groupe dispose également de salles de machine implantées à Levallois et à Lyon avec des serveurs AS400 et NT sur lesquels sont connectés des réseaux internes de poste de travail spécialisés (administration, commerce, formation, développement et progiciel).

A la connaissance des sociétés du Groupe, Il n'existe pas de lien entre les bailleurs, le groupe ou les dirigeants du groupe.

8.4 ENVIRONNEMENT

De part son métier (prestations intellectuelles), UTIgroup a peu d'impact sur l'environnement.

8.4.1 Le développement durable

Concept formalisé en 1987, le développement durable signifie un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Particulièrement sensible à ce principe, et dans une démarche volontaire de responsabilité sociale, la direction d' UTIGROUP. a décidé de se soucier, non seulement de sa rentabilité, de ses performances économiques et de sa croissance, mais aussi de ses impacts environnementaux et sociaux.

La mise en place du concept de développement durable nous a conduit à être plus attentifs aux préoccupations de l'ensemble des parties prenantes de notre structure :

- Nos salariés
- Nos clients
- Nos fournisseurs
- Nos investisseurs

Les enjeux du développement durable chez UTIGROUP.

Enjeux sociaux :

Conformément à la réglementation en vigueur, notamment la R.S.E. (Réglementation sociale d'entreprise), UTIGROUP. a mis l'accent sur les conditions de travail de ses salariés, une politique de Ressources Humaines dynamique (gestion de carrières, formations, rémunération, incitation à l'autonomie, diversité...) et un climat social favorable. Notre démarche qualité (Certification ISO 9001) s'inscrit dans cette politique de long terme.

Enjeux environnementaux :

Notre responsabilité environnementale se traduit concrètement par le recyclage de matériels et consommables informatiques, l'économie de papier et d'énergie.

9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

Le chapitre 12 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES fait part d'un protocole signé en juin 2005 avec les banques et un investisseur.

Ce protocole impacte la situation financière en 2005, 2006 et 2007.

Courant 2008, ce protocole a été remboursé par refinancement sur 5 ans de la dette bancaire restante auprès de deux banques.

9.1 SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS (EXERCICE 2007 ET PREMIER SEMESTRE 2008)

Tous les éléments se trouvent dans le chapitre 20 INFORMATIONS FINANCIERES

9.2 PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2008

Conformément aux dispositions de l'article L. 232-7 du Code de commerce, la société UTI GROUP qui clôture ses comptes annuels le 31 décembre, a établi le présent rapport semestriel d'activité à partir des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2008.

1. PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2008 DE LA SOCIETE UTI GROUP

1.1 Chiffre d'affaires de la société UTI GROUP

	EXERCICE 2008 En millions euros	EXERCICE 2007 En millions euros
1 - Société UTI GROUP*		
Premier trimestre *	6,10	5,89
Deuxième trimestre *	5,95	5,64
Total	12,04	11,53

* Retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe

Le premier semestre 2008 confirme la croissance de Paris. En effet, le chiffre d'affaire est de 12,04 M€ contre 11,53 M€ en 2007 marquant ainsi une croissance de 4,5 %.

Par ailleurs, les effectifs opérationnels passent de 271 collaborateurs et sous traitants au 31/12/2007 à 267 au 30/06/2008.

1.2 Résultats

Le taux d'activité du 1^{er} semestre est conforme aux prévisions budgétaires. Le niveau du chiffre d'affaires réalisé est conforme à nos prévisions.

En milliers d'euros	30/06/2008	30/06/2007
Résultat d'exploitation (hors provision litige client)	789	912
Résultat d'exploitation	-1 078	912
Résultat financier	-190	-26
Résultat exceptionnel	122	3
Résultat net	- 1 146	889

Ces éléments font ressortir un résultat net au premier semestre 2008 une perte de – 1 146 K€ contre un résultat de + 889 K€ au premier semestre 2007.

Cette perte est imputable au passage d'une provision de 1 867 K€ sur la base de l'estimation de nos conseils relative à une décision de justice portant sur le litige nous opposant à un client. UTI GROUP a fait appel de cette décision.

2. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2008 DU GROUPE CONSOLIDE

Les comptes consolidés condensés semestriels arrêtés au 30 juin 2008 ont été préparés en conformité avec la norme IAS34 « *Information Financière Intermédiaire* ».

2.1 Composition du Groupe :

Nous vous renvoyons à la lecture des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe et des notes annexes pour le détail de ces différents postes de comptes, ainsi que pour la composition du Groupe.

2.2 Chiffre d'affaires consolidé :

	EXERCICE 2008 En millions euros	EXERCICE 2007 En millions euros
<u>1 – Consolidé</u>		
Premier trimestre	7,26	7,07
Deuxième trimestre	6,98	6,83
Total	14,24	13,90

2.3 Résultats consolidés :

Le Groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires de 14,24 M€, soit une progression du chiffre d'affaires 2,4 % par rapport à 2007. Cette hausse marque la poursuite de la croissance du groupe.

La réduction des frais généraux (autres achats et charges externes) s'est poursuivie et le taux d'activité est resté conforme à nos attentes budgétaires permettant ainsi un résultat opérationnel courant bénéficiaire de 1 042 K€.

Le coût de l'endettement est en augmentation et passe de 213K€ en 2007 à 245K€ en 2008. Cette augmentation provient de l'augmentation des taux d'intérêt, ainsi que des pénalités de remboursements anticipés des prêts pour 20 K€.

Enfin le résultat net s'établit à – 1 069 K€ au 30/06/2008 contre + 1 193 K€ au 30/06/2007.

Cette détérioration du résultat net provient de la constatation d'une charge opérationnelle sur un litige client d'un montant de 1 867 K€.

La contribution au résultat net (comptes consolidés condensés semestriels) pour chacune des filiales est la suivante :

	<u>30/06/2008</u>	<u>30/06/2007</u>
UTIGROUP. Rhône Alpes	135 K€	118 K€
UTIGROUP. Est	104 K€	75 K€
UTIGROUP. Luxembourg	-4 K€	6 K€

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

3.1 L'activité du groupe UTI GROUP dans son ensemble pour le premier semestre 2008 se caractérise comme suit :

Le premier semestre 2008 est marqué par le maintien de la croissance du groupe de 2,4%. L'activité parisienne est en croissance organique malgré des conditions de marché plus tendues. La stratégie d'agrément s'est poursuivie et amplifiée auprès des grands donneurs d'ordre au cours de ce premier semestre, confortant la politique de ces dernières années.

3.2 Et pour chacune des Sociétés du Groupe (d'après leurs comptes sociaux) :

UTI GROUP

UTI GROUP (en K euros)	30/06/2008	30/06/2007	Variation en %
Chiffres d'affaires	12 243	11 712	4,5%
Provision litige client	-1 867		
Résultat net hors provision	721	889	-18,9%
Résultat net	-1 146	889	

La perte enregistrée au 30-06-2008 est liée au passage d'une provision de 1 867 K€ dans le conflit opposant UTI GROUP à l'un de ses clients.

Hormis cette provision le résultat net ressort à 721 K€.

UTIGROUP. Est

UTI GROUP EST (en K euros)	30/06/2008	30/06/2007	Variation en %
Chiffre d'affaires	894	995	-10,1%
Résultat net	103	76	35,9%

UTIGROUP. Luxembourg

UTI GROUP Luxembourg (en K euros)	30/06/2008	30/06/2007	Variation en %
Chiffre d'affaires	0	72	-100,0%
Résultat net	-4	7	-153,4%

L'activité de la filiale luxembourgeoise est en sommeil, et n'a plus de salarié depuis le 31/12/2007.

UTIGROUP. Rhône Alpes:

UTI GROUP RHONE ALPES(en K euros)	30/06/2008	30/06/2007	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 391	1 423	-2,3%
Résultat net	135	119	13,4%

La filiale lyonnaise enregistre des résultats satisfaisants malgré un chiffre d'affaires en baisse de 2,3 %.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

4.1 Nouveaux partenaires bancaires

La société a renégocié début 2008 avec deux nouvelles banques un rééchelonnement de la dette financière de 2.600 K€ sur cinq ans et remboursé en totalité les établissements financiers partenaires du protocole de juin 2005. Le protocole est devenu caduc.

4.2 Enregistrement d'une provision pour risques de 1 867 K€ à Paris

Un jugement intervenu au cours du 1er semestre opposant UTI Group à un de ses clients porte sur une condamnation de 3,2 M€ dont 0,8 M€ mis à la charge de l'assureur.

La société UTI Group a fait appel de ce jugement.

Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTI Group a constitué une provision d'un montant de 1,8 M€.

4.3 Activité

Malgré un durcissement du marché s'établissant tant à la fois de la part des donneurs d'ordres que dans les difficultés à recruter les profils nécessaires à l'activité sans entraîner un dérapage des coûts salariaux l'activité est restée soutenue.

5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L'EXERCICE

La société UTI GROUP Paris devrait maintenir son niveau de croissance au cours du second semestre malgré un certain durcissement du marché des services et la tension enregistrée en matière d'embauche.

Les activités de province devraient elles aussi reproduire au second semestre leur activité du premier semestre.

Enfin, les résultats du groupe pour l'exercice 2008 devraient se traduire, malgré la provision de 1 867 K€, par un exercice bénéficiaire compte tenu du maintien de la marge opérationnelle enregistrée au premier semestre.

9.3 PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2007 DE LA SOCIETE UTI GROUP

Des comptes de l'exercice clos de la Société le 31 décembre 2007 il ressort, en Euros, par comparaison avec ceux des exercices précédents :

EN EUROS	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2007	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2006	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2005
Capital social	1 723 316	1 721 360	1 671 020
Total bilan	20 376 458	20 502 988	20 094 724
Total capitaux propres	6 271 491	4 291 807	1 839 389
Actif immobilisé	17 773 852	17 322 180	16 795 378
Chiffre d'affaires net	24 026 737	22 075 160	23 208 566
Produits d'exploitation	24 749 131	22 528 079	23 760 878
Charges d'exploitation	22 776 493	20 991 211	22 128 911
Résultat d'exploitation	1 972 638	1 536 869	1 631 967
Produits financiers	473 918	725 487	56 926
Charges financières	568 285	437 693	539 448
Résultat financier	-94 367	287 795	(482 522)
Résultat courant av impôt	1 878 271	1 824 663	1 149 446
Produits exceptionnels	29 627	200 178	78 747
Charges exceptionnelles	81 077	215 665	146 920
Résultat exceptionnel	-51 450	(15 486)	(67 543)
Participation des salariés	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	(86 819)	(70 892)	(92 866)
Résultat de l'exercice	1 913 640	1 880 069	1 174 769

Nous vous renvoyons à la lecture des comptes sociaux de l'exercice et de l'annexe des comptes de la Société concernant le détail de ces différents postes de comptes.

Analyse des résultats

En million d'€uro	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Chiffre d'affaires	24,03	22,07	23,21
Résultat net	1,91	1,88	1,17
Dettes financières	6,28	7,27	8,09

Des chiffres de l'exercice clos le 31 décembre 2007, il ressort que :

- ✚ l'activité d'UTI GROUP. en 2007 est en croissance de 8,8 % par rapport à 2006,
- ✚ la politique commerciale d'UTI GROUP. orientée vers les agréments «grand donneur d'ordres» s'est poursuivie en 2007 a connu un succès certain (BNPParibas, Total, CCF, SG, BARCLAYS, PSA.....) comptabilisant l'ouverture de plus de 20 comptes commerciaux,
- ✚ le résultat d'exploitation bénéficiaire s'établit à la somme de 1 973 K€ contre un résultat d'exploitation de 1 537 K€ sur l'exercice précédent,
- ✚ le résultat financier de l'exercice s'élève à (94) K€ contre 288 K€ en 2006,
- ✚ le résultat courant avant impôts s'établit à 1 878 K€ en 2007 contre 1 825 K€ en 2006,
- ✚ enfin, le résultat net se traduit par un bénéfice de 1 914 K€.

Les chiffres d'affaires trimestriels 2007 d'UTI GROUP (retraités du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe) et du Groupe consolidé comparés à ceux de l'exercice 2006, et qui ont été publiés au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, se présentent comme suit:

	EXERCICE 2007	EXERCICE 2006
	En millions euros	En millions euros
<u>1 - Société UTI Group</u>		
Premier trimestre	5,89	5,71
Deuxième trimestre	5,64	5,23
Troisième trimestre	5,64	5,12
Quatrième trimestre	6,39	5,74
<u>Total</u>	<u>23,56</u>	<u>21,80</u>
<u>2 - Consolidé</u>		
Premier trimestre	7,07	7,06
Deuxième trimestre	6,83	6,44
Troisième trimestre	6,78	6,32
Quatrième trimestre	7,62	7,10
<u>Total</u>	<u>28,30</u>	<u>26,92</u>

Le chiffre d'affaires annuel du Groupe croit de 5,2% en 2007.

L'exercice 2007 d'UTI GROUP. permet de constater la bonne tenue du compte d'exploitation dont les principaux axes se présentent de la manière suivante :

Libellés en K€	Au 31/12/2007	Au 31/12/2006	Au 31/12/2005
Marge Commerciale	(4)	8	34
Production	24 052	22 097	23 208
Consommation	(5 003)	(4 347)	(5 320)
VALEUR AJOUTE	19 045	17 757	17 922
Impôts et Taxes	(576)	(698)	(625)
Charge de Personnel	(16 867)	(15 683)	(15 773)
EBE	1 602	1 376	1 524

Progrès réalisés – Difficultés rencontrées :

La croissance de chiffres d'affaires enregistrée en 2007 marque le retour du groupe à la croissance. Malgré un contexte de turn-over important lié à la pression des salaires et aux embauches massives de collaborateurs du service chez les clients finaux, le groupe a su enregistrer une croissance importante de son chiffre d'affaires à Paris de 8,84 %.

De plus, la société UTIGroup a acquis au mois de juin 2007 le fond de commerce EAC CORPORATION.

Cette activité composée de 14 collaborateurs intervenait dans le monde de la monétique.

Cette activité en fort développement représente un intérêt stratégique certain pour UTIGroup permettant d'offrir aux prospects de nouveaux services et de renforcer notre offre au sein des groupes bancaires clients.

Enfin, après un audit de qualité notre certification ISO 9001 : 2000 a été renouvelée au mois d'octobre 2007 pour une durée d'un an.

9.4 . PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2007 DU GROUPE CONSOLIDE

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les sociétés cotées sur un marché réglementé de l'un des états membres de l'Union Européenne doivent présenter pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2005, leurs comptes consolidés en utilisant le référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standards Boards).

Le groupe UTI GROUP qui a appliqué les principes comptables français jusqu'au 31/12/2004, a effectué sa transition aux normes IFRS avec les effets de la première application au 01/01/2004 et a établi des comptes consolidés au 31/12/2004 pro-forma IFRS

	exercice 2007	exercice 2006	exercice 2005
	Normes IFRS	Normes IFRS	Normes IFRS
	en milliers d'euros	en milliers d'euros	en milliers d'euros
Capital social	1 723	1 721	1 671
Total bilan	22 218	21 945	21 590
Total capitaux propres	7 486	4 800	2 113
Total actif non courants	18 622	17 543	17 084
Actif immobilisé			
Effectif moyen	320	313	321
Chiffre d'affaires net	28 253	26 836	27 607
Résultat opérationnel	2 311	2 099	2 144
Résultat d'exploitation			
Coût de l'endettement financier brut	-467	-428	-535
Résultat financier	-283	-427	-535
Résultat avant impôt des activités ordinaires	2 080	1 690	1 563
Résultat courant			
Résultat exceptionnel		-	-
Charges d'impôt sur le résultat	798	567	583
Impôt sur les bénéfices			
Impôt différé			
Résultat global	2 878	2 257	2 146
Résultat net avant amortissement des écarts d'amortissement			
Dotation aux écarts d'amortissement		-	-
Résultat de l'ensemble consolidé	2 878	2 257	2 146
Part revenant aux minoritaires	-1	-1	-1
<u>R.N. revenant à entreprise consolidante</u>	<u>2 877</u>	<u>2 256</u>	<u>2 145</u>

Nous vous renvoyons à la lecture des comptes consolidés du groupe intégré et de l'annexe pour le détail de ces différents postes de comptes.

Par ailleurs nous vous informons que depuis le 1^{er} janvier 2003, le groupe formé par les sociétés UTI GROUP. (Société Mère), UTIGROUP. EST et UTIGROUP.RHONE ALPES (Filiales) a décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale, conformément à l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Une convention d'intégration fiscale a été conclue entre UTI GROUP. (Société Mère), UTIGROUP. EST et UTIGROUP. RHONE ALPES le 11 décembre 2003, laquelle a été renouvelée début 2008 pour une période de 5 ans.

Résultats

En million d'€uros	Normes IFRS		
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Chiffre d'affaires	28,25	26,84	27,61
Résultat d'exploitation			
Résultat opérationnel (IFRS)	2,31	2,10	2,14
Résultat net part groupe	2,9	2,26	2,15
Capitaux propres part groupe (après résultat)	7,5	4,80	2,11

Les résultats de l'activité du Groupe UTI GROUP dans son ensemble pour l'exercice clos se caractérisent comme suit :

- ✚ le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2007 s'élève à 28,3 M€ contre 26,8 M€ sur l'exercice 2006;
- ✚ compte tenu du niveau du résultat décrit ci-dessus, le montant des capitaux propres s'établit à 7,5 M€.

La stratégie a consisté à privilégier le maintien de la marge opérationnelle du groupe.

9.5 . DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DE L'ANNEE 2007

9.5.1 Contribution au chiffre d'affaires consolidé non retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe

SOCIETE	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
UTI GROUP	24 026 737	22 075 160	23 208 566
UTIGROUP. RHONE-ALPES	2 783 605	3 047 617	2 800 591
UTIGROUP. EST	2 120 708	2 068 241	1 872 688
UTIGROUP. LUXEMBOURG	111 800	191 289	264 245
Total	29 042 850	27 382 307	28 146 090

9.5.2 Résultat net social des sociétés du Groupe avant retraitements de consolidation

SOCIETE	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
UTI GROUP	1 913 640	1 880 069	1 174 769
UTIGROUP. RHONE-ALPES	169 446	175 162	214 877
UTIGROUP. EST	228 010	310 936	81 041
UTIGROUP. LUXEMBOURG	11 483	11 368	130 539
Total	2 322 579	2 377 535	1 601 226

- Résultats d'UTI GROUP. EST

- Le chiffre d'affaires de la Société pour l'exercice 2007 s'élève à 2,12 M€ contre 2,07 M€ en 2006.

- Le résultat constate un bénéfice de 228 K€ contre un bénéfice de 311 K€ en 2006.

- L'année 2007 a marqué le retour des capitaux propres à plus de la moitié du capital.

- Résultats d'UTI GROUP. LUXEMBOURG

- Le chiffre d'affaires 2007 ne représente que 0,11 M€ contre 0,19 M€ en 2006,

- Le résultat de la société se solde par un bénéfice de 11 K€.

- La société n'a plus de salarié au 31/12/2007.

- Résultats d'UTI GROUP. RHONE ALPES

- Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 2,78 M€ contre 3,04 M€ en 2006

- UTI GROUP Rhône Alpes enregistre une baisse de chiffre d'affaires de 8,7 %.

- Le résultat passe de 175 K€ en 2006 à 169 K€ en 2007.

Progrès réalisés et difficultés rencontrées au sein du Groupe

Les mesures de rationalisation se sont poursuivies en province et plus particulièrement dans la région Est. L'activité des régions a été confiée à Madame Florence TOUSSAINT. La direction des affaires régionales est donc totalement regroupée.

La taille des effectifs de Lyon, Strasbourg et Luxembourg s'est stabilisée à 54 salariés au 31/12/2007 comme au 31/12/2006, en revanche Paris enregistre une augmentation de 14 salariés supplémentaires. De plus, cette croissance s'est accompagnée d'un maintien du taux d'inter-contrat à un niveau conforme au budget.

9.6 EVALUATION DES GOODWILL

Le montant net des goodwill s'élève à 16 178 k€ à la clôture de l'exercice 2007.

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flows générés par l'activité pour les quatre prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

Le taux d'actualisation avant prise en compte des impôts retenu est de 11 % pour 2007 (contre 11% en 2006 et 16.68 % en 2005, en référence au marché, au redressement du secteur et en particulier à l'évolution de la situation financière de la société conduisant notamment à minorer le taux de risque spécifique retenu en 2005.

Le taux de croissance à l'infini est de 2% en 2007 et 2006 et 0% en 2005, en relation avec le marché.

Selon la même méthode, l'évaluation avait conduit au 31 décembre 2004 à la constatation d'un amortissement exceptionnel des écarts d'acquisition de 1.150 K€.

Le calcul de la juste valeur au 31 décembre 2007, comme au 31 décembre 2006 ou 31 décembre 2005, n'a pas conduit à une dépréciation complémentaire.

9.7 EVALUATION DES TITRES DE PARTICIPATION

L'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation au 31/12/2007 selon les modalités définies a validé la valorisation des participations de UTIGroup. En 2006, le test avait conduit à reprendre partiellement (500 K€) la provision antérieurement constatée sur les titres UTI Group Est.

La valeur nette comptable des titres de la société UTI Group Est s'élève donc à la clôture de l'exercice à 1 355 k€.

La valeur nette comptable des titres de la société UTI Group Rhône Alpes n'a pas été remise en cause et s'élève à 1 860 K€.

10 TRESORERIE ET CAPITAUX

Les informations sur les flux de trésorerie et les capitaux se trouvent dans les chapitres 20 INFORMATIONS FINANCIERES et 21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Au cours des trois derniers exercices, la société a financé son activité opérationnelle grâce aux flux de trésorerie provenant de l'exploitation et aux concours bancaires accordés par ses trois principales banques : la caisse d'épargne, la société générale et la NSME.

Les disponibilités consolidées sont respectivement de :

- 31/12/2005	386 K€
- 31/12/2006	780 K€
- 31/12/2007	1 150 K€
- 30/06/2008	976 K€

Ces disponibilités sont principalement détenues en euros.

Un investisseur la société FINANT est entré dans le capital de la société en 2005. L'augmentation de capital réservée à FINANT de 425 K€ a eu lieu le 6 mars 2006 :

Entre le 31/12/2006 et le 31/12/2007, les disponibilités ont augmentées de 370 K€.

Au 31 décembre 2007, les disponibilités sont de 1 150 K€.

10.1 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (NORMES IFRS)

en milliers d'euros

30/06/2008 31/12/2007 31/12/2006

A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE			
<i>Capacité d'autofinancement</i>			
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	-1 069	2 877	2 257
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	1 748	234	-81
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	8	142	11
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>	687	3 253	2 187
Coût de l'endettement financier net	245	283	427
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	0	-798	-567
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>	932	2 738	2 047
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	-763	-546	-716
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	169	2 192	1 331
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décassements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-119	-221	-69
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	172	28	22
Variation des prêts et avances consentis	-4	-54	-61
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	49	-247	-108
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital	121	62	147
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Rachats et reventes d'actions propres	0	0	17
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 600	0	0
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-2 877	-862	-382
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-245	-283	-427
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-401	-1083	-645
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
FLUX NET DE TRESORERIE	-183	862	578
Trésorerie au 1er Janvier	1 120	258	-320
Flux nets de l'exercice	-183	862	578
Trésorerie à fin de période	937	1 120	258

11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCE

11.1 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuel en charge.

Le groupe n'a pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement.

Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le groupe, nécessite de tels investissements humains. De ce fait, les dépenses R&D au sein du groupe ne représentent qu'une part non significative du chiffre d'affaires.

Le passage aux normes IFRS n'a qu'un impact négligeable.

11.2 BREVETS, MARQUES ET LICENCES

Le nom Union Technologies Informatique a été déposé auprès de l'INPI, tout comme l'a été le nouveau sigle UTI GROUP.

UTI GROUP a également déposé à son nom les marques de produits dont elle est l'éditeur.

- Edi-one
- Net-organize.com
- Net-org@nize

12 INFORMATION SUR LES TENDANCES

12.1 ACTIVITE GROUPE EN 2007

La croissance de chiffres d'affaires enregistrée en 2007 marque le retour du groupe à la croissance. Malgré un contexte de turn-over important lié à la pression des salaires et aux embauches massives de collaborateurs du service chez les clients finaux, le groupe a su enregistrer une croissance importante de son chiffre d'affaires à Paris de 8,84 %.

De plus, la société UTIGroup a acquis au mois de juin 2007 le fond de commerce EAC CORPORATION.

Cette activité composée de 14 collaborateurs intervenait dans le monde de la monétique.

Cette activité en fort développement représente un intérêt stratégique certain pour UTIGroup permettant d'offrir aux prospects de nouveaux services et de renforcer notre offre au sein des groupes bancaires clients.

12.2 ACTIVITE GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2008

Chiffre d'affaires consolidé :

	EXERCICE 2008 En millions euros	EXERCICE 2007 En millions euros
<u>1 – Consolidé</u>		
Premier trimestre	7,26	7,07
Deuxième trimestre	6,98	6,83
Total	14,24	13,90

Résultats consolidés :

Le Groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires de 14,24 M€, soit une progression du chiffre d'affaires 2,4 % par rapport à 2007. Cette hausse marque la poursuite de la croissance du groupe.

La réduction des frais généraux (autres achats et charges externes) s'est poursuivie et le taux d'activité est resté conforme à nos attentes budgétaires permettant ainsi un résultat opérationnel courant bénéficiaire de 1 042 K€.

Le coût de l'endettement est en augmentation et passe de 213K€ en 2007 à 245K€ en 2008. Cette augmentation provient de l'augmentation des taux d'intérêt, ainsi que des pénalités de remboursements anticipés des prêts pour 20 K€.

Enfin le résultat net s'établit à – 1 069 K€ au 30/06/2008 contre + 1 193 K€ au 30/06/2007.

Cette détérioration du résultat net provient de la constatation d'une charge opérationnelle sur un litige client d'un montant de 1 867 K€.

12.3 AUTORISATION DE PLANS D'OPTION PAR AGE DU 22/01/2008

Cette assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration à émettre des plans de souscription d'option.

12.4 PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

L'assemblée générale extraordinaire du 22 janvier 2008 a autorisé le conseil d'administration à augmenter jusqu'à 1 million d'euros au lieu et place des 300 000 euros initialement fixés les montants allouables au programme de rachat.

Le prix d'achat unitaire maximum est fixé à cinq (5) euros et le prix de vente minimum unitaire de cinquante centimes (0,50) d'euros.

Les autres conditions de l'autorisation initialement donnée demeurent inchangées.

Conformément à la législation, la présente autorisation est donnée pour une durée maximale de 18 mois à compter du 23 mai 2008 et se substitue à l'autorisation conférée par l'assemblée générale du 23 mai 2007 partiellement modifiée par l'assemblée générale du 22 janvier 2008.

12.5 ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 23 MAI 2008

12.5.1 Résolutions adoptées à l'assemblée générale mixte du 23 Mai 2008

Les actionnaires seront réunis en assemblée générale ordinaire, le 23 mai 2008 à 10h30 heures dans les locaux de la société UTI GROUP, 68 rue de Villiers 92300 Levallois-Perret, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, après lecture du rapport du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et sur les procédures de contrôle interne, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux Comptes ;
2. approbation sur rapport spécial des Commissaires aux comptes des conventions visées à l'article L. 225-38 du code de Commerce ;
3. examen et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007, après lecture du rapport de gestion du groupe du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes ;
4. affectation du résultat ;
5. renouvellement des mandats d'administrateurs de Madame Jacqueline FOUET, épouse AUMARD et de Monsieur Christian AUMARD,
6. autorisation de la Société à intervenir sur le marché de ses propres actions,
7. pouvoirs en vue des formalités.

Toutes les résolutions ont été adoptées lors de l'assemblée.

12.6 COMMUNIQUES EN 2008

UTIgroup a publié les avis des convocations et les communiqués de presse suivants :

- 12/12/2007 : Avis de réunion – convocation à l’assemblée 22/01/2008 des actionnaires et des porteurs de parts. Publication au BALO (n°149)
- 08/02/2008 : CA de l’année 2007 : croissance confirmée du CA au Second semestre 2007 – L’AGEFI
- 28/03/2008 : Résultats 2007 : renforcement de la structure financière, Résultat net en forte progression (+27%) – L’AGEFI
- 18/04/2008 : Avis de réunion – convocation à l’assemblée 23/05/2008 des actionnaires et des porteurs de parts. Publication au BALO (n°47)
- 15/05/2008 : CA du premier trimestre 2008 – L’AGEFI
- 14/08/2008 : Premier semestre 2008 : Progression du CA de 2,4% et maintien du résultat opérationnel courant, et constatation d’une provision pour litige client – L’AGEFI

13 PREVISIONS OU ESTIMATION DU BENEFICE

UTIGroup a fait le choix de ne pas inclure de prévisions dans son document de référence.

De plus, comme nous l'avons fait paraître dans un communiqué de presse à l'AGEFI le 28/03/2008 :

« Perspectives 2008 :

Telle que nous l'avons toujours affirmé, 2007 a confirmé le retour à la croissance du groupe.

L'objectif de 2008 est d'accélérer cette croissance tout en maintenant notre niveau de rentabilité. Néanmoins, nous devons rester vigilants quant au contexte économique mondial susceptible de se dégrader à tout moment.

Enfin, dans un marché en croissance UTI GROUP est en ordre de marche pour profiter pleinement de son positionnement et du dynamisme de sa structure commerciale ».

Le communiqué de presse sur les comptes semestriels du 14 août 2008 indique :
1^{er} Semestre 2008 - Progression du Chiffre d'affaires de 2,4% et
maintien du résultat opérationnel courant, et constatation d'une
provision pour litige client

Les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2008 permettent de faire ressortir par rapport à l'année précédente les éléments comparatifs suivants :

En K€	30/06/2008 6mois	30/06/2007 6mois
Chiffre d'Affaires	14 238	13 903
Résultat opérationnel courant	1 042	1 116
Taux de marge opérationnelle courante	7,31 %	8,0 %
Autres charges opérationnelles	- 1 867	0
Résultat opérationnel	- 825	1 116
Coût de l'endettement financier	- 245	- 213
Résultat avant impôt des activités ordinaires	- 1 068	888
Résultat net du semestre	- 1 069	1 193

Le groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2008, un chiffre d'affaires de 14,24 M€, soit une progression du chiffre d'affaires 2,4 % par rapport à 2007. Cette hausse marque la poursuite de la croissance du groupe.

La réduction des frais généraux (autres achats et charges externes) s'est poursuivie et le taux d'activité est resté conforme à nos attentes budgétaires permettant ainsi un résultat opérationnel courant bénéficiaire de 1 042 K€.

Le coût de l'endettement est en augmentation et passe de 213K€ en 2007 à 245K€ en 2008. Cette augmentation provient de l'augmentation des taux d'intérêt, ainsi que des pénalités de remboursements anticipés des prêts pour 20 K€.

Enfin le résultat net s'établit à -1 069 K€ au 30/06/2008 contre + 1 193 K€ au 30/06/2007.

Cette détérioration du résultat net provient de la constatation d'une provision sur un litige client d'un montant de 1 867 K€.

En effet, un jugement intervenu au cours du 1er semestre opposant UTI Group à un de ses clients porte sur une condamnation de 3,2 M€ dont 0,8 M€ mis à la charge de l'assureur.

La société UTI Group a fait appel de ce jugement.

Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTI Group a constitué une provision d'un montant de 1,8 M€.

Par ailleurs, les capitaux propres du groupe continuent de croître pour s'établir à 6 528 K€ contre 5 822 K€ au 30/06/2007 représentant une augmentation de 12%.

14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DIRECTION, SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

14.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UTI GROUP

14.1.1 Composition du Conseil d'Administration de la Société UTI GROUP

Nom et Prénom des Administrateurs	Date de première nomination comme Administrateur	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Fonction principale exercée en dehors de la Société	Autres mandats et fonctions exercées dans toute autre société depuis les 5 dernières années
Christian AUMARD	17/04/1996	31/12/2013	P.D.G	Néant	LAW INFORMATIQUE (D.G. Délégué et administrateur) UTIGROUP. Rhône-Alpes (D.G. et administrateur) UTIGROUP. Est (Président du CA) UTIGROUP. Luxembourg S.à.r.l (Gérant)
Patrick QUENNET	9/07/1999	31/12/2010	D.G. délégué et administrateur	Néant	UTIGROUP. Est (D.G. et administrateur) UTIGROUP. Rhône-Alpes (Administrateur) SCPI AV HABITAT2 (membre du conseil de surveillance jusqu'à la prochaine Assemblée de 06/2009) Siège social : 33, rue du 4 septembre 75002 PARIS RCS Paris D 480 751 881
Jacqueline FOUET épouse AUMARD	17/04/1996	31/12/2013	D.G. délégué et administrateur	Néant	LAW INFORMATIQUE (P.D.G.) UTIGROUP. Est (Administrateur) UTIGROUP. Rhône-Alpes (Représentant permanent de UTI GROUP, Administrateur)
Bernard ANTHONIOZ	07/09/2005	31/12/2010	Administrateur	Président Président Président Associé gérant Associé gérant	FINANT SAS RCS Paris 433 929 627 Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris Capital 40 000€ ST Ingenierie SAS RCS paris B331 620 542 Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris Capital 1 000 000€ Sapphire technologies SAS RCS Paris B33 13 29441 Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris Capital 2 000 000€ Château de Courcelles SNC RCS Soissons B 347 770 588 Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris Capital 7622,5€ Château de Rosny SNC Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris

					RCS Paris 420 678 955 Capital 1524,49€
				Gérant	Trilog Consultants SARL RCS paris B 342 985 298 Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris Capital 7 775€
				Gérant	SCI ANTHONIOZ PATRIMOINE Siège social 12 villa SAÏD 75016 Paris RCS Paris 490 792 736 Capital 1000,00€
				Gérant	EURL ANTHONIOZ FINANCES Siège social 1 rue saint Georges 75009 Paris RCS Paris 490 634 441 Capital 1000,00€

Il est ici précisé que par décision en date du 21 mai 2002 et consécutivement à la modification statutaire adoptée par l'assemblée générale mixte du 21 mai 2002, le Conseil d'administration a opté pour le cumul des fonctions de président du conseil d'administration et de directeur général sur la tête de Monsieur Christian AUMARD. Celui-ci a donc pris à compter de cette date, le titre de Président et Directeur Général.

Le Conseil d'administration ne comprend dans la période de référence d'administrateur indépendant, ni d'administrateur élu par les salariés.

Chaque administrateur doit détenir au moins une action de la Société.

Aucun des administrateurs n'a été condamné pour fraude prononcée au cours des cinq dernières années.

Aucune faillite, mise sous séquestre, ou liquidation n'a concerné un administrateur du groupe UTIgroup au cours des cinq dernières années.

Aucune incrimination ou sanction publique officielle n'a été prononcée contre un des administrateurs par des autorités statutaires ou réglementaires.

Aucun administrateur d'UTIgroup n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins.

Les mandats d'administrateur de Christian AUMARD et Jacqueline AUMARD ont l'objet d'un renouvellement lors de AG du 23 mai 2008.

14.2 DIRECTION DU GROUPE

14.2.1 UTIGROUP. EST

Monsieur Christian AUMARD
Monsieur Patrick QUENNET
Madame Jacqueline AUMARD

Président du Conseil d'administration
Directeur Général et Administrateur
Administrateur

14.2.2 UTIGROUP. RHONE ALPES

Monsieur Christian AUMARD
Monsieur Patrick QUENNET
UTI GROUP

Président et Directeur Général
Administrateur
Administrateur

(dont le représentant permanent est Madame Jacqueline AUMARD)

14.2.3 UTIGROUP. LUXEMBOURG SARL

Monsieur Christian AUMARD

Gérant

14.2.4 Cadres de Direction

Monsieur Eric CARDOSO exerce les fonctions de Directeur Général Adjoint des Opérations au sein d'UTI GROUP.

Madame Florence TOUSSAINT exerce les fonctions de Directeur Général Adjoint des Opérations au sein d'UTI GROUP. Rhône-Alpes et depuis le 1 janvier 2005 la direction des opérations de UTI Est.

Madame Mireille ROLLAND exerce les fonctions de Directeur Administratif et financier au sein d'UTI GROUP.

14.3 PLAN D'ATTRIBUTION D' ACTIONS

Des plans d'options de souscription d'actions ont été mis en place au sein de la société UTI GROUP au bénéfice des dirigeants et des salariés du Groupe dont le descriptif figure au chapitre 17 .5.

L'AG du 22 janvier 2008 a autorisé le conseil d'administration à émettre de nouveaux plans d'option de souscription d'actions.

14.4 CONFLIT D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Il n'y a pas de conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'une quelconque des personnes composant les organes d'administration et de direction générale et leur intérêts privés et / ou d'autres devoirs.

14.4.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes

Le rapport spécial des commissaires aux comptes est inclus après les comptes consolidés dans le chapitre 20 INFORMATIONS FINANCIERES

15 REMUNERATION ET AVANTAGES

15.1 REMUNERATION ET AVANTAGES DE TOUTE NATURE, DIRECTS ET INDIRECTS, VERSES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

La société UTI GROUP a versé à ses mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, au titre de leur rémunération annuelle, avantages de toute nature compris, les sommes suivantes :

Rémunération	<u>2007</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>	<u>2006</u>
	Rémunération	Dont	Rémunération	Dont
Mandataires sociaux	brute	avantage	brute	avantage en
		en nature		nature
Christian AUMARD	277 550	0	277 550	3 658
Patrick QUENNET	167 799	8 083	168 480	2 744
Jacqueline AUMARD	41 619	0	41 619	1 439
TOTAL	486 968	8 083	487 649	7 841

Les mandataires sociaux n'ont pas de partie variable. Ils n'ont pas eu de prime.
Ils n'ont pas de régime complémentaire de retraite spécifique.

Il est précisé également qu'il n'existe aucun engagement de quelque nature que ce soit, pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux, qui correspondraient à des éléments de rémunération, ou des indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison – de la prise, - de la cessation, - ou du changement de ces fonctions, - ou postérieurement à celles-ci.

Par ailleurs, s'agissant du montant des rémunérations et des avantages de toute nature que chacun des mandataires sociaux a reçu, durant l'exercice de la part des sociétés contrôlées par UTI GROUP, il est ici précisé que Monsieur Christian AUMARD, Monsieur Patrick QUENNET et Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD n'ont perçu aucune rémunération au titre des mandats sociaux qu'ils exercent dans les filiales du Groupe.

Enfin, les mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération d'une société actionnaire du Groupe par le biais de flux financiers entre les deux entités (non compris les dividendes, le cas échéant, perçus par LAW INFORMATIQUE au titre de sa participation au capital d'UTI GROUP et redistribués).

Les mandataires sociaux des autres sociétés du groupe n'ont aucune rémunération versée par ces sociétés.

15.2 JETONS DE PRESENCE

Aucune société du groupe UTI GROUP ne verse de jetons de présence aux membres de son Conseil d'administration.

16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DIRECTION

16.1 ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

16.1.1 Règlement intérieur du Conseil d'administration

A ce jour, aucun règlement intérieur ou code de déontologie n'a été adopté.

Aucune disposition n'a été prise quant à l'élaboration d'un règlement intérieur ou d'un code de déontologie pour organiser le fonctionnement du Conseil d'administration.

Les mandataires sociaux peuvent obtenir toute information nécessaire à l'exercice de leur mandat social auprès du Conseil d'administration.

16.1.2 Evaluation du Conseil d'administration

A ce jour, aucune mesure spécifique d'évaluation du Conseil d'administration n'a été mise en place.

16.1.3 Réunion du Conseil d'administration

Conformément à l'article 14 des statuts de la Société, le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, selon un calendrier communiqué régulièrement aux administrateurs pour les mois à venir (sauf urgence).

Voir 16-4 Rapport du Président du Conseil d'Administration qui détaille l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Administration.

Il y a eu en 2007 7 réunions du conseil d'administrations de la société mère, 2 réunions pour UTIgroup.est et 2 pour UTIgroup.Rhône-Alpes.

En tant que de besoin, il est recouru à des présentations commentées par le management et à des remises de documents complémentaires.

16.2 CONTRATS DE SERVICE AVEC LES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION

Il a existé un contrat de prestation de réorganisation et de renforcement du management entre la société UTI GROUP et ST GROUP (société appartenant à Bernard ANTHONIOZ) par la mise à disposition de ressources humaines

Ce contrat a été signé avec Monsieur Bernard ANTHONIOZ avant son entrée dans le capital d'UTIgroup et sa nomination en tant qu'administrateur le 7/9/2005. Il était d'une durée d'un an à compter du 1^{er} juillet 2005 et d'un montant de 67 500 € HT par trimestre. Ce contrat est terminé.

16.3 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Il existe à ce jour plusieurs comités au sein de la Société mais de façon générale la Société n'a pas à ce jour procédé à la mise en place de mesures de gouvernement d'entreprise.

La situation critique de l'entreprise et les engagements personnels au travers des comptes courants d'associés des différents actionnaires significatifs de l'entreprise ne permettaient pas la cooptation d'administrateur indépendant compte tenu de la situation de risque auquel l'entreprise devait faire face. Cette situation devrait entraîner le maintien d'un conseil fortement impliqué par les enjeux financiers.

16.4 PROCEDURES DE CONTROLES INTERNES

16.4.1 Rapport du Président

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL

sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration
et sur les procédures de contrôle interne
(articles L. 225-37 et L. 225-68 du Code de commerce)

Conformément aux articles L. 225-37 et L. 225-68 du Code de commerce résultant de l'article 117 de la Loi de Sécurité Financière, le Président du Conseil d'Administration d'UTI GROUP rend compte dans le présent rapport des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

PREPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

Il existe à ce jour plusieurs comités au sein de la Société mais de façon générale la Société n'a pas à ce jour procédé à la mise en place de mesures de gouvernement d'entreprise.

I. Le Conseil d'Administration

Séances et participation

Conformément à l'article 14 des statuts de la Société, le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, selon un calendrier communiqué régulièrement aux administrateurs pour les mois à venir (sauf urgence).

Nombre de séances en 2007

Le Conseil d'administration s'est réuni à 7 reprises au cours de l'exercice 2007, contre 7 fois durant l'exercice 2006.

Assiduité

La majorité des administrateurs étaient présents à chaque réunion du Conseil d'administration.

Accès à l'information

Convocation

Chaque convocation est adressée au moins 5 jours avant le Conseil (sauf urgence) et systématiquement assortie d'un ordre du jour détaillé.

Dossier préparatoire aux travaux du Conseil

Chaque administrateur reçoit, plusieurs jours avant le Conseil un dossier exhaustif des points traités à l'ordre du jour, lorsque les questions devant être abordées le nécessitent pour lui permettre d'être pleinement informé de l'activité de la Société et de participer efficacement aux séances.

En séance

Les membres du Conseil d'Administration sont régulièrement et individuellement informés de la situation financière de la Société, de sa trésorerie, des activités des pôles, des conditions et perspectives du marché, ainsi que des litiges susceptibles d'avoir une incidence sur sa situation ou son activité. En tant que de besoin, il est recouru à des présentations commentées par le management et à des remises de documents complémentaires.

En dehors des séances

Afin d'assurer un niveau élevé d'information des administrateurs, ceux-ci sont destinataires des articles de presse et des analyses financières publiées sur UTI GROUP.

Points principaux débattus en 2007

Outre les points et décisions relevant légalement de cet organe, le Conseil a débattu de toutes les actions majeures conduites en 2007, tant sur le plan externe (acquisitions, marchés et stratégie du Groupe, politique financière, ...), qu'interne (organisation, nominations, rémunération, fonctionnement, financement, rachat de créance...).

Règlement Intérieur

A ce jour aucun règlement intérieur ou code de déontologie n'a été adopté.

Les mandataires sociaux peuvent obtenir toute information nécessaire à l'exercice de leur mandat social auprès du Conseil d'administration.

Notion d'administrateur indépendant

Il n'a été à ce jour désigné au sein du Conseil d'Administration de la Société aucun administrateur indépendant tel que défini dans le rapport Bouton.

Rémunération

Aucun jeton de présence n'est alloué aux administrateurs pour leur participation aux séances du Conseil d'Administration.

Limitation apportée par le Conseil aux pouvoirs du Directeur Général

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie arrêtée annuellement en Conseil, le Président Directeur Général dispose des pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Ces limitations s'appliquent à toutes les opérations de la Société et de l'ensemble de ses filiales. Elles sont également applicables aux Directeurs Généraux Délégués.

II. Les Comités spécialisés contribuant à l'efficacité des travaux du Conseil

Il existe, à ce jour, un comité au sein de la Société au sens du rapport Bouton : le comité d'acquisition au auquel le Directeur Général Adjoint et la Directrice Administrative et Financière participent. Le rôle de ce dernier est d'assister les membres du Conseil d'Administration dans l'analyse des projets d'acquisition du groupe.

III. Le Dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne au sein du Groupe UTI GROUP est identique dans les filiales et repose sur un ensemble d'éléments permettant de donner une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs de contrôle interne suivants :

- mise en œuvre effective et optimisation des opérations ;
- fiabilité des informations financières ;
- conformité aux lois, réglementations et directives internes en vigueur.

D'une façon générale, le contrôle interne contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources. Le contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs de la société seront atteints.

Ce dispositif repose sur des directives élaborées, sur la responsabilisation des directions en charge des activités, la collégialité dans le processus de prise de décisions, et la séparation des fonctions d'exécution et de contrôle.

Le Groupe de direction est animé, en sus du Président Directeur Général et de ses Directeurs Généraux Délégués, par un Comité couvrant la totalité du périmètre de l'entreprise composé des Directeurs Généraux Adjointes opérationnels par régions (au nombre de deux) et du Directeur Administratif et Financier..

Le Comité de direction se réunit régulièrement une fois par mois et de manière ad-hoc en tant que de besoin. Il constitue un organe de décisions pour les questions qui relèvent, par leur importance financière ou leur aspect stratégique et/ou transversal.

Le processus d'élaboration des comptes consolidés est conforme à la réglementation en vigueur, la consolidation a été reprise en interne depuis le 30-06-2007.

Le comité commercial :Suivi des activités de délégations de personnel et intégration de systèmes

Un comité commercial hebdomadaire et mensuel réunit chaque semaine et chaque mois en présence du Président Directeur Général, le Directeur Général Adjoint en charge des opérations, des responsables d'agence commerciale et des ingénieurs commerciaux.

L'objectif du comité commercial est :

- D'agréger une vision globale de l'activité commerciale de la société,
- D'affiner la stratégie d'attaque du marché en révisant, si besoin les priorités associées,
- De définir toute intervention particulière à mener en y associant les acteurs concernés,
- D'analyser les évolutions du marché en tendance.

L'avancement des travaux au forfait, le suivi budgétaire et le taux de rendement des opérations au forfait sont suivis mensuellement par l'exploitation des FMA.

Pour la partie délégation de personnel, il est procédé mensuellement à un contrôle entre le service paie, et la facturation, consistant à rapprocher les bulletins de salaires des FMA et de la facturation s'assurant ainsi de l'exhaustivité du traitement.

A cet effet, chaque fin de mois un état permettant un suivi rigoureux des factures à établir est formalisé par l'équipe opérationnelle, de même qu'un rapprochement entre la facturation et la production.

Pour la partie produits, le cycle « Développement-Livraison-Installation-Recette » est contractuel et fait l'objet d'un suivi d'avancement par gamme de produits.

Le comité de recrutement

Il se compose du Directeur Général Adjoint en charge des opérations et des recruteurs.

L'objectif du comité de recrutement est d'ajuster la politique de recrutement.

Le comité de crédit

Le comité de crédit se réunit chaque semaine au siège de Levallois Perret. Il est animé par la direction des opérations, de la direction administrative et Financière de l'assistante de la direction des opérations chargée du suivi des impayés.

L'objectif du comité est le suivi des opérations enregistrées chez le « Factor », le suivi des impayés et les moyens et actions à mettre en œuvre recouvrer les créances en retard.

Suivi de l'endettement et de la trésorerie du Groupe

Le service Comptabilité-Finance du Groupe centralisé chez UTI GROUP est composé d'une directrice administrative et financière assistée d'une équipe de 2 collaborateurs sur Paris et de 1 en province avec une grande polyvalence tant locale qu'au niveau du Groupe.

Le département finance à partir des extractions informatiques journalières de chaque banque, valide la position des différents comptes.

Le rapprochement ainsi opéré journalièrement est complété des opérations en cours, ainsi que de la centralisation des flux financiers par nature et par banque permettent une mise à jour régulière des prévisions de trésorerie.

La synthèse de ces informations financières fait l'objet d'une analyse entre le prévisionnel et le réalisé qui est mis à disposition de la direction générale finance sur un serveur sécurisé.

La Société, dans le souci de minimiser ses risques financiers, ne détient aucun instrument financier à l'exception de ses propres titres, dans le cadre du contrat de liquidité et du programme de rachat, et des titres en capital de ses filiales.

Traitement comptable

La comptabilité générale est tenue à partir d'un Logiciel de la Société CEGID pour l'ensemble du Groupe, cet outil donnant une garantie en matière de sécurité.

Le traitement de l'information comptable est quotidien, et divisé en 3 pôles :

- Achats / Fournisseurs / Imputation / Règlements / Pointage
- Ventes / Subrogation / Imputation / Encaissements / Pointage / Relance
- Trésorerie / Rapprochements bancaires / Mise à jour Prévisionnel

Les écritures d'Opérations Diverses (TVA, Provisions courantes, etc....) sont établies par notre directrice administrative et financière.

Les procédures en filiales sont identiques, la Directrice administrative et financière de Paris ayant une compétence Groupe, assure la même supervision.

Traitement de la paie

Le service paie collecte l'ensemble des éléments variables auprès des DGA, ces informations sont contrôlées, exploitées puis traitées au sein du logiciel SAGE pour l'établissement de la paie.

Dans un souci de sécurisation et de simplification des traitements comptables, les notes de frais des collaborateurs sont réglées avec 1 mois de décalage sur paie après validation par le DGA Opérationnel.

Le service paie produit mensuellement les états des charges sociales en s'assurant de la mise à jour des paramètres sociaux.

La responsable de la paie justifie de manière permanente la totalité des soldes des comptes sociaux de même qu'elle assure la gestion des congés payés et des RTT de chaque collaborateur.

La paie de l'ensemble du Groupe est tenue selon les mêmes principes, les filiales tant de Lyon que de Niederhausbergen ou du Luxembourg sont traitées de Paris.

L'autorisation des opérations de développement

Les projets d'acquisition d'actifs sont systématiquement analysés au sein d'un comité d'acquisition.

Composé du Président Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués, du Directeur administratif et financier. Ce comité décide de l'opportunité de ces opérations et de leur analyse et nomme un responsable de projet.

Une fois, l'analyse juridique, financière, technique et commerciale de ces opérations réalisée. Ce comité valide la stratégie de valorisation, les hypothèses retenues et le prix qui sera éventuellement proposé sous réserve d'un examen plus approfondi et de la décision du Comité Exécutif.

Le Groupe a également pour pratique courante de se faire assister d'experts externes (avocats, fiscalistes, auditeurs, conseils,..) autant que de besoin.

Les facteurs de risque :

Risque de non-paiement

Ce risque est pratiquement inexistant compte tenu de la qualité du portefeuille de clientèle du Groupe qui est constitué principalement de grands comptes.

Par ailleurs les sociétés du Groupe ont conclu des contrats d'affacturage incluant une garantie SFAC sur la quasi-totalité de leurs comptes Clients.

Concurrence des sociétés d'intérim

L'intérim informatique a-t-elle vocation à remplacer la délégation de personnel dans le cadre du contrat de régie par les SSII ?

Selon le Président Directeur Général d'UTI-GROUP cette évolution n'est pas vraisemblable, car les sociétés d'intérim ne trouveront pas d'informaticiens à employer. Ces derniers ne passeront par l'intérim que pour les périodes de «rupture» dans leur vie professionnelle; ils sont attachés au fait d'être intégré dans une SSII, d'y être reconnu, d'avoir des perspectives de carrière au sein de leur entreprise tout en acquérant un savoir-faire et de l'expérience.

Risque de change

UTI GROUP n'est que peu exposé au risque de change, le Groupe n'exerce qu'une faible activité hors de la zone Euro.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Risque de taux

Depuis le protocole de juin 2005, il n'y a plus d'emprunt à taux variable. Par conséquent il n'y a plus de risque de taux. (Voir Protocole du 16/06/2005 : Document de Référence pour 2006 : chapitres 4, 12 et 20)

Risque lié au départ de managers

Risque lié au départ du middle- management

Les équipes de middle-management sont composées de gens jeunes qui participent depuis plusieurs années à l'activité de la Société.

Le Groupe a pour objectif de les associer à sa croissance

Risque lié au départ de managers-clefs

Il n'existe à ce jour aucun risque particulier lié au départ de managers clefs compte tenu de l'application des processus de qualité mis en œuvre dans le cadre de la certification ISO 9001 : 2000.

Risque technologique

Etant positionné dans les grands comptes, les technologies utilisées par UTI GROUP sont régulièrement réactualisées. De par sa stratégie d'intégration du NET au cœur des systèmes d'information, UTI GROUP anticipe les besoins de ses clients et forme au fur et à mesure des besoins ses collaborateurs aux technologies d'avenir. Le risque technologique est par conséquent très faible.

L'activité « Progiciel » représente dans sa globalité moins de 5 % du chiffre d'affaires global et dont la part éditeur est supérieur à 60% . Il n'y a par conséquent qu'un très faible risque de dépendance vis-à-vis de ses produits.

Peu de produits tiers sont intégrés à nos produits éditeur. Là aussi le risque de difficulté d'intégration est non significatif.

Les contrats de distribution font l'objet d'une validation préalable à toute signature par nos conseils juridiques.

Les produits éditeurs évoluent de manière permanente et les mises à niveau sont facturées aux clients sous contrat qui de ce fait financent les évolutions des progiciels applicatifs.

Les contrats de partenariat, de distribution de produit du Groupe n'engagent celui-ci qu'à concurrence des opérations réalisées, mais jamais sur un volume garanti à l'égard du partenaire.

Risque fiscal

La société UTI Group a fait l'objet sur le premier semestre 2004 d'un contrôle fiscal ayant abouti à une absence totale de redressement.

Un contrôle fiscal a eu lieu sur UTI GROUP au cours du premier semestre qui a porté sur les exercices 2004 et 2005. Les conclusions de ce contrôle fiscal n'ont pas eu d'incidence sur les comptes de la période. Aucun redressement n'a été relevé hormis le rappel de la cotisation minimale de Taxe Professionnelle pour 2004 qui avait été déclarée mais non réglée compte tenu des difficultés de trésorerie rencontrées.

Un contrôle URSSAF sur le deuxième semestre 2007 qui a porté sur les années 2004-2005 et 2006, a donné lieu à un redressement de cotisations URSSAF de 25K€.

Risques industriels et liés à l'environnement

Compte tenu de la nature même de l'activité de la Société UTI GROUP et de chacune de ses filiales, aucune politique environnementale n'a été mise en place ou poursuivie.

En l'absence de risque environnemental et/ou industriel direct, les sociétés du Groupe n'ont passé aucune provision ni pris de garantie pour les risques de pollution.

Assurances et couverture de risques

Le Groupe a souscrit auprès de HISCOX une police d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle couvrant l'ensemble de ses activités, une assurance « tous risques informatiques » ainsi qu'une multirisques professionnelle auprès de ALBINGIA.

Niveau de couverture

La Responsabilité Civile Exploitation est garantie à hauteur de 7 500 000 € tous dommages confondus

La Responsabilité Civile Professionnelle est garantie à hauteur de 1 500 000 € tous dommages confondus

Risques couverts

Dommages matériels, immatériels et corporels consécutifs ou non à concurrence de

- 1 500 000 € au titre de la RC Professionnelle

- 1 500 000 € au titre de la RC Exploitation

Le parc de véhicules de la Société fait pour sa part l'objet d'un contrat «flotte automobile » au niveau du Groupe, permettant ainsi de bénéficier des meilleures conditions financières auprès de COVEEA FLEET.

La perte d'exploitation n'est pas garantie car UTI GROUP réalisant plus de 80 % de son chiffre d'affaires en délégation de personnel, un sinistre dans ses bureaux n'occasionnerait pratiquement pas de perturbation dans l'exploitation, de son Fonds de Commerce, quand à l'activité «Produits» elle peut être déplacée très rapidement comme l'activité clé en mains où les développements peuvent très bien se faire à partir des plateformes des Clients.

Il n'y a pas de risque assuré en interne.

Clause de complément de prix

Néant

Subvention

Néant

Risque de liquidité

Les comptes consolidés du Groupe laissent apparaître sur les trois derniers exercices ci-dessous le rapport endettement sur capitaux propres suivant :

- Au 31 décembre 2004 (normes IFRS)	4 637 / (632) K€
- Au 31 décembre 2005 (normes IFRS)	4 934 K€ / 2 112 K€
- Au 31 décembre 2006 (normes IFRS)	4 588 K€ / 4 800 K€
- Au 31 décembre 2007 (normes IFRS)	3 339 K€ / 7 486 K€
- Au 30 juin 2008 (normes IFRS)	3 148 K€ / 6 527 K€

Risque juridique

UTIGroup a une forte activité en contrat de régie dont l'obligation est une obligation de moyens. Le groupe est éditeur de produits dont il a la propriété. Il accorde alors un droit d'usage au client (licence d'utilisation). Il a déposé les marques associées. Il diffuse également des produits d'autres sociétés pour lesquels des contrats de distribution sont conclus avec le fournisseur. Le nom de la société ainsi que son sigle ont été déposés.

Risque client

En 2007, le client le plus important en chiffres d'affaires représente moins de 12% de l'activité. Le top 10 représente 47 % et le top 20 : 61 %.

L'activité d'assistance technique se fait autour de nombreux projets différents chez un client et avec des responsables clients. Le risque client est par conséquent diffus. Seule la perte d'un agrément peut avoir des conséquences, mais avec généralement des départs étagés dans le temps, ce qui permet à la direction des opérations de retrouver de l'activité pour les collaborateurs concernés chez un autre client ;

La facturation est à plus de 85% détaillée par prestation individuelle et mensuelle. Les opérations au forfait prises par UTIGroup sont des opérations de moins de 1 million d'euros avec des facturations par étape.

Il y a également des facturations de maintenance semestrielle ou annuelle suivant les produits. De par la nature de son activité, beaucoup d'opérations sont des opérations de durée de trois mois renouvelables. La visibilité sur le carnet de commande est par conséquent sur un horizon de deux mois glissants.

Risque fournisseur

Les fournisseurs sont soit des fournisseurs administratifs (loyers locaux, avocats, expert aux comptes...) soit des sous-traitants, soit fournisseurs de progiciels.

Le risque fournisseur est très faible car il concerne un sous-traitant à la fois ou une distribution de progiciel qui est une activité représentant moins de 2% du chiffre d'affaires.

Risque action

La société UTI GROUP. a procédé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2007, dans le cadre de son programme de rachat d'actions dont le renouvellement a été approuvé par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 23 mai 2007 et adressé pour information à l'AMF le 26/06/2007, aux rachats de ses propres actions suivants:

	Nombre d'actions achetées en 2007	Nombre d'actions vendues en 2007	Cours moyen d'achat brut	Cours moyen de vente brut	Frais de négociation H.T en K€	Nombre des actions inscrites au nom de la Société	Valeur évaluée au cours d'achat en K€	Valeur nominale sur la base de 0,2 euros par action	Fraction du capital au 31 décembre 2007 en %
Programme de Rachat pur	0	0	0	0	0	43 307	148	8 661	0,50
Achat d'un bloc	118 391		1,95			118 391	231	23 678,2	1,37
Contrat de liquidité	69 384	62 015	1,83	1,95	2,83	14 599	22	2 920	0,17
Total	187 775	62 015	1,94	1,95	2,83	176 297	401	35 259,2	2,05

Nota : ces actions propres sont retraitées dans les comptes consolidés aux normes IFRS.

Au 30 juin 2008, le contrat de liquidité possédait 14 720 actions UTIgroup.

UTI GROUP ne possède pas de titres d'autres sociétés si ce n'est dans des quantités négligeables.

Le risque action est par conséquent uniquement sur les actions en propre.

Rémunération des mandataires sociaux

Nous vous informons que conformément aux dispositions de la Loi 2006-1770 du 30/12/2006, il doit être fait mention dans le présent rapport de toutes sociétés cotées de la rémunération totale ainsi que les avantages de toute nature versés par la Société, durant l'exercice écoulé, à chacun des mandataires sociaux.

Notre Société a versé au cours de l'exercice 2007 :

- A Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, une rémunération fixe et brute de 277 550 €, Monsieur Christian AUMARD a bénéficié également d'une voiture de fonction lequel n'est pas constitutif d'avantage en nature.
- A Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Générale Délégué et administrateur, une rémunération fixe et brute de 167 799 €, Monsieur Patrick QUENNET a bénéficié également d'une voiture de fonction correspondant à un avantage en nature annuel de 8.083 €.
- A Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD, Directeur Générale Délégué et administrateur, une rémunération fixe et brute de 41 619 €, Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD a bénéficié également d'une voiture de fonction lequel n'est pas constitutif d'avantage en nature.

Nous vous précisons que les mandataires sociaux ne perçoivent aucune partie variable en complément de leur rémunération, qu'ils n'ont reçu aucune prime sur l'exercice 2007 et qu'ils ne disposent pas de régime complémentaire de retraite spécifique.

Nous vous précisons également qu'il n'existe aucun engagement de quelque nature que ce soit, pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux, qui correspondraient à des éléments de rémunération, ou des indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison – de la prise, - de la cessation, - ou du changement de ces fonctions, - ou postérieurement à celles-ci.

La société UTI GROUP ne versant pas de jetons de présence aux membres de son Conseil d'administration, Monsieur Bernard ANTHONIOZ, administrateur, n'a reçu aucun jeton .

Par ailleurs, s'agissant du montant des rémunérations et des avantages de toute nature que chacun des mandataires sociaux a reçu, durant l'exercice de la part des sociétés contrôlées par UTI GROUP., il est ici précisé que Monsieur Christian AUMARD, Monsieur Patrick QUENNET et Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD n'ont perçu aucune rémunération au titre des mandats sociaux qu'ils exercent dans les filiales du Groupe.

Enfin, les mandataires sociaux ne perçoivent aucune rémunération d'une société actionnaire du Groupe par le biais de flux financiers entre les deux entités (non compris les dividendes, le cas échéant, perçus par LAW INFORMATIQUE au titre de sa participation au capital d'UTI GROUP. et redistribués).

Le Président

16.4.2 Rapport des commissaires aux comptes

Rapport des Commissaires aux Comptes

Etabli en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société UTIGROUP, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Société UTIGROUP

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société **UTIGROUP** et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer, les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris, le 4 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Amyot Exco Audit
Membre français de Grant Thornton
International

IGREC

Isabelle Hengoat-Fauvel
Associée

Rose Guagliardo
Associée

17 SALARIES

17.1 EFFECTIFS DU GROUPE

L'effectif moyen du Groupe se présente comme suit:

Effectif moyen groupe	2007	2006	2005
Direction Générale Administration	17	15	15
Commerciaux	14	11	11
Ingénieurs/Techniciens	289	287	295
Total	320	313	321

L'âge moyen et l'ancienneté des collaborateurs de UTI GROUP. au 31 décembre 2007 se décomposent de la façon suivante:

AGE :		<30 ANS	de 30 à 40 ANS	>40 ANS	TOTAL
UTI Paris	Dirigeants & Adm.	1	1	3	5
	Commerciaux	8	5	6	19
	Ingénieurs	26	123	96	245
	Total Paris	35	129	105	269
UTI Lyon	Dirigeants & Adm.	2	1	2	5
	Commerciaux	1	1	0	2
	Ingénieurs	7	13	7	27
	Total Lyon	10	15	9	34
UTI Est	Dirigeants & Adm.	0	0	1	1
	Commerciaux	0	0	1	1
	Ingénieurs	3	11	4	18
	Total Est	3	11	6	20
UTI Lux	Dirigeants & Adm.				0
	Commerciaux				0
	Ingénieurs			0	0
	Total Lux	0	0	0	0
TOTAL :		48	155	120	323
		15%	48%	37%	100%

ANCIENNETE		<5 ANS	de 5 à 10 ANS	>10 ANS	TOTAL
UTI Paris	Dirigeants & Adm.	2	1	2	5
	Commerciaux	12	4	3	19
	Ingénieurs	128	100	17	245
	Total Paris	142	105	22	269
UTI Lyon	Dirigeants & Adm.	4	0	1	5
	Commerciaux	1	1	0	2
	Ingénieurs	19	5	3	27
	Total Lyon	24	6	4	34
UTI Est	Dirigeants & Adm.	1	0	0	1
	Commerciaux	1	0	0	1
	Ingénieurs	9	9	0	18
	Total Est	11	9	0	20
UTI Lux	Dirigeants & Adm.				0
	Commerciaux				0
	Ingénieurs		0		0
	Total Lux	0	0	0	0
TOTAL :		177	120	26	323
		55%	37%	8%	100%

L'effectif du groupe s'élève à 323 personnes en fin 2007 et se décompose de la manière suivante:

Effectif UTI GROUP	2007	2006	2005
<i>Dirigeants & Administratifs</i>	11	16	15
<i>Commerciaux</i>	22	11	12
<i>Ingénieur & -techniciens</i>	290	282	276
TOTAL	323	309	303

L'exercice 2007 fait apparaître une augmentation des effectifs d'environ 4,5 % soit au total + 14 salariés par rapport à 2006.

Notons par ailleurs que le groupe a employé 30 personnes en sous-traitance au cours de l'année 2007.

UTIgroup calcule le taux d'affectation en divisant le nombre de jours de production majoré des congés maladie, des congés payés et RTT (collaborateurs assistance technique, collaborateurs produits, collaborateurs sous traitants,) par le nombre de jours d'activité totale de la société (Salariés productifs : interne et sous traitants). Le dénominateur tient compte de tous les jours de production et d'absences (Maladie, Congés payés, RTT, formation).

Pour 2008, avec la mise en place du processus qualité, un nouvel indicateur « de taux d'activité » calculé de manière automatisée a été développé et sera communiqué en remplacement du taux d'affectation.

UTIgroup calcule le taux d'activité comme le rapport entre les jours de production (jours assistance technique + jours produits+ jours administratif+jours commerce) et les jours totaux que la société aurait pu produire diminué des congés, RTT et absences .

Les périodes de remises commerciales lors des missions d'assistance technique sont assimilées dans le calcul à des jours facturés (à zéro). En effet, ce type de remise est considéré comme financière impactant le taux de facturation journalier et non la présence effective du collaborateur sur le site du client.

Les taux d'affectation évoluent de 2005 à fin 2007 de la manière suivante :

	2007	2007	2006	2005
	Taux activité	Taux affectation	Taux affectation	Taux affectation
	En %	En %	En %	En %
Janvier	95,6	96,6	93,5	93,4
Février	96,1	96,9	94,1	95,3
Mars	96,0	96,9	93,9	95,1
Avril	96,1	97,2	94,9	93,5
Mai	95,2	96,5	92,5	94,7
Juin	94,8	96,0	93,9	94,8
Juillet	95,8	97,0	95,9	96,4
Août	96,8	97,6	96,6	96,3
Septembre	97,3	97,8	92,7	95,9
Octobre	96,9	97,5	94,1	95,2
Novembre	97,3	98,1	94,4	95,6
Décembre	98,5	99,2	95,2	95,9
Moyenne	96,4	97,3	94,3	95,2

Sur le premier semestre de 2008, le taux moyen d'affectation est de 97,1 % et le taux d'activité s'élève à 96,6%.

17.2 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET POLITIQUE D'EMBAUCHE

La politique de gestion des ressources humaines au sein du Groupe est axée vers la fidélisation de ses équipes d'encadrement afin de favoriser la qualité de ses prestations.

Cette politique passe par l'embauche et la formation de jeunes diplômés sur les métiers de base du Groupe complétée par un ajout de compétences dans les métiers de la haute technologie lorsque le marché le permet.

Ces embauches sont effectuées en contrat à durée indéterminée.

Cette recherche de la qualité fortement ancrée dans la culture de l'entreprise a permis au Groupe de se construire, rapidement, une image de sérieux et de compétitivité.

Les salariés relèvent de la convention collective SYNTEC.

17.3 FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Groupe a dédié dans ses locaux de Levallois plusieurs bureaux ou plates formes équipés de machines, documentations et logiciels langage et technique, lesquels sont mis à la disposition de la formation interne.

Par ailleurs, des sessions de formation sont organisées à raison d'un jour par semaine sur plusieurs mois. Des sessions de formation à la qualité ont été organisées à partir de 2006, afin de répondre aux objectifs Qualité que UTIgroup e fixe annuellement. Les 23 modules de formation initialement prévus sont à disposition des collaborateurs dans l'espace Qualité du site extranet des collaborateurs d'UTIgroup.

Enfin, certains collaborateurs bénéficient de formations dispensées chez les clients à la charge d'UTI GROUP.

Il convient également de rappeler que des congés formations ont été accordés au cours des derniers exercices.

17.4 POLITIQUE SALARIALE

La politique salariale de la Société au cours de l'exercice a consisté à augmenter les rémunérations des collaborateurs en fonction des hausses tarifaires obtenues dans les grands comptes qui représentent la majeure partie du fonds de commerce du Groupe.

Le turn-over a également contribué à la maîtrise de la masse salariale, les ingénieurs expérimentés et plus rémunérés étant remplacés par de jeunes diplômés aux salaires plus faibles, mais qui deviennent rapidement opérationnels après avoir suivi la formation dispensée en interne par la Société.

Ainsi, le Groupe a pu maintenir des prix de facturation de prestations à des niveaux compétitifs par rapport à la concurrence tout en protégeant le niveau de rentabilité eu égard à la pression sur les tarifs que subissent toutes les SSII.

17.5 INTERESSEMENT DU PERSONNEL

Les salariés de la société UTI GROUP bénéficient d'une participation sur les résultats conformément aux conditions de la loi en vigueur.

Au 31 décembre 2007, plus aucun plan d'option de souscription d'actions n'était en vigueur au sein de la Société.

Nous vous informons toutefois que L'assemblée générale extraordinaire du 22 janvier 2008 a autorisé le conseil d'administration à émettre de nouveaux plans d'options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et des dirigeants de la Société et des sociétés qui lui sont liées.

Par décision en date du 29 février 2008, le conseil d'administration a procédé, sur délégation de pouvoir qui lui avait été conféré par l'assemblée générale du 22 janvier 2008 à l'arrêté du plan n°1 et à l'attribution de 150.000 options donnant droit à la souscription de 150.000 actions nouvelles à trois salariés de la Société et de ses filiales comme suit :

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION									
Plans autorisés par l'assemblée générale du 22 janvier 2008									
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options caduques	Date limite de levées	dilution potentielle au 31 décembre 2007
Plan n°1 du 29 février 2008	150 000	1,04 euros	1 Salarié d'UTI GROUP pour 100.000 options 1 Salarié d'UTI GROUP pour 25.000 options 1 Salarié d'UTIGROUP. RHONE ALPES pour 25.000 options	1 ^{er} mars 2009				28 février 2013	Néant
TOTAL	150 000								

La délégation de pouvoir conférée au Conseil lors de l'assemblée générale du 22 janvier 2008 pour consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la Société et des sociétés qui lui sont liées des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital, dans la limite de 3 % du capital social de la Société, arrivera à son terme le 22 mars 2011.

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Au 23 mai 2008 (AGM), la répartition du capital était la suivante :

ACTIONNAIRES	Actions 23/05/2008	% actions	droits votes 23/05/2008	% DV
LAW INFORMATIQUE (2DV)	1 308 882	15,1%	2 617 764	19,9%
LAW INFORMATIQUE (1 DV)	56 130	0,6%	56 130	0,4%
AUMARD Benoît (2DV)	24 036	0,3%	48 072	0,4%
AUMARD Romain (2DV)	24 036	0,3%	48 072	0,4%
AUMARD Romain (1DV)	1 000	0,0%	1 000	0,0%
AUMARD Diane (2DV)	24 756	0,3%	49 512	0,4%
AUMARD Christian (2DV)	231 560	2,7%	463 120	3,5%
AUMARD Christian (1DV)	65 000	0,8%	65 000	0,5%
AUMARD Jacqueline (1DV)	4 628	0,1%	4 628	0,0%
AUMARD Jacqueline (2DV)	2 579 813	29,8%	5 159 626	39,2%
Famille AUMARD	4 319 841	49,9%	8 512 924	64,6%
QUENNET Christine (1DV)	11 200	0,1%	11 200	0,1%
QUENNET Christine (2DV)	6 720	0,1%	13 440	0,1%
QUENNET Patrick (2DV)	290 719	3,4%	581 438	4,4%
QUENNET Patrick(1DV)	11 150	0,1%	11 150	0,1%
Famille QUENNET	319 789	3,7%	617 228	4,7%
FONDATEURS	4 639 630	53,6%	9 130 152	69,3%
AUTOCONTROLE	171 698	2,0%	0	0,0%
FINANT	978 534	11,3%	978 534	7,4%
Public au porteur (1 DV)	2 667 627		2 667 627	
Public nominatif avec (1DV)	9 500		9 500	
Public nominatif avec (2DV)	191 747		383 494	
Total Public	2 868 874	33,1%	3 060 621	23,2%
TOTAL actions 7419	8 658 736	100,0%	13 169 307	100,0%

(1 DV) = Droits de vote simple

(2 DV) = Droits de vote double

18.2 INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LE CAPITAL D'UTI GROUP

Les intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur sont définis ci dessus étant ici rappelé que Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD détient 99 % du capital de la Société LAW INFORMATIQUE, qui n'a pas d'autre activité que la détention de sa participation dans UTIGROUP.

Les intérêts des dirigeants dans le capital des filiales de l'émetteur sont définis au chapitre 7.2 1 sociétés composant le groupe.

Les dirigeants n'ont pas d'intérêts dans le capital des sociétés clientes ou fournisseurs d'UTI GROUP.

Enfin, aucun dirigeant ne détient de droits sur les actifs du Groupe.

La société FINANT est dirigée par Monsieur Bernard ANTHONIOZ qui a été nommé administrateur de UTIgroup le 7 septembre 2005.

- la société FINANT a déclaré à l'AMF ne pas vouloir franchir le seuil de 25% lors de ses déclarations de franchissements de seuils consultable sur le site de l'AMF n° 205-C1212 en date du 06/07/2005 et n° 205C1493 en date du 07/09/2005.
- FINANT a déclaré un franchissement de seuil à la baisse en novembre 2007 (moins de 20% du capital et moins de 15% des droits de vote) Décision et information de l'AMF n° 207C2746
- Le 28/05/2008 FINANT a déclaré à l'AMF avoir franchi le 23/05/2008 le seuil des 15% du capital et des 10% des droits de vote. Décision et information de l'AMF n° 208C1030

La société FINANT est contrôlée par Monsieur Bernard ANTHONIOZ.

La société FINANT détient des participations, notamment dans des SSII.

Dans le cadre des relations de travail, il a été admis que les groupes FINANT et UTIgroup pouvaient être fournisseurs mutuels de ressources pour leur client aux conditions du marché.

En 2007, les achats de prestations ont représenté 0 K euros et les ventes de prestations ont représenté 103 K euros.

Au premier semestre 2008, aucun achat de prestations et de vente de prestations.

18.3 PACTE D'ACTIONNAIRES ET CONVENTIONS

La famille AUMARD, Law informatique et la famille QUENNET ont déclaré le 11 juillet 2005 une action de concert auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

18.4 DETENTION DE LA SOCIETE

Les Fondateurs ont déclaré une action de concert. Ils possèdent plus de 51% des actions en capital et en droits de vote.

Les fondateurs détiennent et contrôlent donc directement le groupe.

Les fondateurs appliquent les différents règlements qui s'appliquent légalement à la société.

Il n'y a pas de contrôles ou de mesures spécifiques prises en vue d'assurer qu'il ne soit exercé de manière abusive.

Il n'y a pas de disposition prise en cas de changement de contrôle de la société, hormis un droit de vote double pour les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans.

18.5 FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Les franchissements de seuil déclarés sont consultables sur le site de l'AMF www.amf-france.org.
A partir de la page d'accueil, il faut choisir la rubrique « décisions et informations financières », puis la rubrique « présentation », puis sur la ligne « franchissement de seuil » vous trouverez la fonction « recherche thématique ». En sélectionnant les critères il apparaît en date du premier juillet 2006 deux déclarations de franchissement de seuil pour UTIgroup , l'une au 13 juillet 2005 , l'autre au 7 septembre 2005

En date du 13 juillet 2005, les fondateurs (référence AMF 200C1256) ont annoncé détenir 54,92% du capital et 69,37% des droits de vote.

En date du 7 septembre 2005, la société FINANT (référence AMF 200C1493) a déclaré détenir 21,56% du capital et 14,02% des droits de vote.

Il n'y a pas eu de déclaration de franchissement de seuil en 2006.

Il y a eu un franchissement de seuil à la baisse déclaré par la société Finant en novembre 2007. (moins de 20% du capital et moins de 15% des droits de vote).

Le 27 mai 2008, FINANT a annoncé un franchissement de seuils à la baisse (978 534 actions soit 11,3% du capital et 7,4% des droits de vote).

Il n'y a pas eu d'autre franchissement de seuil déclaré à la société jusqu'à la date d'enregistrement du document de référence.

19 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

19.1 OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

Il n'y a pas d'opérations avec des apparentés hormis celles reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes (confère chapitre 20 informations financières : pour 2007 pour 2006 voir document de référence pour 2006 enregistré le 19/06/07 sous le numéro R.07.112, ainsi que celui de 2005 enregistré le 31/08/2006 sous le numéro R.06.137).

Selon les normes IFRS (IAS 24), les informations sur les parties liées sont reprise notes 28 des comptes consolidés au 31/12/2007 détaillée ci-après :

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE,
- Société ST GROUPE, filiale de la société FINANT.

Il n'existe pas de transactions ou de soldes concernant la société LAW INFORMATIQUE.

Les transactions et soldes avec la société ST GROUPE sont détaillés ci-dessous :

	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006
BILAN			
Dettes fournisseurs	-	-	-
Créances clients	22	22	159
COMPTE DE RESULTAT			
Ventes de prestations de services	0	103	377
Achats de prestations de services	-	-	135

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Société UTI GROUP

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

1 Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40, L. 225-22-1 et L. 225-42-1 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1.1 Convention de cession de créances avec la société Finant

Personnes concernées : Monsieur Bernard Anthonioz, administrateur de la société UTI GROUP et la société FINANT, actionnaire détenant plus de 10% du capital de la société UTI GROUP.

Nature et modalités : Le conseil d'administration du 26 juin 2007 a autorisé la cession, à sa valeur nominale, par la société UTI GROUP à la société FINANT, d'une créance détenue sur la société ST GROUPE d'un montant de 230 863,27 € TTC.

Le règlement de ce rachat a été réalisé de la façon suivante :

- à hauteur de 230 862,45 €, par remise de 118 391 actions UTI GROUP dont le cours s'élevait à la somme de 1,95 € à la clôture de la séance de bourse du jour de la cession
- et pour un montant de 0,82 euros, en numéraire.

2 Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 Redevance de frais de siège avec UTI GROUP.Est

Modalités : La société UTI GROUP facture à la société UTI GROUP. Est des frais de siège depuis le 1er janvier 2000. Cette redevance correspondait initialement à 1,5% du chiffre d'affaires hors taxes de la filiale et a été portée à 3% du chiffre d'affaires hors taxes à compter du 1er septembre 2002.

Au titre de l'exercice 2007, le produit comptabilisé dans les comptes de la société s'élève à 62 421 € hors taxes.

2.2 Redevance de frais de siège avec UTI GROUP.Rhône-Alpes

Modalités : La société UTI GROUP facture à la société UTI GROUP.Rhône-Alpes des frais de siège depuis le 15 février 2000. Cette redevance correspondait initialement à 1,5% du chiffre d'affaires hors taxes de la filiale et a été portée à 2% du chiffre d'affaires hors taxes depuis le 1er septembre 2002.

Au titre de l'exercice 2007, le produit comptabilisé dans les comptes de la société s'élève à 55 644 € hors taxes.

2.3 Convention de gestion centralisée de trésorerie

Modalités : Le Conseil d'Administration du 26 juin 2001 a autorisé la conclusion d'une convention de gestion centralisée de trésorerie entre la société UTI GROUP et les sociétés UTI GROUP.Est et UTI GROUP.Rhône-Alpes, pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction pour la même période, à compter du 1er juillet 2001. Cette convention ne prévoit aucune rémunération d'UTI GROUP, bien qu'elle en assure la gestion. Les avances sont rémunérées au taux d'intérêt intra-groupe.

Au 31 décembre 2007, UTI GROUP bénéficie d'une avance d'UTI GROUP.Rhône-Alpes pour 531 875 € et d'UTI GROUP. Est pour 4 853 €.

La charge d'intérêts comptabilisée dans ses comptes au titre de ces avances s'élève respectivement à 29 096 € et 2 053 €.

2.4 Convention de compte courant avec Christian Aumard

Modalités : la société UTI Group bénéficie d'avances en compte courant de la part de Monsieur Christian Aumard, rémunérées au taux maximum fiscalement déductible.

Le compte courant de Monsieur Christian Aumard présente un solde de 1 992 616 € à la clôture de l'exercice. La charge d'intérêt prise en compte au titre de l'exercice 2007 s'élève à 104 473 €.

2.5 Convention de compte courant avec Patrick Quennet

Modalités : la société UTI Group bénéficie d'avances en compte courant de la part de Monsieur Patrick Quennet, rémunérées au taux maximum fiscalement déductible.

Le compte courant de Monsieur Patrick Quennet présente un solde de 186 150 € à la clôture de l'exercice. La charge d'intérêt prise en compte au titre de l'exercice 2007 s'élève à 8 967 €.

2.6 Convention d'intégration fiscale entre les sociétés UTI Group, UTI Group Rhône-Alpes et UTI Group Est

Modalités : Depuis le 1er janvier 2003, le groupe formé par les sociétés UTI Group (société mère), UTI Group. Est et UTI Group Rhône-Alpes (filiales) a décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale, conformément à l'article 223 A du Code général des impôts. Il est retenu le principe de neutralité visant à faire constater provisoirement l'économie d'impôt chez la société Mère UTI Group.

2.7 Convention de domiciliation entre les sociétés UTI Group et Law Informatique

Modalités : La société UTI Group fournit gracieusement à la société Law Informatique une domiciliation dans ses locaux sis 68 avenue de Villiers 92300 Levallois Perret, lui permettant ainsi d'y établir son siège social. La convention a débuté au 1er septembre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée sans pouvoir excéder la durée du bail principal conclu entre la société UTI Group et la SCI Fructipierre, propriétaire des locaux.

Paris, le 4 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Amyot Exco Audit

**Membre Français de Grant Thornton
International**

I G R E C

Isabelle Hengoat-Fauvel
Associée

Rose Guagliardo
Associée

20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERES ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

La société n'a pas d'engagements hors bilan complexes (equity, swaps, titrisation), ni de sociétés ad hoc déconsolidées, ni de clause de complément de prix sur les acquisitions d'entreprise.

20.1 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2008

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP (UTI GROUP)

Société anonyme au capital de 1 731 747 euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A ancien 721 Z- Siret 338 667 082 00048



ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2008

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes.

Le Groupe UTI GROUP, qui est présent en région parisienne, dans l'Est de la France, dans la région lyonnaise et également à l'étranger avec des implantations au Luxembourg et en Suisse se compose, des sociétés suivantes :

- **Union Technologies Informatique Group**
(UTI GROUP.) Société mère du Groupe
Société Anonyme au capital de 1 731 747 €
- **Union Technologies Informatique Group. Est**
(UTIGROUP. Est)
Société Anonyme au capital de 38 600 €
- **Union Technologies Informatique Group. Luxembourg**
(UTIGROUP. Luxembourg)
Société à Responsabilité Limitée au capital de 12 500 €
- **Union Technologies Informatique Group. Rhône Alpes**
(UTIGROUP. Rhône-Alpes)
Société Anonyme au capital de 160 000 €

Le Groupe a établi des comptes consolidés pour la première fois au titre de l'exercice 1999, suite à l'inscription de ses titres sur le marché libre de la Bourse de Paris, intervenue le 3 novembre 1999.

Nota Les éléments chiffrés présentés dans les états financiers sont en milliers d'euros, sauf indication contraire.

**ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS
CONSOLIDES CONDENSES
ETABLIS AU 30 JUIN 2008**

20.1.1 BILAN CONSOLIDE SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2008

1 – BILAN CONDENSE

	note	30/06/2008	31/12/2007
en milliers d'euros			
Actif			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	6		
Valeur brute		845	838
Amortissement cumulé		769	742
		76	96
Immobilisations incorporelles	6	1	5
Goodwill	5	16 178	16 178
Immobilisations financières	6	339	350
Impôts différés actifs	23	1 993	1 993
Total des actifs non courants		18 587	18 622
Actifs courants			
Avances et acomptes versés sur commande			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 971	1 734
Autres créances et comptes de régul.	7	688	712
Disponibilités	21	976	1 150
Total des actifs courants		3 635	3 596
Total de l'actif		22 222	22 218

	note	30/06/2008	31/12/2007
Passif			
Capitaux propres			
Capital-actions	8	1 732	1 723
Primes	8	2 627	2 525
Réserves consolidées	8	3 237	361
Résultat consolidé		-1 069	2 877
Total des capitaux propres (part Groupe)		6 527	7 486
Intérêts minoritaires		1	1
Capitaux Propres		6 528	7 487
Passifs non courants			
Provisions	9	2 636	919
Dettes financières	10	2 376	1 728
Autres dettes à long terme			
Impôts différés passifs			
Total des passifs non courants		5 012	2 647
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		12	12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 304	1 441
Autres dettes et comptes de régul.	10	8 555	8 990
Dettes financières à court terme	10	811	1 641
Total des passifs courants		10 682	12 084
Total du passif étranger		15 694	14 731
Total du passif		22 222	22 218

20.1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2008

2 – COMPTE DE RESULTAT CONDENSE

note 30/06/2008 30/06/2007

en milliers d'euros			
		30/06/2008	30/06/2007
Chiffre d'affaires net	13	14 238	13 903
Achats consommés		-31	-54
Achats d'études et de prestations de services		-1 025	-1 417
Autres achats et charges externes		-1 389	-1 448
Impôts et taxes		-383	-387
Charges de personnel	14	-10 524	-9 793
Dotations aux amortissements	15	-32	-33
Dotations aux provisions nettes des reprises		134	-79
Autres produits et charges d'exploitation	16	54	424
Résultat opérationnel courant		1 042	1 116
Autres produits opérationnels		0	0
Autres charges opérationnelles	2	-1 867	0
Résultat opérationnel		-825	1 116
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			0
Coût de l'endettement financier brut	17	-245	-213
Coût de l'endettement financier net		-245	-213
Autres produits et charges financiers	18	2	-15
Résultat avant impôts des activités ordinaires		-1 068	888
Charge d'impôts sur le résultat	19	0	305
Résultat global		-1 068	1 193
Intérêts minoritaires		1	0
Résultat net de l'exercice		-1 069	1 193
Résultat par action			
<i>Résultat de base par action</i>	20	-0,12	0,14
<i>Résultat dilué par action</i>	20	-0,13	0,14

20.1.3 ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

3 – ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 1er JANVIER 2007	1 721	15 149	-14 326	2 256	4 800	0	4 800
MOUVEMENTS							
Affectation en réserves			2 256	-2 256	0		
Résultat consolidé de l'exercice				2 877	2 877	1	2 878
Augmentation du capital	14 026	-12 624	-1 335		67		
Réduction du capital	-14 024		14 023		-1		
Incidence variation emprunt obligataire			-10		-10		
Variations diverses			-10		-10		
incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-237		-237		
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2007	1 723	2 525	361	2 877	7 486	1	7 487
MOUVEMENTS							
Affectation en réserves			2 877	-2 877	0		0
Résultat consolidé de l'exercice				-1 069	-1 069	0	-1 069
Augmentation du capital	9	112			121		
Incidence variation emprunt obligataire			-42		-42		
Variations diverses					0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			1		1		
Stocks Options			30		30		
SITUATION AU 30 JUIN 2008	1 732	2 637	3 227	-1 069	6 527	1	6 528

20.1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

4 – TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONDENSES

en milliers d'euros	note	30/06/2008	31/12/2007
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE			
<i>Capacité d'autofinancement</i>			
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)		-1 069	2 877
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)		1 748	234
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		8	142
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		687	3 253
Coût de l'endettement financier net	17	245	283
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	19	0	-798
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		932	2 738
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	21	-763	-546
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		169	2 192
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décassements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	6	-119	-221
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles		172	28
Variation des prêts et avances consentis	6	-4	-54
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		49	-247
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital	8	121	62
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Rachats et reventes d'actions propres		0	0
Sommes reçues des actionnaires en compte courant		0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		2 600	0
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	10	-2 877	-862
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	17	-245	-283
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		-401	-1083
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES			
FLUX NET DE TRESORERIE		-183	862
Trésorerie au 1er Janvier	21	1 120	258
Flux nets de l'exercice	21	-183	862
Trésorerie à fin de période	21	937	1 120

**NOTES AUX ETATS FINANCIERS
SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES
ETABLIS AU 30 JUIN 2008**

NOTE 1 – PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés condensés semestriels établis au 30 Juin 2008 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 « *Information Financière Intermédiaire* ». Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés condensés semestriels établis au 30 Juin 2008 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés établis au 31 décembre 2007 et explicités dans les notes de ces états financiers

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2008 sont les suivants et n'ont pas eu d'effet sur le groupe UTIGroup:

- IFRIC 11, Actions propres et transactions intragroupe

A la date d'arrêté des présents états financiers, les nouveaux textes applicables par anticipation aux comptes IFRS 2008 et les interprétations suivantes étaient émises :

- IFRIC 14, Limites des avantages économiques liés au sur financement du régime et obligations de financement minimum
- IFRIC 12, Concession de service
- IFRIC 13, Programmes de fidélisation clients
- IFRS 8 - Segments opérationnels
- IFRIC 13 – Programme de fidélisation clients

Le groupe UTIGroup mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes. Aucune norme n'a fait l'objet d'une application anticipée.

La préparation des états financiers selon les normes IFRS implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants figurant en produits et en charges de l'exercice. Le Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience passée et divers autres facteurs jugés raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent donc différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou des hypothèses différentes trouvent à s'appliquer.

NOTE 2 – FAITS SIGNIFICATIFS AU 30 JUIN 2008

- Litige client sur des prestations au forfait :

Un jugement intervenu au cours du 1er semestre opposant UTI Group à un de ses clients porte sur une condamnation de 3,2 M€ dont 0,8 M€ mis à la charge de l'assureur.

La société UTI Group a fait appel de ce jugement.

Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTI Group a constitué une provision d'un montant de 1,8 M€.

- Litiges avec les anciens dirigeants :

Concernant le litige avec les anciens dirigeants lors du rachat des sociétés TMA-RMH : aucune évolution n'ayant été constatée au cours du semestre, les estimations retenues au 31 décembre 2007 ne sont pas remises en cause au 30 Juin 2008.

- Nouveaux partenaires bancaires :

La société a renégocié début 2008 avec deux nouvelles banques un rééchelonnement de la dette financière de 2.600 K€ sur cinq ans et remboursé en totalité les établissements financiers partenaires du protocole de Juin 2005. Le protocole est devenu caduc.

NOTE 3 – EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2008

Il n'existe pas d'éléments significatifs à mentionner.

NOTE 4 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale et aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours des 6 premiers mois de l'exercice 2008.

Le périmètre de consolidation peut être schématisé comme suit :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIgroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIgroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67 207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIgroup Luxembourg 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIgroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon	99,94%	99,94%

NOTE 5 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Goodwill TMA	14 418			14 418
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Fonds de commerce - éléments non identifiables	633			633
Fonds de commerce - EAC CORPORATION	290			290
	18 419	-	-	18 419

Dépréciations	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Goodwill TMA	-1 530			-1 530
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
Fonds de commerce - éléments non identifiables	-19			-19
	-2 241	-	-	-2 241

Valeur nette	16 178	-	-	16 178
---------------------	---------------	----------	----------	---------------

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS

6.1 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	504			504
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-499	-4		-503
Valeur nette	5	-4	0	1

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

6.2 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	838	8	1	845
	838	8	1	845
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-742	-27		-769
	-742	-27	0	-769
Valeur nette	96	-19	1	76

6.3 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Valeur brute				
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	189	4		193
Dépôts et cautionnements	144	111	126	129
	350	115	126	339
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	350	115	126	339

NOTE 7 – CREANCES

7.1 – DETAIL DES CREANCES CLIENT

	30/06/2008	31/12/2007
Créances clients	2 208	2 033
Provisions pour créances douteuses	-477	-460
Comptes de régularisation rattachés	240	161
Total	1 971	1 734

7.2 – DETAIL DES AUTRES CREANCES

	30/06/2008	31/12/2007
Personnel et comptes rattachés	52	64
Créances sur organismes sociaux	-	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	5	4
Créances sur l'Etat - TVA	171	241
Autres créances d'exploitation	460	403
Autres créances diverses	-	-
Total	688	712

7.3 – ECHEANCIER DES CREANCES

	30/06/2008	2008	2009	2010	Années ultérieures
Créances clients	1 971	1 971			
Autres créances	688	688			
TOTAL	2 659	2 659	-	-	-

7.4 – EVOLUTION DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Provision sur créances clients	460	21	4	477
Provision sur autres créances	-	-	-	-
TOTAL	460	21	4	477

NOTE 8 – CAPITAUX PROPRES

8.1 – EVOLUTION SUR LE SEMESTRE DU CAPITAL DE LA SOCIETE MERE

Au 30 Juin 2008, le capital social de UTI GROUP SA est constitué de 8 658 736 actions, dont l'évolution sur le semestre est la suivante :

	01/01/2008	Variation		30/06/2008
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 616 581	42 155		8 658 736
Nombre de titres	8 616 581	42 155	0	8 658 736
Nominal	0,20	0,20	0,20	0,20
Capital en euro	1 723 316	8 431	0	1 731 747

Nombre de titres susceptibles d'avoir un impact sur le capital

	01/01/2008	Variation		30/06/2008
		Augmentation	Réduction	
Bons de souscription d'actions	33 932	19 976	53 908	0
Obligations convertibles en actions	31 670		10 166	21 504

Nota : les Bons de souscription d'actions (BSA) n'existent plus depuis le 31/03/2008.

8.2 – DETAIL DES MOUVEMENTS SUR LE CAPITAL

Au 31 décembre 2007, il restait en circulation 31 670 obligations.

Au cours du premier semestre 2008, il a été demandé la conversion en actions de 4 994 obligations. De plus, 37 161 actions ont été créées consécutivement à l'exercice de bons de souscription d'actions.

Les principales conséquences de la conversion des obligations et de l'exercice des bons de souscription sur la situation intermédiaire arrêtée au 30 Juin 2008 ont été les suivantes :

enregistrement de l'augmentation de capital de 8.431 € correspondant à la création de 42.155 actions d'une valeur nominale de 0,20 €, constatation dans les capitaux propres d'une prime de conversion pour les obligations de 105.373 € et d'une prime de conversion pour les bons de souscription d'actions de l'ordre de 7.060 €

Les 4 994 obligations converties conduisent à la création de 19 976 bons de souscription d'actions. Ces bons de souscription sont arrivés à échéance le 31 mars 2008.

Au 30 Juin 2008 il n'y a plus de BSA en circulation.

Par ailleurs, la société a racheté 5 172 obligations convertibles UTI GROUP qui ont été annulées.

8.3 – TITRES D'AUTOCONTROLE

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIgroup S.A. ont été rachetées par le groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante au cours du semestre :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	Réalisations 30/06/2008	Réalisations 31/12/2007
Détentions à l'ouverture	161 698	43 307
Achats d'actions	-	118 391
Ventes d'actions	-	-
Détentions à la clôture	161 698	161 698

CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	Réalisations 30/06/2008	Réalisations 31/12/2007
Détentions à l'ouverture	14 599	7 230
Achats d'actions		
Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	20 816	69 384
Ventes d'actions	20 695	62 015
Détentions à la clôture	14 720	14 599

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

8.4 – OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS PAR CERTAINS SALARIES

Caractéristique du plan attribué au cours du semestre

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 dans sa 1ère résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de commerce, a autorisé le Conseil d'Administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la société – ou à certains d'entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions définies par l'article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital.

L'autorisation a été donnée au Conseil d'Administration pendant une durée de 38 mois à compter de la date de Assemblée Générale.

Le nombre d'actions à émettre au titre d'augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3 % du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l'assemblée à 80% de la moyenne des cours de clôture constatés aux vingt séances de Bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le délai d'exercice des options ne devra pas excéder 5 ans à compter de leur date d'attribution.

Le nombre d'actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d'Administration. Aucun détenteur de plus de 10 % du capital de la Société ne peut bénéficier d'options de souscription.

Par décision du Conseil d'Administration en date du 29 février 2008, il a été décidé l'attribution d'options de souscription à des dirigeants et salariés du Groupe .

Les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85 %,

être présent dans l'entreprise ou dans l'une de ses filiales détenues à plus de 85 % depuis plus de 30 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTION								
Plan autorisé par l'assemblée générale du 22/01/2008								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 5 du 29/02/2008	150 000	1,04 euros	3 Salariés	29/02/2008	0		150 000	28-févr-13
TOTAL	150 000				0	0	150 000	

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

La charge IFRS 2 ainsi estimée s'élève à 29 715 € au titre de la période.

NOTE 9 – PROVISIONS

9.1 – DETAIL DES MOUVEMENTS AFFECTANT LES PROVISIONS

	01/01/2008	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Provision pour litiges prud'homaux	521	152	302	371
Provision pour litiges commerciaux	226	1 867		2 093
Provision pour risques et charges divers	24			24
Total provisions pour risques et charges	771	2 019	302	2 488
Provision pour engagements sociaux	148			148
Total provisions au passif	919	2 019	302	2 636

9.2 – REPRISES DE PROVISIONS NON UTILISEES

Les reprises de provisions non utilisées au 30 Juin 2008 concernent les litiges suivants :

	30/06/2008	31/12/2007
Provision pour litiges prud'homaux	113	2
Provision pour litiges commerciaux	-	-
Provision pour risques et charges divers	-	4
Total des reprises non utilisées	113	6

NOTE 10 – PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

10.1 – RENEGOCIATION DE LA DETTE FINANCIERE

La société a renégocié avec deux nouvelles banques un rééchelonnement de la dette financière de 2.600 K€ sur cinq ans et remboursé en totalité les établissements financiers partenaires du protocole de Juin 2005.

10.2 – DETAIL PAR ECHEANCE

Dettes financières à long terme	30/06/2008	Part > 1 an	Part > 2 ans	Part > 3 ans	Part > 4 ans	Part > 5 ans
Emprunt obligataire convertible	279					279
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 569	473	496	521	546	533
	2 848	473	496	521	546	812

Autres dettes à long terme	30/06/2008	Part > 1 an	Part > 2 ans	Part > 3 ans	Part > 4 ans	Part > 5 ans
Dettes fiscales	-					
	-	-	-	-	-	-

10.3 – CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES EMPRUNTS

Conformément à la norme IAS 32, la composante capitaux propres a été retraitée et comptabilisée dans le poste de capitaux correspondant.

La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a ensuite fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 30 Juin 2008 sont les suivantes :

Durée	du 01/07/2008 au 01/01/2020	11,5
Taux d'actualisation : (Taux Moyen des emprunts d'Etat)		4,47%
Nombre d'OCA		21 504
Nominal		21,30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 279 K€ au 30 Juin 2008.

La variation de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

10.4 – DETAIL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES COURANTS ET NON COURANTS

DETTES FINANCIERES	30/06/2008	31/12/2007
Emprunt obligataire convertible	279	406
Part des emprunts à plus d'un an	2 096	1 322
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	2 375	1 728
Part des emprunts à moins d'un an	473	1 295
Part des dettes financières à moins d'un an	338	346
Total des dettes financières à court terme	811	1 641

AUTRES DETTES	30/06/2008	31/12/2007
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	5 177	5 525
Dettes sur acquisitions de titres	808	808
Comptes courants	2 217	2 185
Dettes diverses d'exploitation	353	472
Total des autres dettes à court terme	8 555	8 990

NOTE 11 – ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN

Pour les opérations courantes, le groupe est engagé au 30 Juin 2008 pour les montants suivants :

	30/06/2008		31/12/2007	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Baux immobiliers (1)	4 289	-	4 499	-
Baux mobiliers et crédit-baux	150	-	185	-
Nantissements de 9 993 titres UTIgroup Rhône-Alpes au profit des banques ayant financé l'acquisition	0	-	425	-
Nantissements au profit d'établissements financiers	0	-	274	-
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	1 009	-	0	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	5 448	-	5 383	-
UTIgroup. Rhones-Alpes				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Baux immobiliers	-	-	-	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	0	-	0	-
UTIgroup. Est				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Avals et cautions	-	-	-	-
Baux mobiliers et crédit-baux	-	-	-	-
Baux immobiliers	44	-	53	-
Nantissement du fonds de commerce au profit du Trésor Public	-	-	-	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	44	-	53	-

Dans le cadre de la renégociation de la dette financière, la société s'est engagée à respecter des clauses de covenant, sur la base des états financiers annuels, portant sur des ratios concernant les fonds propres consolidés, la dette à moyen et long terme, les dettes financières nettes et l'excédent brut d'exploitation.

NOTE 12 – PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS

DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Le nombre total d'heures acquises par les salariés du groupe au 30 Juin 2008 s'élève à 16 243 heures contre 15 243 heures au 31 décembre 2007 :

	30/06/2008	31/12/2007
UTI Group S.A.	14 138	13 207
UTI Group Rhône-Alpes	1 304	1 183
UTI Group Est	801	853
UTI Group Luxembourg	-	-
Heures TOTALES	16 243	15 243

NOTE 13 – CHIFFRE D'AFFAIRES

13.1 – DECOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	30/06/2008	30/06/2007
Chiffre d'affaires réalisé en France	14 231	13 876
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	7	27
TOTAL	14 238	13 903

13.2 – DETAIL PAR ENTITE CONSOLIDEE

En application de la norme IAS 14 « *Information sectorielle* », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

	30/06/2008			30/06/2007		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	12 042	3	12 045	11 526	-	11 526
UTIgroup Est	894	-	894	968	27	995
UTIgroup Luxembourg	-	-	-	47	-	47
UTIgroup Rhône-Alpes	1 295	4	1 299	1 335	-	1 335
TOTAL	14 231	7	14 238	13 876	27	13 903

Le Groupe UTIgroup, réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique. L'information sectorielle primaire est détaillée en note 21.

NOTE 14 – FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel des entités du groupe se ventilent comme suit :

	30/06/2008	30/06/2007
UTI Group S.A.	9 088	8 320
UTI Group Rhône-Alpes	933	880
UTI Group Est	503	538
UTI Group Luxembourg	-	56
TOTAL	10 524	9 794

NOTE 15 – DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

	30/06/2008	30/06/2007
Autres immobilisations incorporelles	4	2
Autres immobilisations corporelles	28	31
	32	33

NOTE 16 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les éléments constitutifs des autres produits et des charges d'exploitation sont les suivants :

	30/06/2008	30/06/2007
Autres produits d'exploitation	9	23
Régularisation charges sociales	0	123
Régularisation charges d'impôt prescrites	0	296
Produits de cession d'immobilisations	46	0
Produits non récurrents et non significatif	0	0
Autres charges d'exploitation	-1	-18
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-1	0
Reprise de pénalités ou pénalités		0
Reprise ou dotations aux provision	1	0
Charges non récurrentes et non significatives		0
Autres produits et charges d'exploitation	54	424

NOTE 17 – CHARGES DE FINANCEMENT

	30/06/2008	30/06/2007
Intérêts sur emprunts	82	71
Autres charges financières	151	138
Soulte versée pour le remboursement d'obligations	12	4
TOTAL	245	213

NOTE 18 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	30/06/2008	30/06/2007
Pertes de change		0
Gain de change	2	-
Charge d'actualisation de l'emprunt obligataire	-4	-7
Produits d'actualisation des créances	4	-12
Reprise provision soulte		4
Autres produits et charges financiers	2	-15

NOTE 19 – IMPOTS SUR LES RESULTATS

19.1 – EVOLUTION DES POSTES DE BILAN EN 2008

<i>Impôts courants 2008</i>	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Actif	4	-	-	4
Passif				
	4	-	-	4

	Variations de l'exercice				Clôture
	Ouverture	Nouveaux déficits générés	Utilisation de déficits	Autres mouvements	
Impôts différés actifs sur déficit	1 993	-	-		1 993
Non reconnus à l'origine	-	-	-	-	-
TOTAL	1 993	-	-	-	1 993

Conformément à IAS 34, et étant donné le taux effectif moyen d'impôt estimé pour la période annuelle, il n'a pas été constaté d'impôt différé actif au titre du premier semestre.

Détail de la variation des impôts différés actifs au cours du semestre :

Impôts différés actifs	30/06/2008	31/12/2007
Ouverture	1 993	1 195
Différences temporaires		
- Naissances		16
- Reversements		-15
Constatation de l'impôt sur déficits		761
Retraitement actions propres		0
Engagements de retraite		36
Clôture	1 993	1 993

19.2 – CHARGE D'IMPOTS SUR LES RESULTATS

	30/06/2008	30/06/2007
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	0	0
Impôts différés		
Impôts différés de la période	0	305
	-	305

19.3 – PREUVE D'IMPOTS

	30/06/2008	31/12/2007
Résultat consolidé	0	2 079
Taux d'IS applicable	33,33%	33,33%
Charge d'impôts théorique	0	693
Charge d'impôts réelle	0	-798
Ecart	0	1 491
Charges définitivement non déductibles	0	-31
Reports déficitaires utilisés mais non comptabilisés au cours d'exercices antérieurs	0	761
Reports déficitaires dont la récupération est jugée probable	0	761
Total	0	1 491

NOTE 20 – RESULTAT NET SEMESTRIEL PAR ACTION

20.1 – RESULTAT PAR ACTION DE BASE

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant du semestre.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le groupe de ses propres actions.

	30/06/2008	31/12/2007
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 589 216	8 611 994
Actions détenues en propre par le Groupe	176 418	176 297
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 412 798	8 435 697

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net du semestre.

20.2 – RESULTAT PAR ACTION DILUE

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital.

Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	30/06/2008	31/12/2007
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 412 798	8 435 697
Effet dilutif des obligations convertibles	21 504	31 670
Effet dilutif des bons de souscription d'actions (OC)	86 016	126 680
Effet dilutif des bons de souscription d'actions	0	33 932
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 520 318	8 627 979

NOTE 21 – NOTES ANNEXES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

21.1 – DETAIL DES FLUX LIES A L'EXPLOITATION

	30/06/2008	31/12/2007
Variation des stocks	-	-
Variation des avances et avoirs à recevoir	0	0
Variation des clients	253	-792
Variation des autres créances	-24	-350
Variation des avances et acomptes reçus	0	0
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	-137	-244
Variation des autres dettes	-435	-564
Variation des dettes financières à court terme	38	-880
TOTAL	-763	-546

21.2 – DETAIL DE LA VARIATION DE TRESORERIE

La variation de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie au 30 Juin 2008 s'analyse comme suit :

	30/06/2008	31/12/2007
Disponibilités	976	1 150
Découverts bancaires	0	0
Créances d'affacturage	-39	-30
TOTAL trésorerie nette	937	1 120
VARIATION DE TRESORERIE		-183

NOTE 22 – INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IAS 14 « *Information sectorielle* », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIgroup, réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel au 30 Juin 2008 :

	30/06/2008	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	14 238	12 045	894	-	1 299
Résultat opérationnel courant	1 042	795	109	-4	142
Résultat opérationnel	-825	-1 072	109	-4	142
Résultat global	-1 069	-1 304	104	-4	135

Actifs et passifs sectoriels au 30 Juin 2008 :

ACTIFS	30/06/2008	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	18 587	18 423	45	-	119
Actifs courants	3 635	2 530	585	75	445
TOTAL	22 222	20 953	630	75	564

PASSIFS	30/06/2008	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	5 012	4 819	126	-	67
Passifs courants	10 682	9 579	342	50	711
TOTAL	15 694	14 398	468	50	778

NOTE 23 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés suivantes :

Société LAW INFORMATIQUE,
Société ST GROUPE, filiale de la société FINANT.

Il n'existe pas de transactions ou de soldes concernant la société LAW INFORMATIQUE.

Les transactions et soldes avec la société ST GROUPE sont détaillés ci-dessous :

	30/06/2008	31/12/2007
BILAN		
Dettes fournisseurs	-	-
Créances clients	22	22
COMPTE DE RESULTAT		
Ventes de prestations de services	0	103
Achats de prestations de services	-	-

Rémunération totale brute allouée aux principaux dirigeants :

	30/06/2008	30/06/2007
Des organes d'administration	296	248
Des organes de direction	-	-
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	296	248

Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

20.1.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels du 30 juin 2008

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Société UTIGroup

Période du 01 06 2008 au 30 06 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société UTIGroup, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 – Faits significatifs au 30 06 2008 qui expose un litige client sur des prestations au forfait pour lequel la société a fait l'objet d'une condamnation au cours du semestre et constaté une provision dans les comptes consolidés condensés au 30 juin 2008.

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris, le 6 août 2008

Les Commissaires aux Comptes

Amyot Exco Audit
Membre français de Grant Thornton
International

IGREC

Isabelle Hengoat-Fauvel
Associée

Rose Guagliardo
Associée

SA UTI Group

68, RUE DE VILLIERS
92532 LEVALLOIS-PERRET
Exercice clos au 31 décembre 2007

SIRET : 338 667 082 00048
Code APE 6202 A (721Z ancien)

COMPTES ANNUELS

■ **COMPTES ANNUELS**

- **Bilan**
- **Compte de résultat**
- **Annexe**

20.2.1 BILAN AU 31 DECEMBRE 2007

UTI GROUP

en Euro

ACTIF	Brut	Amort./Prov.	31/12/2007	31/12/2006
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & de développemen				
Concessions, brevets, droits similaires	280 107	-275 032	5 075	1 864
Fonds commercial	25 326 123	-11 536 175	13 789 948	13 499 797
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes/immo. Incorp.				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	1	0	1	1
Inst. Techn. mat. et out. industriels	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	575 843	-503 305	72 538	89 664
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations évaluées				
Autres participations	4 828 051	-1 603 000	3 225 051	3 225 051
Créances rattachées à des particip.				
Autres titres immobilisés	6 860	0	6 860	6 860
Prêts	316 545	0	316 545	278 353
Autres	509 039	-151 204	357 834	220 591
ACTIF IMMOBILISE	31 842 568	-14 068 717	17 773 852	17 322 180
Stocks et en cours				
Matières premières & autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances & acomptes sur commandes				
Créances				
Clients comptes rattachés	1 954 714	-440 504	1 514 209	1 453 343
Autres créances	656 482	0	656 482	958 499
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	21 748	0	21 748	15 368
Disponibilités	254 927		254 927	530 496
Charges constatées d'avance	155 241		155 241	223 102
ACTIF CIRCULANT	3 043 111	-440 504	2 602 606	3 180 808
Comptes de régularisation				
TOTAL ACTIF	34 885 679	-14 509 221	20 376 458	20 502 988

UTI GROUP

en Euro

PASSIF	31/12/2007	31/12/2006
Capital		
Capital social (dont versé : 1 723 316 €)	1 723 316	1 721 360
Primes d'émission, de fusion, d'apport...	2 520 012	15 143 971
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	114 522	114 522
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	0	1 335 469
Résultat		
Report à nouveau	0	-15 903 584
Résultat de l'exercice (Bénéfice ou Perte)	1 913 640	1 880 069
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES		6 271 491
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	591 011	477 529
Provisions pour charges	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		591 011
Emprunts		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires	674 571	737 960
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 628 833	3 432 337
Emprunts et dettes financières divers	2 981 180	3 104 752
Fournisseurs et autres dettes		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 108 929	1 413 347
Dettes fiscales et sociales	4 712 258	5 633 881
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	807 897	807 897
Autres dettes	373 832	359 756
Produits constatés d'avance	226 456	243 722
DETTES		13 513 957
Comptes de régularisation		
TOTAL PASSIF		20 376 458

<i>Résultat de l'exercice en centimes</i>	1 913 640,43	1 880 068,92
<i>Total du bilan en centimes</i>	20 376 458,13	20 502 988,04

20.2.2 COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2007

UTI GROUP

en Euro

Compte de résultat		31/12/2007	31/12/2006
	France	Exportation	Total
Ventes marchandises	0	0	0
Production vendue de biens			9 493
Production vendue de services	24 013 125	13 613	24 026 737
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	24 013 125	13 613	24 026 737
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			26 128
Reprise sur amortissements & provisions transfert de charges			101 115
Autres produits			595 151
Total des produits d'exploitation			24 749 131
Achats marchandises			3 954
Variation de stock marchandises			
Achats matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stock (matières premières & approvisionnement)			
Autres achats et charges externes			5 003 316
Impôt, taxes et versements assimilés			576 191
Salaires et traitements			11 469 400
Charges sociales			5 397 508
Dotations aux amortissements sur immobilisations			53 249
Dotations aux provisions sur immobilisations			
Dotations aux provisions sur actif circulant			33 936
Dotations d'exploitation aux provisions pour risques et charges			205 963
Autres charges			32 975
Total charges d'exploitation			22 776 493
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 972 638
Bénéfice attribué ou perte transférée			
Perte supportée ou bénéfice transféré			
Produits financiers de participations			383 154
Produits des autres valeurs mobilières & créances...			150 000
Autres intérêts & produits assimilés			90 764
Reprises sur provisions & transfert de charges			0
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de V.M.P.			
Total des produits financiers			473 918
Dotations financières aux amortissements & provisions			99 443
Intérêts & charges assimilés			465 596
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de V.M.P.			3 246
Total des charges financières			568 285
RESULTAT FINANCIER			-94 367
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			1 878 271

UTI GROUP*en Euro*

Compte de résultat	31/12/2007	31/12/2006
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	11 627	153 041
Produits exceptionnels sur opérations en capital	18 000	24 637
Reprises sur provisions & transferts de charges	0	22 500
Total produits exceptionnels	29 627	200 178
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	71 433	214 463
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	9 644	1 202
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions	0	0
Total charges exceptionnelles	81 077	215 665
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-51 450	-15 486
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-86 819	-70 892
TOTAL DES PRODUITS	25 252 676	23 453 745
TOTAL DES CHARGES	23 339 035	21 573 676
BENEFICE OU PERTE	1 913 640	1 880 069

20.2.3 Annexe aux comptes sociaux

A n n e x e

	Page	N/S	N/A
■ REGLES ET METHODES COMPTABLES			
Règles et méthodes comptables	8		
Changements de méthode			X
Faits caractéristiques de l'exercice et événements postérieurs	11		
■ COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT			
Etat de l'actif immobilisé	14		
Etat des amortissements	14		
Etat des provisions	15		
Etat des échéances des créances et des dettes	16		
Informations et commentaires sur :			
Eléments relevant de plusieurs postes de bilan	17		
Provision spéciale de réévaluation			X
Réserve de réévaluation			X
Frais d'établissement			X
Frais de recherche appliquée et de développement			X
Fonds commercial	18		
Intérêts immobilisés			X
Intérêts sur éléments de l'actif circulant			X
Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant			X
Avances aux dirigeants			X
Produits à recevoir	18		
Charges à payer	18		
Charges et produits constatés d'avance	18		
Ecart de conversion			X
Détail des charges et produits exceptionnels	19		
Composition du capital social	19		
Actions propres	20		
Options de souscription d'actions	21		
Parts bénéficiaires			X
Evolution des capitaux propres	26		
Ventilation chiffre d'affaires net	21		
Ventilation impôt sur bénéfices	22		
■ ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS			
Crédit-bail	22		
Engagements financiers	22		
Dettes garanties par des sûretés réelles			X
Incidence des évaluations fiscales dérogatoires			X
Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	23		
Rémunérations des dirigeants	24		
Effectif moyen	24		
Identité de la société mère consolidant les comptes de la société			X
Liste des filiales et participations	24-25		
Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés	22		
Proposition d'affectation du résultat de l'exercice	26		
Information en matière de Droit Individuel à la Formation (DIF)	27		

1 Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice comptable à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

1.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées des éléments suivants :

- logiciels et licences : amortis entre 1 et 5 ans, linéaire,
- fonds commerciaux : non amortis.

Les éléments inscrits en fonds de commerce ont été soit reçus en apport suite à des fusions, soit acquis par la société. La répartition en est donnée en point 8 des présentes annexes.

Les fonds de commerce font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

La valeur d'utilité est estimée en fonction des flux de trésorerie futurs et des prévisions budgétaires.

1.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de réelle d'utilisation :

- installations générales : 5 à 10 ans linéaire
- matériel de bureau et informatique : 3 à 8 ans linéaire
- mobilier : 2 à 5 ans linéaire
- matériel de transport : 2 à 4 ans linéaire

1.2 Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée pour ramener la valeur brute à la valeur d'utilité à la date de clôture.

La valeur d'utilité repose sur la détermination et l'actualisation des cash flows générés par l'activité. Ces calculs reposent sur des prévisions budgétaires établis au niveau de chaque filiale.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur de sortie des titres cédés a été déterminée selon la méthode "premier entré - premier sorti".

Les actions propres figurent à l'actif pour le coût historique.

Une provision pour dépréciation est enregistrée lorsque ce coût est inférieur à la moyenne des cours de bourse du dernier mois précédant la clôture.

1.3 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 Primes de remboursement des obligations

Consécutivement à la modification du contrat d'émission initial des obligations intervenue le 16 mai 2003, l'emprunt obligataire n'est plus assorti d'une prime de remboursement.

1.5 Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée, si elle existe, au bilan en 'écart de conversion'. Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

1.6 Opérations à long terme

Les opérations à long terme concernent les travaux au forfait. Ces travaux sont constatés dans les comptes suivant la méthode dite de l'avancement.

Si une perte est à prévoir sur un contrat au forfait, une provision est constituée à hauteur de la perte globale prévisionnelle.

1.7 Provisions pour risques

Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et charges nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours au 31 décembre 2007 rendent probables. Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

Depuis 2002, un litige oppose la société à un client au titre de prestations réalisées au forfait. Dans le cadre de ce litige, la société a demandé en justice la nomination d'un expert. Une provision a été constituée en fonction de l'estimation des risques potentiels encourus (226 k€). Un rapport d'expertise a été émis fin décembre 2005, et les parties ont déposées leurs conclusions en février 2007. L'affaire a été plaidée le 28/01/2008 et le jugement devrait être rendu le 28/03/2008.

Par ailleurs, dans le cadre du rachat par UTI group des sociétés TMA-RMH, une partie du prix de cession a été payé, aux vendeurs, moyennant 212 340 titres UTI group, avec une clause de garantie de cours à 23,33 euros maximum par action. Cet engagement était assujéti à plusieurs conditions suspensives. En l'absence de réalisation des conditions requises dans le délai contractuel, les dirigeants d' UTI group ont considéré cet engagement comme caduc. Cependant, les bénéficiaires de la garantie ont assigné UTI group le 22 juillet 2002, en exécution du contrat évoqué supra. L'affaire est toujours pendante devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

En outre, la société est également en litige avec les anciens dirigeants et animateurs de sa filiale UTI group Est. La société avait intenté une action devant une juridiction pénale à l'encontre de ces personnes qui bloquait le civil en l'état. La juridiction pénale a rendu un jugement de non-lieu en 2007 et l'affaire au civil devrait reprendre son cours en 2008.

1.8 Indemnité de départ à la retraite

Conformément à l'option laissée par l'Article L 123-13 du Code de commerce, les engagements de retraite ne font pas l'objet d'une provision inscrite au passif du bilan mais sont mentionnés en engagements hors bilan.

Ils sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2007	31/12/2006
Age de retraite considéré	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	4,56%	4,03%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	20,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	20,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	3,00%
Taux annuel de progression des salaires (30 à 39 ans)	3,00%	3,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%

1.9 Emprunt obligataire

L'assemblée générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003 ont approuvé les modifications du contrat d'émission de l'emprunt obligataire.

Ainsi, la nouvelle durée de l'emprunt a été fixée à 19 ans et 160 jours, soit une échéance de l'emprunt le 1er janvier 2020 pour un amortissement en totalité à l'échéance. Le taux nominal des intérêts annuels initialement fixé à 3 % a été ramené à 0,10 % l'an.

Il a été également prévu le versement d'une soulte en numéraire de 2,5 euros aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Enfin, le nouveau ratio de conversion a été fixé comme suit :

- En cas de conversion d'obligations intervenant après l'assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2003 et jusqu'au 31 mars 2008 inclus :

Pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d' UTI Group et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008 permettant chacun de souscrire au prix de 0,39 euro, une action d'une valeur nominale unitaire de 0,20 euro.

- En cas de conversion d'obligation intervenant dans la période comprise entre le 1er avril 2008 et la nouvelle date d'échéance de l'emprunt obligataire :

Pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d' UTI Group.

Au 01 janvier 2007, il restait en circulation 34 646 obligations. Au cours de l'exercice 2007 la société UTI group a procédé à la conversion de 2 976 obligations.

Par ailleurs, 6 806 actions ont été créées consécutivement à la levée de bons de souscription d'actions.

Les principales conséquences de la conversion des obligations sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2007 ont été les suivantes :

- Enregistrement de l'augmentation de capital de 595 € correspondant à la création de 2 976 actions d'une valeur nominale de 0,2 €
- Constatation dans les capitaux propres d'une prime de conversion de 62 794 €
- Versement d'une soulte de 7 440 €
- Enregistrement de l'augmentation de capital relative à la levée des bons de souscriptions d'actions pour un total de 2 654 € se décomposant pour 1 361 € en augmentation de capital et pour 1 293 € en prime de conversion.

Les 2 976 obligations converties au cours de l'exercice 2007 conduisent à la création de 11 904 bons de souscription d'action. Il reste en solde au 31 décembre 2007, 33 932 BSA en circulation, à échéance au 31/3/2008.

Le tableau présenté ci-dessous résume la situation au 31 décembre 2007 :

Nature	Quantité restante au 31/12/06	Options attribuées	Option exercées / conv OC	Quantités restantes à fin 2007	Date limite des levées	Prix d'exercice	Effet dilutif
BSA	28 834	11 904	6 806	33 932	31/03/2008	0,39€/BSA	0,39%
Obligations	34 646		2 976	31 670	01/01/2020	21,30 €/Oblig	1,80%

Au 31/12/2007, les obligations qui seraient converties donneraient droit à 1 action et 4 BSA.

1.10 Intégration fiscale

Les sociétés UTI Group (tête de groupe), UTI Group. Rhône-alpes, UTIgroup. Est, ont opté pour l'intégration fiscale à compter du 1 janvier 2003 pour 5ans. Les modalités de répartition de l'impôt calculé sur le résultat d'ensemble sont fondées sur le principe de la neutralité visant à replacer la société dans la situation qui aurait été la sienne si elle n'avait pas été membre du groupe intégré et était demeurée imposée distinctement. La convention prévoit par ailleurs qu'aucune indemnisation n'est due aux filiales en cas de sortie ou de cessation du groupe.

L'option pour l'intégration fiscale a été renouvelée par tacite reconduction.

Afin que le lecteur des comptes puisse porter un jugement avisé, l'information complémentaire suivante est donnée :

2.1 Rachat du fonds de commerce EAC Corporation

UTIGROUP. a repris le fonds de commerce de EAC Corporation, par un jugement du Tribunal de commerce de Bobigny en date du 20/06/2007, pour un montant de 290 151 €.

Cette opération permet à UTIGROUP. d'intensifier sa présence auprès des grands comptes et d'ouvrir une nouvelle offre stratégique.
Cette croissance externe vient renforcer la croissance organique du groupe et permet d'assurer un fort effet de synergie.

EAC Corporation est une SSII spécialisée dans le domaine de la Monétique, des moyens de paiement et de la sécurisation des transactions.
EAC Corporation possède un savoir faire sur les filières bancaires autorisation, compensation, front et back office, acceptation, émission, y compris sur des systèmes complexes à fortes contraintes ou bien des nouvelles technologies (mobilité, fidélité, EMV, CRM, sans contact, ...)

2.2 Augmentation réduction de capital

L'assemblée générale du 23/05/2007 a affecté le résultat au 31/12/2006 au compte report à nouveau, puis décidé une augmentation de capital de 14 023 515 par incorporation de réserves suivi d'une réduction de capital du même montant pour amortir les pertes affectées au compte report à nouveau.

2.3 Contrôle fiscal et social

UTI GROUP a fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours du premier semestre qui a porté sur les exercices 2004 et 2005. Les conclusions de ce contrôle fiscal n'ont pas eu d'incidence sur le résultat de la période.

UTI GROUP a fait l'objet d'un contrôle URSSAF sur le deuxième semestre pour les exercices 2004, 2005 et 2006. Ce contrôle a aboutit à un redressement de 26 K€.

2.4 Restructuration de la dette financière : respect du protocole de juin 2005

La signature le 16 juin 2005 d'un protocole prévoyant l'entrée au capital de la Société FINANT SAS, société holding contrôlée par Bernard ANTHONIOZ ayant des participations dans le secteur de l'informatique, pour 1 million d'euros en numéraire (nominal et prime d'émission) par voie d'augmentation de capital ainsi que le rééchelonnement des concours bancaires court et moyen terme de la Société UTI GROUP.

Ce protocole prévoyait par ailleurs la transformation de tous les concours bancaires court terme de la Société UTI GROUP en concours moyen terme avec une franchise de remboursement de capital jusqu'au 30/06/2006 suivie d'un échelonnement des remboursements sur une période de 42 mois, soit jusqu'au 31/12/2009. Les concours moyen terme de la Société UTI GROUP ont été, quant à eux, rééchelonnés avec une échéance commune fixée au 31 décembre 2009 et une franchise de remboursement du capital pour l'ensemble de ces concours jusqu'au 30 juin 2006.

Au 31/12/2007, la société UTI Group a respecté les échéances de ce protocole.

Par ailleurs, la société a obtenu, en octobre 2007, un dégrèvement des majorations et intérêts de retard dus au titre du moratoire de TVA obtenu en 2004. Ce dégrèvement a un impact sur le résultat de l'exercice de 127 K€ :

Dégrèvement obtenu du Trésor Public sur moratoire de TVA sur 2007

Reprise provision intérêts sur moratoire de TVA (produits financiers)	183 364
Pénalités sur moratoire de TVA (charges exceptionnelles)	-56 240
<u>Produit constaté sur l'exercice 2007</u>	<u>127 124</u>

2.5 Evaluation des titres de participation

L'estimation de la valeur d'utilité des titres de participation au 31/12/2007 selon les modalités définies au point 1.2 n'a pas conduit à revoir l'évaluation des titres de participation.

Titres de participation		31/12/2007	31/12/2006
UTI Group Rhône-Alpes	Brut	3 163	3 163
	Provision dépréciation	-1 303	-1 303
	Valeur nette	1 860	1 860
UTI Group Est	Brut	1 655	1 655
	Provision dépréciation	-300	-300
	Valeur nette	1 355	1 355
TOTAL	Brut	4 818	4 818
	Provision dépréciation	-1 603	-1 603
	Valeur nette	3 215	3 215

2.6 Evaluation du fonds de commerce

La société UTIgroup a procédé à la revue de l'estimation de la valeur des fonds de commerce. Cette évaluation n'a pas conduit à modifier la valeur nette comptable de ces fonds au 31/12/2007, soit 13 790 K€.

2.7 Certification ISO 9001 : 2000

La démarche qualité entreprise en février 2006, a conduit à l'obtention de la certification ISO 9001 version 2000 délivrée par l'AFAQ le 29/11/2006 pour l'Assistance Technique Informatique.

L'ensemble du groupe est certifié.

En Octobre 2007, après un audit qualité ce certificat a été renouvelé pour une durée d'un an.

2.8 Evènement postérieur à la clôture de l'exercice

Aucun.

3 Etat de l'actif immobilisé

<u>Immobilisations - Valeurs brutes</u>	01/01/2007	Acquisitions	Cessions	31/12/2007
Autres postes d'immo, incorporelles	25 307 029	299 201		25 606 230
Immobilisations incorporelles	25 307 029	299 201	0	25 606 230
Construction	1	0	0	1
Installations générales	178 138	1 817	0	179 955
Matériel de transport	9 221	10 946	10 019	10 148
Matériel de bureau et informatique	358 575	27 166	0	385 741
Immobilisations corporelles	545 935	39 928	10 019	575 844
Autres participations	4 828 051	0	0	4 828 051
Autres titres immobilisés	6 860	0	0	6 860
Prêt & Autres immo Financières	550 706	290 655	15 777	825 584
Immobilisations financières	5 385 617	290 655	15 777	5 660 495
TOTAUX	31 238 581	629 784	25 796	31 842 569

4 Etat des amortissements

Amortissements	01/01/2007	Dotation	Reprise	31/12/2007
Autres postes d'immo, incorporelles	269 193	5 839		275 032
Immobilisations incorporelles	269 193	5 839	0	275 032
Construction	0	0	0	0
Installations générales	153 661	11 228		164 889
Matériel de transport	1 104	2 502	375	3 231
Matériel de bureau et informatique	301 505	33 680		335 185
Immobilisations corporelles	456 270	47 410	375	503 305
<u>TOTAUX</u>	<u>725 463</u>	<u>53 249</u>	<u>375</u>	<u>778 337</u>

5 Etat des provisions

Provisions	01/01/2007	Augmentation	Diminution	31/12/2007
Pour reconst°. gisements				
Pour investissement				
Pour hausse de prix				
Pour amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Pour implantation CEE				
Pour implant. à l'étranger				
Prov. pr prêt d'installation				
Autres prov. réglementées				
Provisions réglementées				
Pour litiges	251 204	205 963	92 481	364 686
Pour garanties données aux clients				
Pour pertes sur marché à terme				
Pour amendes & pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions & obligations				
Pour impôts				0
Pour risque client	226 324			226 324
Pour grosses réparations				
Pour chges social. et fisc. sur congés à payer				
Autres provisions				0
Prov. pr risques & charges	477 528	205 963	92 481	591 010
Immob. incorporelles	11 536 175			11 536 175
Immob. corporelles				
Immob. titres équivalence				
Immob titres de particip.	1 603 000			1 603 000
Immob. financières	51 762	99 443		151 205
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	415 201	33 936	8 634	440 504
Autres pour dépréciation				0
Prov. pour dépréciation	13 606 138	133 379	8 634	13 730 884
TOTAL GENERAL	14 083 666	339 342	101 115	14 321 894
dont dotations et reprises - d'exploitation		239 899	101 115	
- financières		99 443	0	
- exceptionnelles				

Les reprises de provisions pour risques et charges correspondent à une utilisation de 86 K€ sur l'exercice.

6 Etat des Echéances

Créances	Mont. brut	A 1 an au +	Plus 1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	316 545	250	316 295
Autres immobilisations financières *	509 039	379 199	129 840
Clients douteux litigieux	526 042	526 042	
Autres créances clients	1 428 672	1 428 672	
Créances représ. de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	44 022	44 022	
S.S. et autres organismes sociaux	2 131	2 131	
Impôt sur les bénéfices	0	0	
Taxe sur la valeur ajoutée	199 565	199 565	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0	0	
Divers			
Groupe et associés	86 819	86 819	
Débiteurs divers	323 945	323 945	
Charges constatées d'avance	155 241	155 241	
Etat des créances	3 592 020	3 145 885	446 135
Prêts accordés en cours d'exercice	38 192		
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			
* dont actions propres pour 148 336			

Dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Emp. oblig. convertibles	674 571			674 571
Autres emprunts obligataires				
Emp. & det. auprès ets de crédit				
à 1 an max. à l'origine	11 640	11 640		
à plus de 1 an à l'origine (*)	2 617 193	1 295 377	1 321 816	
Emprunts et dettes financ. divers	265 686	265 686		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 108 929	1 108 929		
Personnel et comptes rattachés	953 491	953 491		
S.S. et autres organismes sociaux	1 602 623	1 602 623		
Etats et autres collect. publiques				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur valeur ajoutée	1 453 289	1 453 289	0	
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	702 856	702 856		
Dettes sur immob. et cptes ratt.	807 897	807 897		
Groupe et associés **	2 715 493	2 715 493		
Autres dettes				
Dettes représ. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	226 456	226 456		
Etats des dettes	13 513 957	11 517 569	1 321 816	674 571
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice (y compris conversion)				
** Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques				
	2 178 766			

7 Eléments relevant de plusieurs postes du bilan	Postes du bilan	Concernant les entreprises		Dettes ou créances représ. par des effets de commerce
		Liées	Avec un lien de participation	
	Capital souscrit non appelé			
	Avces & acptes sur immob.			
	Avces & acptes sur immob.			
	Participations	4 817 920		
	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres titres immobilisés			
	Autres immobilisations financières			
	Avces et acptes versés sur commandes			
	Créances clients et comptes rattachés	123 076	21 872	
	Autres créances	86 819		
	Capital souscrit appelé non versé			
	Valeurs mobilières placement			
	Disponibilités			
	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emp. & dettes auprès des ét. De crédit			
	Emprunts et dettes financières divers	536 728		
	Avces et acptes reçus sur cdes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	135 560		
	Dettes sur immob. et cptes rattachés			
	Autres dettes			
		2007	2006	
	Charges financières concernant les entreprises liées (intérêts) :	31 149	24 487 €	
	Produits financiers concernant les entreprises liées (dividendes) :	199 790	150 000 €	
	Charges d'exploitation concernant les entreprises liées :	189 019	102892 €	
	Produits d'exploitation concernant les entreprises liées :	504 739	283 467 €	

8 Fonds Commercial	Montant	
Eléments achetés		642 584
Eléments réévalués		
Eléments reçus en apport (net de provision)		13 147 364
TOTAL		13 789 948

9 Produits à recevoir	Montant	
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		390 539
Autres créances		9 968
Disponibilités		
TOTAL		400 507

10 Charges à payer	Montant	
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0
Emprunts et dettes financières divers		0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		205 836
Dettes fiscales et sociales		1 813 893
Autres dettes		267 889
TOTAL		2 287 618

11 Charges et produits constatés d'avance	Charges	Produits
Charges/produits d'exploitation	155 241	226 456
Charges/produits financiers		
Charges/produits exceptionnels		
TOTAL	155 241	226 456

Les Charges Constatées d'Avance sont constituées principalement de dépenses, de loyer pour 77 K€, de publicité pour 50 K€ et de charges de location pour 16 K€.

Les produits constatés d'avance sont constitués de maintenances informatiques pour 121 K€ et de contrats en régie forfaitée pour 106 K€.

**12 Detail des
charges et
produits
exceptionnels**

Natures des charges exceptionnelles	31/12/2007	31/12/2006
Pour solde compte personnel		151 080
Pour solde provision moratoire de TVA (pénalités)	56 240	
Régularisation comptes de tiers sur exercices antérieurs	12 583	60 944
VNC des éléments d'actifs corporels et incorporels cédés	9 644	1 201
Divers	2 610	2 439
TOTAL	<u>81 077</u>	<u>215 664</u>

Natures des produits exceptionnels	31/12/2007	31/12/2006
Réduction provision moratoire TVA		150 000
Cession d'élément d'actif	18 000	9 000
Remise pénalités sur contrôle URSSAF		11 959
Remboursement HUMANIS caisse de retraite	3 280	
Pour solde litige avec un fournisseur	5 006	
Reprise provision exceptionnelle - IFA	0	22 500
Divers	3 341	6 719
TOTAL	<u>29 627</u>	<u>200 178</u>

Dégrèvement obtenu du Trésor Public sur moratoire de TVA sur 2007

Reprise provision intérêts sur moratoire de TVA (produits financiers)	183 364
Pénalités sur moratoire de TVA (charges exceptionnelles)	-56 240
<u>Produit constaté sur l'exercice 2007</u>	<u>127 124</u>

13 Composition

du capital social

	01/01/2007	Variation		31/12/2007
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 606 799	9 782		8 616 581
Nombre de titres	8 606 799	9 782	0	8 616 581
Nominal	0,20	0,20	0,20	0,20
Capital en euro	1 721 360	1 956	0	1 723 316

AGM 24/5/2007

Augmentation du capital de 14 023 515 € prélevé sur prime d'émission, de fusion et conversion: 12 688 046 € et autres réserves pour 1335 469 €, suivi d'un réduction de capital de 14 023 515 €

14 Actions Propres

Au 31 décembre 2007, la société UTIgroup possédait :

TITRES DE PARTICIPATIONS	Réalisations	Réalisations
(en nombre d'actions)	31/12/2007	31/12/2006
Détentions à l'ouverture	43 307	43 307
Achats d'actions	118 391	-
Ventes d'actions	-	-
Détentions à la clôture	161 698	43 307
CONTRAT DE LIQUIDITE	Réalisations	Réalisations
(en nombre d'actions)	31/12/2007	31/12/2006
Détentions à l'ouverture	7 230	16 001
Achats d'actions		
Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	69 384	54 843
Ventes d'actions	62 015	63 614
Détentions à la clôture	14 599	7 230

- 161 698 de ses propres actions dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples pour 379 K€, comptabilisées en titres immobilisés ; ces titres sont dépréciés à hauteur de 151 K€ ;
- 14 599 actions dans le cadre du contrat de liquidité permettant la régularisation du cours de bourse pour 22 K€ (au cours moyen de décembre 2007 = 1,49), comptabilisées en valeurs mobilières de

placement. Ces actions ne font l'objet d'aucune dépréciation à la clôture de l'exercice.

15 Options de souscription d'actions

Pas de programme d' options de souscriptions d'actions au 31/12/2007

16 Ventilation du chiffres d'affaires net

Chiffre d'affaires 2007	France	Export	TOTAL
Vente de marchandises	0		0
Prestation de services	16 345 618	13 613	16 359 231
Prestation de services régie forfaitée	3 951 322		3 951 322
Prestation de services forfait	0		0
Prestation de services sous traitance	2 771 292		2 771 292
Prestation de services maintenance	851 769		851 769
Prestation de services formation	167 359		167 359
Activités annexes	-74 236		-74 236
TOTAL	<u>24 013 125</u>	<u>13 613</u>	<u>24 026 737</u>

Chiffre d'affaires 2006	France	Export	TOTAL
Vente de marchandises	9 493		9 493
Prestation de services	17 148 730	13 151	17 161 880
Prestation de services régie forfaitée	1 540 914		1 540 914
Prestation de services forfait	396 813		396 813
Prestation de services sous traitance	2 078 236		2 078 236
Prestation de services maintenance	602 773		602 773
Prestation de services formation	176 988		176 988
Activités annexes	108 063		108 063
TOTAL	<u>22 062 010</u>	<u>13 151</u>	<u>22 075 160</u>

Dont entreprises liées	31/12/2007	31/12/2006
UTI GROUP EST	402 249	220 660
UTI GROUP RHONE ALPES	102 491	62 807
UTI GROUP Luxembourg		0
TOTAL	<u>504 739</u>	<u>283 468</u>

Le chiffre d'affaires export est réalisé en Europe.

17 Autres produits

	2 007	2 006
Taxes prescrites	472 226	
Exédent de provision taxe Formation Professionnelle Continue	122 770	
Litige commercial		94 924
Solde dettes fournisseurs		45 572
Solde dettes sociales		55 101
Produits divers	155	522
TOTAL Autres Produits	595 151	196 119

18 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts	Résultat net après impôt
Résultat courant avant impôt	1 878 271	NEANT	1 878 271
Résultat exceptionnel	(51 450)	NEANT	(51 450)
Résultat de l'exercice	1 913 640	NEANT	1 913 640

Le produit d'impôt constaté en compte de résultat pour 86 K€ correspond à l'Impôt sur les Sociétés de UTI GROUP RHONE ALPES neutralisé par l'intégration fiscale du groupe.

19 Crédit bail

Pas de crédit bail en 2007

Engagements donnés	31/12/2007	31/12/2006
Effets escomptés non échus	0	0
Engagement en matière de retraite (1)	134 310	35 963
<u>Autres engagements donnés :</u>		
Nantissement de 9 993 titres UTI GROUP RHONE ALPES au profit des banques ayant financées l'acquisition	425 171	425 171
Nantissement divers au profit d'établissements financiers	274 400	274 400
Baux immobiliers (2)	4 498 803	1 878 947
Baux mobiliers	185 340	209 021
TOTAL	5 518 024	2 823 502
Dont concernant :		
Les dirigeants		
Les filiales	425 171	425 171
Les participations		
Les autres entreprises liées		
<u>Les engagements assortis de sûretés réelles</u>		

(1) : Charge de retraite supportée au titre de l'exercice : aucun départ à la retraite en 2007.

(2) Baux immobiliers : Nouveau bail à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Dans le cadre du rachat par UTI group des sociétés TMA-RMH, une partie du prix de cession a été payé, aux vendeurs, moyennant 212 340 titres UTI group, avec une clause de garantie de cours à 23,33 euros maximum par action. Cet engagement était assujéti à plusieurs conditions suspensives.

En l'absence de réalisation des conditions requises dans le délai contractuel, les dirigeants d'UTI group ont considéré cet engagement comme caduc. Cependant, les bénéficiaires de la garantie ont assigné UTI group le 22 juillet 2002, en exécution du contrat évoqué supra. La procédure est toujours en cours au 31 décembre 2007.

**21 Accroissement
et allègement de
la dette future
d'impôt**

SITUATION FISCALE LATENTE

	<u>SI LA SOCIETE ETAIT IMPOSEE SEPAREMENT</u>			<u>GROUPE INTEGRE</u>
	A l'ouverture de l'exercice	Variations en résultat de l'exercice	A la clôture de l'exercice	A la clôture de l'exercice
BASES				
Charges à étaler	0	0	0	0
Effort construction	0	0	0	604
Contribution sociale de solidarité	35 379	3 497	38 876	46 525
Déficits fiscaux reportables	10 831 287	-1 792 874	9 038 413	8 238 870
TOTAL	10 866 666	-1 789 377	9 077 289	8 285 999
IMPOTS (taux 33,33 %)				
	A l'ouverture de l'exercice (1)	Variations en résultat de l'exercice (2)	A la clôture de l'exercice (1)	A la clôture de l'exercice (1)
Charges à étaler	0	0	0	0
Effort construction	0	0	0	201
Contribution sociale de solidarité	11 793	1 166	12 959	15 508
Déficits fiscaux reportables	3 610 429	-597 625	3 012 804	2 746 290
TOTAL	3 622 222	-596 459	3 025 763	2 762 000

(1) Créances et produits en solde positif
Dettes et charges en solde négatif

Eléments de taxation éventuels :

Les plus-values en sursis d'imposition sur les éléments non amortissables issues des fusions (ADS, RMH, TMA France et TMA) s'élèvent à 22 618 464 €

L'impôt théorique correspondant s'élève à 7 539 488 €

22 Rémunérations Des dirigeants	Rémunérations* allouées aux membres	Montant
	des organes d'administration	495 051
	des organes de direction	
	des organes de surveillance	

* Avantages en nature inclus

La société n'a pas pris d'engagement de retraite pour ses dirigeants

23 Effectif moyen	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	254	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	10	
Ouvriers		
TOTAL	264	

Au 31 décembre 2007 l'effectif était de 269 salariés.

Au 31 décembre 2006 l'effectif était de 255 salariés.

24 Liste des filiales et participations (1ère partie)

				Brut	Nette
Informations Financières	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
<p>Renseignements détaillés sur chaque titres dont la valeur brute excède 1% du capital de la société</p>					
<p>1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) :</p>					
UTIgroup.Est	38 600	30 813	99,74 %	1 654 603	1 354 603
UTIgroup.Rhone-Alpe:	160 000	413 537	99,94%	3 163 317	1 860 317
<p>2. Participations (entre 10 et 50% du capital détenu) :</p>					
<p>NEANT</p>					

**Liste des filiales et participations
(2ème partie)**

Informations Financières	Avances reçues par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
--------------------------	--	---	--	-----------------------------------	--

Renseignements détaillés sur chaque titres dont la valeur brute excède 1% du capital de la société

1. Filiales (plus 50 % du capital détenu) :

UTIgroup.Est	0	NEANT	2 120 708	228 010	NEANT
UTIgroup.Rhone-Alpes	531 875	NEANT	2 783 605	169 446	199790

2. Participations (entre 10 et 50% du capital détenu) :

NEANT

**25 Proposition
d'affectation du
résultat de
l'exercice**

31 décembre 2007

Origines

Report à nouveau	0
Résultat de l'exercice	1 913 640
Prélèvement sur les réserves	
Autres origines	

Affectations

Affectations aux réserves :	
Réserve légale	57 809
Réserve spéciale des plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions	
Report à nouveau	1 855 831
TOTAL GENERAL	1 913 640

1 913 640

L'assemblée générale des actionnaires restant souveraine.

**26 Evolution des
capitaux propres**

En euros	01/01/2007	affectation du résultat 2006	Augmentations de capital	Réduction de capital	Conversion Obligations BSA	31/12/2007
Capital	1 721 360		14 023 515	-14 023 515	1 956	1 723 816
Primes	15 143 971		-12 688 046		64 087	2 520 012
Réserves	1 449 991		-1 335 469			114 522
Report à nouveau	-15 903 584	1 880 069		14 023 515		
Résultat N-1	1 880 069	-1 880 069				
Résultat N						1 913 640
Capitaux propres	4 291 807	0	0	0	66 043	6 274 438

27 D.I.F (Droit Individuel à la Formation)

Au 31/12/2007 le volume total d'heures (droit acquis) au titre du DIF s'élève à 13 207 heures, se décomposant comme suit :

	En heures
Droits acquis entre le 7/5/04 et le 31/12/2004	2 884
Droits acquis au titre de l'année 2005	4 360
Heures prises au titre du DIF sur 2005	-110
<u>TOTAL des droits n'ayant pas donnés lieu à demande au 31/12/2005</u>	<u>7 134</u>
Droits acquis au titre de l'année 2006	3 264
Heures prises au titre du DIF sur 2006	-967
<u>TOTAL des droits n'ayant pas donnés lieu à demande au 31/12/2006</u>	<u>9 431</u>
Droits acquis au titre de l'année 2007	3 993
Heures prises au titre du DIF sur 2007	-217
<u>TOTAL des droits n'ayant pas donnés lieu à demande au 31/12/2007</u>	<u>13 207</u>

20.2.4 Rapports des commissaires aux comptes sur 2007

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

Rapport général des Commissaires aux Comptes

Société UTIGROUP

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007 sur :

le contrôle des comptes annuels de la société UTIGroup, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
la justification de nos appréciations,
les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les principes de suivi de la valeur des fonds de commerce et des titres de participation sont exposés dans les notes 1.1.1 et 1.2. ainsi que 2.6. et 2.5. de l'annexe. Nous avons apprécié le bien-fondé de la méthodologie retenue, examiné en tant que de besoin la documentation préparée et le caractère raisonnable des modalités retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements, pris en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote et aux participations réciproques vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 4 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Amyot Exco Audit

IGREC

**Membre français de Grant Thornton
International**

Isabelle Hengoat-Fauvel
Associée

Rose Guagliardo
Associée

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Société UTI GROUP

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

1 Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40, L. 225-22-1 et L. 225-42-1 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1.1 Convention de cession de créances avec la société Finant

Personnes concernées : Monsieur Bernard Anthonioz, administrateur de la société UTI GROUP et la société FINANT, actionnaire détenant plus de 10% du capital de la société UTI GROUP.

Nature et modalités : Le conseil d'administration du 26 juin 2007 a autorisé la cession, à sa valeur nominale, par la société UTI GROUP à la société FINANT, d'une créance détenue sur la société ST GROUPE d'un montant de 230 863,27 € TTC.

Le règlement de ce rachat a été réalisé de la façon suivante :

- à hauteur de 230 862,45 €, par remise de 118 391 actions UTI GROUP dont le cours s'élevait à la somme de 1,95 € à la clôture de la séance de bourse du jour de la cession
- et pour un montant de 0,82 euros, en numéraire.

2 Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 Redevance de frais de siège avec UTI GROUP.Est

Modalités : La société UTI GROUP facture à la société UTI GROUP. Est des frais de siège depuis le 1er janvier 2000. Cette redevance correspondait initialement à 1,5% du chiffre d'affaires hors taxes de la filiale et a été portée à 3% du chiffre d'affaires hors taxes à compter du 1er septembre 2002.

Au titre de l'exercice 2007, le produit comptabilisé dans les comptes de la société s'élève à 62 421 € hors taxes.

2.2 Redevance de frais de siège avec UTI GROUP.Rhône-Alpes

Modalités : La société UTI GROUP facture à la société UTI GROUP.Rhône-Alpes des frais de siège depuis le 15 février 2000. Cette redevance correspondait initialement à 1,5% du chiffre d'affaires hors taxes de la filiale et a été portée à 2% du chiffre d'affaires hors taxes depuis le 1er septembre 2002.

Au titre de l'exercice 2007, le produit comptabilisé dans les comptes de la société s'élève à 55 644 € hors taxes.

2.3 Convention de gestion centralisée de trésorerie

Modalités : Le Conseil d'Administration du 26 juin 2001 a autorisé la conclusion d'une convention de gestion centralisée de trésorerie entre la société UTI GROUP et les sociétés UTI GROUP.Est et UTI GROUP.Rhône-Alpes, pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction pour la même période, à compter du 1er juillet 2001. Cette convention ne prévoit aucune rémunération d'UTI GROUP, bien qu'elle en assure la gestion. Les avances sont rémunérées au taux d'intérêt intra-groupe.

Au 31 décembre 2007, UTI GROUP bénéficie d'une avance d'UTI GROUP.Rhône-Alpes pour 531 875 € et d'UTI GROUP. Est pour 4 853 €.

La charge d'intérêts comptabilisée dans ses comptes au titre de ces avances s'élève respectivement à 29 096 € et 2 053 €.

2.4 Convention de compte courant avec Christian Aumard

Modalités : la société UTI Group bénéficie d'avances en compte courant de la part de Monsieur Christian Aumard, rémunérées au taux maximum fiscalement déductible.

Le compte courant de Monsieur Christian Aumard présente un solde de 1 992 616 € à la clôture de l'exercice. La charge d'intérêt prise en compte au titre de l'exercice 2007 s'élève à 104 473 €.

2.5 Convention de compte courant avec Patrick Quennet

Modalités : la société UTI Group bénéficie d'avances en compte courant de la part de Monsieur Patrick Quennet, rémunérées au taux maximum fiscalement déductible.

Le compte courant de Monsieur Patrick Quennet présente un solde de 186 150 € à la clôture de l'exercice. La charge d'intérêt prise en compte au titre de l'exercice 2007 s'élève à 8 967 €.

2.6 Convention d'intégration fiscale entre les sociétés UTI Group, UTI Group Rhône-Alpes et UTI Group Est

Modalités : Depuis le 1er janvier 2003, le groupe formé par les sociétés UTI Group (société mère), UTI Group. Est et UTI Group Rhône-Alpes (filiales) a décidé d'opter pour le régime d'intégration fiscale, conformément à l'article 223 A du Code général des impôts. Il est retenu le principe de neutralité visant à faire constater provisoirement l'économie d'impôt chez la société Mère UTI Group.

2.7 Convention de domiciliation entre les sociétés UTI Group et Law Informatique

Modalités : La société UTI Group fournit gracieusement à la société Law Informatique une domiciliation dans ses locaux sis 68 avenue de Villiers 92300 Levallois Perret, lui permettant ainsi d'y établir son siège social. La convention a débuté au 1er septembre 2003 et est conclue pour une durée indéterminée sans pouvoir excéder la durée du bail principal conclu entre la société UTI Group et la SCI Fructipierre, propriétaire des locaux.

Paris, le 4 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Amyot Exco Audit
Membre Français de Grant Thornton
International

I G R E C

Isabelle Hengoat-Fauvel
Associée

Rose Guagliardo
Associée

20.3 COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2007

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure trois grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

Activité du Groupe sur les 3 derniers exercices	2007	2006	2005
Délégation de personnel	93 %	89 %	89 %
Intégration de systèmes	4 %	8 %	7 %
Editeur / Distribution de Progiciel	3 %	3 %	4 %

La délégation de personnel est réalisée dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les Sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens (contrairement aux contrats au forfait pour lesquels une obligation de résultat est requise).

L'ingénierie et l'intégration de systèmes est réalisée dans le cadre de contrats au forfait avec mise à disposition d'informaticiens et de leur encadrement pour la réalisation d'un projet dans lequel UTI Group ou l'une de ses filiales est tenue par une obligation de résultat. Ces opérations font l'objet d'une comptabilisation à l'avancement avec reporting mensuel et document de situation trimestriel. Le cas échéant les contrats au forfait déficitaires donnent lieu à la constatation d'une provision. Un contrôle de cohérence est opéré chaque fin de mois par le contrôle de gestion avec les éléments de suivi permanent fournis par le responsable du projet et les éléments comptables issus du contrat.

Le progiciel consiste à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le Groupe UTI GROUP, qui est présent en région parisienne, dans l'Est de la France, dans la région lyonnaise et également à l'étranger avec des implantations au Luxembourg et en Suisse se compose, des sociétés suivantes :

- **Union Technologies Informatique Group**
(UTI GROUP.) Société mère du Groupe
Société Anonyme au capital de 1 723 316.20 €
- **Union Technologies Informatique Group. Est**
(UTIGROUP. Est)
Société Anonyme au capital de 38 600 €
- **Union Technologies Informatique Group. Luxembourg**
(UTIGROUP. Luxembourg)
Société à Responsabilité Limitée au capital de 12 500 €
- **Union Technologies Informatique Group. Rhône Alpes**
(UTIGROUP. Rhône-Alpes)
Société Anonyme au capital de 160 000 €

Le Groupe a établi des comptes consolidés pour la première fois au titre de l'exercice 1999, suite à l'inscription de ses titres sur le marché libre de la Bourse de Paris, intervenue le 3 novembre 1999.

Les états financiers du Groupe au 31 décembre 2007 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 25 mars 2008.

Nota

Les éléments chiffrés présentés dans les états financiers sont en milliers d'euros, sauf indication contraire.

20.3.1 BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2007

1 - BILAN

	<i>note</i>	31/12/2007	31/12/2006
en milliers d'euros			
Actif			
Actifs non courants			
Immobilisations corporelles	6		
Valeur brute		838	808
Amortissement cumulé		742	693
		96	115
Immobilisations incorporelles	6	5	2
Goodwill	5	16 178	15 888
Immobilisations financières	6	350	343
Impôts différés actifs	23	1 993	1 195
Total des actifs non courants		18 622	17 543
Actifs courants			
Avances et acomptes versés sur commande			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 734	2 560
Autres créances et comptes de régul.	7	712	1 062
Disponibilités	8	1 150	780
Total des actifs courants		3 596	4 402
Total de l'actif		22 218	21 945

	<i>note</i>	31/12/2007	31/12/2006
Passif			
Capitaux propres			
Capital-actions	9	1 723	1 721
Primes	10	2 525	15 149
Réserves consolidées	10	361	-14 326
Résultat consolidé		2 877	2 256
Total des capitaux propres (part Groupe)		7 486	4 800
Intérêts minoritaires		1	
Capitaux Propres		7 487	4 800
Passifs non courants			
Provisions	11-12	919	640
Dettes financières	13	1 728	3 098
Autres dettes à long terme			
Impôts différés passifs			
Total des passifs non courants		2 647	3 738
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		12	12
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 441	1 685
Autres dettes et comptes de régul.	13	8 990	9 698
Dettes financières à court terme	13	1 641	2 012
Total des passifs courants		12 084	13 407
Total du passif étranger		14 731	17 145
Total du passif		22 218	21 945

20.3.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2007

note 31/12/2007 31/12/2006

en milliers d'euros

Chiffre d'affaires net	16	28 253	26 836
Achats consommés		-61	-110
Achats d'études et de prestations de services		-2 768	-2 002
Autres achats et charges externes		-2 906	-3 315
Impôts et taxes		-669	-790
Charges de personnel	17	-19 701	-18 752
Dotations aux amortissements	18	-64	-125
Dotations aux provisions nettes des reprises		-314	189
Autres produits et charges d'exploitation	19	541	168
Résultat opérationnel courant		2 311	2 099
Autres produits opérationnels	20	0	0
Autres charges opérationnelles	20	0	0
Résultat opérationnel		2 311	2 099
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		184	1
Coût de l'endettement financier brut	21	-467	-428
Coût de l'endettement financier net		-283	-427
Autres produits et charges financiers	22	52	18
Résultat avant impôts des activités ordinaires		2 080	1 690
Charge d'impôts sur le résultat	23	798	567
Résultat global		2 878	2 257
Intérêts minoritaires		1	1
Résultat net de l'exercice		2 877	2 256
Résultat par action			
<i>Résultat de base par action</i>	24	0,34	0,27
<i>Résultat dilué par action</i>	24	0,33	0,26

20.3.3 ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaire s	Capitaux propres
SITUATION AU 1er JANVIER 2006	1 671	14 627	-16 329	2 144	2 113	-1	2 112
MOUVEMENTS							
Affectation en réserves			2 144	-2 144	0		
Résultat consolidé de l'exercice				2 256	2 256		
Augmentation du capital	50	522			572		
Incidence de l'actualisation des prêts			-133		-133		
Variations diverses			-8				
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2006	1 721	15 149	-14 326	2 256	4 800	0	4 800
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2006	1 721	15 149	-14 326	2 256	4 800	0	4 800
MOUVEMENTS							
Affectation en réserves			2 256	-2 256	0		0
Résultat consolidé de l'exercice				2 878	2 877	1	2 878
Augmentation du capital (1) et (2)	14 026	-12 624	-1 335		67		
Réduction du capital (3)	-14 024		14 023		-1		
Incidence variation emprunt obligataire			-10		-10		
Variations diverses			-10		-10		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-237		-237		
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2007	1 723	2 525	361	2 878	7 486	1	7 487

(1): AGM 24/5/2007

* augmentation du capital de 14 023 515 € prélevé sur prime d'émission, de fusion et conversion: 12 688 046 € et autres réserves pour 1 335 469 €

(2) * augmentation de capital sur conversions OC et levées de BSA: augmentation de capital de 1956 € et primes de conversion et émission pour 64 087 €

(3): AGM 24/5/2007

* réduction de capital par apurement des pertes pour un montant de 14 023 515 €

20.3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

31/12/2007 31/12/2006

en milliers d'euros

note

A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE			
<i>Capacité d'autofinancement</i>			
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)		2 877	2 257
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)		234	-81
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	22	142	11
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>		3 253	2 187
Coût de l'endettement financier net	21	283	427
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	23	-798	-567
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>		2 738	2 047
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	26	-546	-716
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE		2 192	1 331
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décassements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	6	-221	-69
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles		28	22
Variation des prêts et avances consentis	6	-54	-61
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		-247	-108
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital	25	62	147
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Rachats et reventes d'actions propres	9	0	17
Sommes reçues des actionnaires en compte courant		0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		0	0
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	13	-862	-382
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	21	-283	-427
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		-1083	-645
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
FLUX NET DE TRESORERIE		862	578
Trésorerie au 1er Janvier	26	258	-320
Flux nets de l'exercice	26	862	578
Trésorerie à fin de période	26	1120	258

**COMPTES CONSOLIDÉS
ETABLIS AU 31 DECEMBRE 2007
NOTES AUX ETATS FINANCIERS**

GENERALITES

NOTE 1 – FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 – CROISSANCE EXTERNE

UTIGROUP. a repris le fonds de commerce de EAC Corporation, par un jugement du Tribunal de commerce de Bobigny en date du 20/06/2007, pour un montant de 290 K€.

Cette opération permet à UTIGROUP. d'intensifier sa présence auprès des grands comptes et d'ouvrir une nouvelle offre stratégique.

Cette croissance externe vient renforcer la croissance organique du groupe et permet d'assurer un fort effet de synergie.

EAC Corporation est une SSII spécialisée dans le domaine de la Monétique, des moyens de paiement et de la sécurisation des transactions.

EAC Corporation possède un savoir faire sur les filières bancaires autorisation, compensation, front et back office, acceptation, émission, y compris sur des systèmes complexes à fortes contraintes ou bien des nouvelles technologies (mobilité, fidélité, EMV, CRM, sans contact, ...)

1.2 – CONTROLES FISCAL ET SOCIAL

UTI GROUP a fait l'objet d'un contrôle fiscal au cours du premier semestre qui a porté sur les exercices 2004 et 2005. Les conclusions de ce contrôle fiscal n'ont pas eu d'incidence sur le résultat de la période.

UTI GROUP a fait l'objet d'un contrôle URSSAF sur le deuxième semestre pour les exercices 2004, 2005 et 2006. Ce contrôle a aboutit à un redressement de 26 K€.

1.3 – CERTIFICATION ISO 9001

Suite à la démarche de qualité entreprise en 2006, le Groupe a obtenu la certification ISO 9001 : 2000 pour « l'Assistance Technique Informatique » en novembre 2006.

En 2007, cette certification a été renouvelée par l'AFAQ pour une durée d'un an. 1.3 – Certification ISO 9001

1.4 – AUGMENTATION REDUCTION DE CAPITAL

L'assemblée générale d'UTI GROUP du 23/05/2007 a affecté le résultat au 31/12/2006 au compte report à nouveau, puis décidé une augmentation de capital de 14 023 515 par incorporation de réserves suivi d'une réduction de capital du même montant pour amortir les pertes affectées au compte report à nouveau.

1.5 – RESTRUCTURATION DE LA DETTE FINANCIERE : RESPECT DU PROTOCOLE DE JUIN 2005

La signature le 16 juin 2005 d'un protocole prévoyant l'entrée au capital de la Société FINANT SAS, société holding contrôlée par Bernard ANTHONIOZ ayant des participations dans le secteur de l'informatique, pour 1 million d'euros en numéraire (nominal et prime d'émission) par voie

d'augmentation de capital ainsi que le rééchelonnement des concours bancaires court et moyen terme de la Société UTI GROUP.

Ce protocole prévoyait par ailleurs la transformation de tous les concours bancaires court terme de la Société UTI GROUP en concours moyen terme avec une franchise de remboursement de capital jusqu'au 30/06/2006 suivie d'un échelonnement des remboursements sur une période de 42 mois, soit jusqu'au 31/12/2009. Les concours moyen terme de la Société UTI GROUP. ont été, quant à eux, rééchelonnés avec une échéance commune fixée au 31 décembre 2009 et une franchise de remboursement du capital pour l'ensemble de ces concours jusqu'au 30 juin 2006.

Au 31/12/2007, la société UTI Group a respecté les échéances de ce protocole.

Par ailleurs, la société a obtenu, en octobre 2007, un dégrèvement des majorations et intérêts de retard dus au titre du moratoire de TVA obtenu en 2004. Ce dégrèvement a un impact sur le résultat de l'exercice de 127 K€ :

NOTE 2 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun

NOTE 3 – PRINCIPES COMPTABLES

3.1 – PRINCIPES DE CONSOLIDATION

En application du règlement n° 1606-2002 du Conseil Européen adopté le 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2007 ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières résultent de l'application de toutes les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne d'application obligatoire au 31 décembre 2007.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2007 sont les suivants :

- IFRS 7, Instruments financiers: Information à fournir
- Amendement à IAS 1 : présentation des états financiers – information à fournir sur le capital
- IFRIC 7 – information financière dans les économies hyperinflationnistes
- IFRIC 8, Champ d'application de la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions
- IFRIC 9, Réévaluation des dérivés incorporés
- IFRIC 10, Etats financiers intermédiaires et perte de valeur

A la date d'arrêt des états financiers ci-joints, les normes et interprétations suivantes étaient émises mais pas encore entrées en vigueur :

- IAS 1 révisée : - présentation des états financiers
- IAS 23 : amendement de la norme IAS 23, coûts d'emprunts
- IFRS 8 : segments opérationnels
- IFRIC 14 : actifs de régime à prestations définies et obligations et financement minimum

- IFRIC 13 : programme de fidélisation des clients
- IFRIC 12 : concessions de services
- IFRIC 11 : actions propres et transactions intra-groupe

Le groupe UTIGroup mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Recours à des estimations :

La préparation des états financiers selon les normes IFRS implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants figurant en produits et en charges de l'exercice. Le Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience passée et divers autres facteurs jugés raisonnables pour estimer la valeur comptable des actifs et passifs. Les résultats réalisés peuvent donc différer significativement de ces estimations lorsque des circonstances ou des hypothèses différentes trouvent à s'appliquer.

Ces estimations concernent essentiellement les tests de valeur sur les actifs.

Nature et valeur nette des éléments concernés	31/12/2007	31/12/2006
Goodwill	16 178	15 888
Impôts différés actifs	1 993	1 195

3.2 – METHODES DE CONSOLIDATION

Toutes les entités dans lesquelles la SA UTIGroup. exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

Les comptes annuels des entités consolidées sont retraités afin de présenter un ensemble homogène. Toutes les transactions significatives ainsi que les éléments réciproques entre les entités du groupe ont été éliminés.

Goodwill

La valorisation du goodwill est effectuée sur la base des flux nets de trésorerie futurs générés par l'exploitation. Les hypothèses utilisées comprennent l'estimation des flux futurs de trésorerie ainsi qu'un taux d'actualisation.

Impôts différés actifs

L'impôt différé est calculé, selon la méthode du report variable, sur les différences temporelles existant entre les bases fiscales des actifs et passifs et leur valeur figurant dans les comptes consolidés, en utilisant les taux d'imposition applicables ou raisonnablement estimés comme devant être applicables à la date à laquelle ces différences temporelles sont supposées se résorber.

3.3 – CONVERSION DES COMPTES EXPRIMES EN DEVISES

Les entités constituant le Groupe établissent leurs comptes en euros et n'effectuent aucune opération en devise.

3.4 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes.

Le Groupe assure 3 grands types de prestations dont le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Délégation de personnel	93 %	89 %
Intégration de systèmes	4 %	8 %
Editeur / Distribution de Progiciel	3 %	3 %

Des **contrats de régie** sont utilisés pour la délégation du personnel et des **contrats au forfait** sont utilisés pour l'intégration de systèmes.

La délégation de personnel est réalisée dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les Sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens (contrairement aux contrats au forfait pour lesquels une obligation de résultat est requise).

L'ingénierie et l'intégration de systèmes est réalisée dans le cadre de contrats au forfait avec mise à disposition d'informaticiens et de leur encadrement pour la réalisation d'un projet dans lequel UTI GROUP ou l'une de ses filiales est tenue par une obligation de résultat. Ces opérations font l'objet d'une comptabilisation à l'avancement avec reporting mensuel et document de situation trimestriel. Le cas échéant les contrats au forfait déficitaires donnent lieu à la constatation d'une provision. Un contrôle de cohérence est opéré chaque fin de mois par le contrôle de gestion avec les éléments de suivi permanent fournis par le responsable du projet et les éléments comptables issus du contrat.

Le progiciel consiste à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Suite aux acquisitions de MCM et du groupe TMA-RMH, le Groupe est devenu éditeur de progiciels outils (exemple : SPOOL MANAGER gestion du spool) et de progiciels applicatifs (exemple : NETT400 gestion d'une société de nettoyage, EDI-ONE gestion des éditeurs de livres).

Par ailleurs, le Groupe a continué le développement du progiciel «OPTIMA» destiné aux OPCA.

Reconnaissance des revenus

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux.

Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Les résultats sur les travaux réalisés au forfait sont appréhendés en fonction de l'avancement des projets concernés.

Ces contrats ne font pas l'objet d'une facturation d'avance et sont facturés et comptabilisés à l'obtention d'un procès verbal de recettes fourni par le client.

3.5 – GOODWILL

Le Goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ».

Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3.8 « *Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé* ».

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » du compte de résultat.

3.6 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » du compte de résultat.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charge. Le groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 31 décembre 2007.

3.7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur brute

Conformément à la norme IAS 16 « *Immobilisations corporelles* », la valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue.

La valeur brute des immobilisations corporelles ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations. Les subventions d'équipement sont enregistrées en déduction de la valeur brute des immobilisations au titre desquelles elles ont été reçues.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf ceux engagés pour une augmentation de productivité ou la prolongation de la durée d'utilité du bien.

Amortissements

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction, le cas échéant, d'une valeur résiduelle.

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

- | | |
|--|------------|
| - Installations générales : | 5 à 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique : | 1 à 5 ans |
| - Mobilier : | 2 à 5 ans |
| - Matériel de transport : | 2 à 5 ans |

3.8 – DEPRECIATION DES ELEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE

Selon la norme IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le Groupe aux écarts d'acquisition.

Il n'existe pas d'indice de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles intervenu durant l'exercice 2007.

Concernant le goodwill, un test de dépréciation a été effectué afin d'ajuster éventuellement la dépréciation relative à cet élément. Le détail ainsi que les résultats de ce test sont explicités en note 5.

3.9 – ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'ensemble des passifs financiers détenus est comptabilisé au coût amorti.

3.10 – INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette.

L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

3.11 – IMPOTS

Conformément à la norme IAS 12 « *Impôts sur le résultat* », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Le taux utilisé est le taux d'imposition applicable ou raisonnablement estimé à la date à laquelle ces différences temporelles sont supposées se résorber.

Les actifs nets d'impôts différés ne sont pas constatés lorsque leur réalisation future présente un caractère non probable.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.12 – PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions figurant au passif du bilan sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

3.13 – AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées a été comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante cinq ans,
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

3.14 – TITRES D'AUTOCONTROLE

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

3.15 – PLANS DE SOUSCRIPTION D'ACHAT D' ACTIONS

Le 8 octobre 1999 un plan concernant des options de souscription d'actions a été mis en place au profit des dirigeants et de certains salariés du groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIgroup. dans la limite de 3 % du capital.

La norme IFRS 2 « *Paiement en actions et assimilés* » n'étant pas obligatoire mais seulement encouragée si les instruments de capitaux propres sont octroyés au plus tard le 07/11/2002, ces instruments n'ont pas fait l'objet de retraitements.

Depuis le 31/12/2006 tous les plans sont caducs.

3.16 – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires (options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions).

NOTE 4 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale et aucune variation de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice 2007.

Le périmètre de consolidation peut être schématisé comme suit :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIgroup 68, rue de Villiers 92532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SA UTIgroup Est rue du Dépôt 13, parc de l'Europe 67207 Niederhausbergen	99,74%	99,74%
SARL UTIgroup Luxembourg 400 route d'Esch L-1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SA UTIgroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69006 Lyon	99,94%	99,94%

BILAN - ACTIF

NOTE 5 – GOODWILL

5.1 – DÉTAIL DES GOODWILLS FIGURANT À L'ACTIF

Valeurs brutes	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Goodwill TMA	14 418			14 418
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Fonds de commerce - éléments non identifiables	633			633
	18 129	-	-	18 129
Dépréciations	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Goodwill TMA	-1 530			-1 530
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
Fonds de commerce - éléments non identifiables	-19			-19
	-2 241	-	-	-2 241
Valeur nette	15 888	-	-	15 888

Valeurs brutes	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Goodwill TMA	14 418			14 418
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
Fonds de commerce - éléments non identifiables	633			633
Fonds de commerce - EAC CORPORATION		290		290
	18 129	290	-	18 419
Dépréciations	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Goodwill TMA	-1 530			-1 530
Goodwill UTIgroup. Rhones-Alpes	-115			-115
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
Fonds de commerce - éléments non identifiables	-19			-19
	-2 241	-	-	-2 241
Valeur nette	15 888	290	-	16 178

5.2 – SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION DES GOODWILLS AU COURS DE L'EXERCICE

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
1er janvier 2006	18 129	2 241	15 888
Perte de valeur (dépréciations)		-	-
31 décembre 2006	18 129	2 241	15 888
Perte de valeur (dépréciations)		-	-
31 décembre 2007	18 419	2 241	16 178

5.3 – DÉPRÉCIATION DES GOODWILLS

Les Goodwills font l'objet de tests de valeur au moins une fois par an. Une dépréciation exceptionnelle est comptabilisée lorsque leur valeur recouvrable devient durablement inférieure à leur valeur comptable.

Par ailleurs, les principes suivis par le Groupe pour réaliser les tests de valeur sur ses actifs sont conformes aux principes énoncés par IAS 36 révisée, « *Dépréciation d'actifs* ».

Le montant net des goodwill s'élève à 16 178 K€ à la clôture de l'exercice 2007.

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flows générés par l'activité pour les quatre prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

Le taux d'actualisation avant prise en compte des impôts retenu est de 11 % pour 2007 et 2006 contre 16,68 % en 2005, en référence au marché, au redressement du secteur et en particulier à l'évolution de la situation financière de la société conduisant notamment à minorer le taux de risque spécifique retenu en 2005.

Le taux de croissance à l'infini est de 2% en 2007 et 2006, contre 0 en 2005, en relation avec le marché.

Le calcul de la juste valeur au 31 décembre 2007, comme en 2006 et 2005, n'a pas conduit à une dépréciation complémentaire.

NOTE 6 – IMMOBILISATIONS

6.1 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	495	9		504
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-493	-6		-499
Valeur nette	2	3	0	5

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	937	5	447	495
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-900	-46	-453	-493
Valeur nette	37	-41	-6	2

6.2 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	808	49	19	838
	808	49	19	838
Amortissements				
Matériel et outillage	0			-
Autres immobilisations corporelles	-693	-58	-9	-742
	-693	-58	-9	-742
Valeur nette	115	-9	10	96

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Valeur brute				
Matériel et outillage	3		3	-
Autres immobilisations corporelles	892	54	138	808
	895	54	141	808
Amortissements				
Matériel et outillage	-3		-3	-
Autres immobilisations corporelles	-734	-85	-126	-693
	-737	-85	-129	-693
Valeur nette	158	-31	12	115

6.3 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Valeur brute				
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	185	55	51	189
Dépôts et cautionnements	141	13	10	144
	343	68	61	350
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	343	68	61	350

Valorisation des prêts accordés dans le cadre de la participation à l'effort construction

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans).

Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée des prêts au 31 décembre 2007 sont les suivantes :

- la durée restant à courir est calculée à compter de la date d'octroi du prêt ;
- le taux d'actualisation retenu est le taux moyen des emprunts d'Etat (4,41 %).

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 189 K€ au 31 décembre 2007.

La variation de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Valeur brute				
Participations non consolidées	17			17
Prêts au personnel et autres	290	62	167	185
Dépôts et cautionnements	144	10	13	141
	451	72	180	343
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	451	72	180	343

NOTE 7 – CREANCES

7.1 – DETAIL DES CREANCES CLIENTS

	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients	2 033	2 737
Provisions pour créances douteuses	-460	-426
Comptes de régularisation rattachés	161	249
Total	1 734	2 560

7.2 – DETAIL DES AUTRES CREANCES

	31/12/2007	31/12/2006
Personnel et comptes rattachés	64	68
Créances sur organismes sociaux	-	-
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	4	4
Créances sur l'Etat - TVA	241	334
Autres créances d'exploitation	403	656
Autres créances diverses	-	-
Total	712	1 062

7.3 – ECHEANCIER DES CREANCES

	31/12/2007	2008	2009	2010	Années ultérieures
Créances clients	1 734	1 734			
Autres créances	712	712			
TOTAL	2 446	2 446	-	-	-

	31/12/2006	2007	2008	2009	Années ultérieures
Créances clients	2 560	2 560			
Autres créances	1 062	1 062			
TOTAL	3 622	3 622	-	-	-

7.4 – EVOLUTION DES PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Provision sur créances clients	426	45	11	460
Provision sur autres créances	-	-	-	-
TOTAL	426	45	11	460

	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Provision sur créances clients	431	22	27	426
Provision sur autres créances	-	-	-	-
TOTAL	431	22	27	426

NOTE 8 – TRESORERIE

Le solde présenté au bilan sous la rubrique « Disponibilités » ne comprend que les liquidités en comptes courants bancaires.

BILAN - PASSIF

NOTE 9 – CAPITAUX PROPRES

9.1 – COMPOSITION DU CAPITAL

Le capital au 31 décembre 2007 est de 1 723 316 €, divisé en 8 616 581 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2007	Variation		31/12/2007
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 606 799	9 782		8 616 581
Nombre de titres	8 606 799	9 782	0	8 616 581
Nominal	0,20	0,20	0,20	0,20
Capital en euro	1 721 360	1 956	0	1 723 316

AGM 24/5/2007

Augmentation du capital de 14 023 515 € prélevé sur prime d'émission, de fusion et conversion: 12 688 046 € et autres réserves pour 1335 469 €, suivi d'un réduction de capital de 14 023 515 €

Nombre de titres susceptibles d'avoir un impact sur le capital

	01/01/2007	Variation		31/12/2007
		Augmentation	Réduction	
Bons de souscription d'actions	28 834	11 904	6 806	33 932
Obligations convertibles en actions	34 646		2 976	31 670

9.2 – OPTIONS D’ACHAT D’ACTIONS PAR CERTAINS SALARIES

La norme IFRS 2 « Paiement en actions et assimilés » n’étant pas obligatoire mais seulement encouragée si les instruments de capitaux propres sont octroyés au plus tard le 07/11/2002, ces instruments n’ont pas fait l’objet de retraitements.

Caractéristiques des plans

L’Assemblée Générale du 8 octobre 1999 dans sa 13ème résolution et en application des dispositions des articles L 225-177 à L 225-183 du Code de commerce, a autorisé le Conseil d’Administration à consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants sociaux – ou à certains d’entre eux – de la Société et des sociétés qui lui sont liées, dans les conditions définies par l’article L.225-180 dudit Code, des options donnant droit à la souscription d’actions nouvelles de la Société à émettre à titre d’augmentation de capital.

L’autorisation a été donnée au Conseil d’Administration pendant une durée de 5 années à compter de l’inscription de la Société au marché libre non réglementé, intervenue pour mémoire le 3 novembre 1999.

Le nombre d’actions à émettre au titre d’augmentation(s) de capital résultant de la levée de telles options ne peut être supérieur à 3 % du capital social.

Le prix de souscription des actions a été fixé par l’assemblée à 95 % de la moyenne des cours cotés aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Le nombre d’actions auxquelles pourront souscrire les personnes remplissant les conditions est fixé par le Conseil d’Administration. Aucun détenteur de plus de 10 % du capital de la Société ne peut bénéficier d’options de souscription.

Par décision du Conseil d’Administration en date du 7 février 2001, il a été décidé, afin de permettre l’attribution d’options de souscription à de nouveaux dirigeants et salariés du Groupe, de modifier les conditions d’attribution des options de souscription d’actions retenues dans les plans précédents.

Il résulte de ces modifications que les options de souscription créées sont exclusivement réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société ou du Groupe qui remplissent les conditions suivantes :

- être cadre ou mandataire social de la Société ou de ses filiales détenues à plus de 85 %,
- être présent dans l’entreprise depuis plus de 6 mois.

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION								
Plans autorisés par l’assemblée générale du 8 octobre 1999								
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d’exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options restantes	Date limite de levées
Plan n° 3 du 1 ^{er} octobre 2001	36 000	2,68 euros	1 Salarié pour 18000 options et 1 Mandataire pour 18 000 options	1 ^{er} octobre 2001	0	36 000	0	30-sept-06
Plan n° 4 du 13-févr-02	9 000	1,37 euros	Salarié	13-févr-02	9 000	0	0	12-févr-07
TOTAL	45 000				9 000	36 000	0	

L'exercice, le 30 août 2006, de 9 000 options s'est traduit dans les comptes par une augmentation de capital d'un montant de 1800 € et par une augmentation du compte de primes d'émission pour un montant égal à 10 530 €. Les autres options arrivant à échéance au 30 septembre 2006 n'ont pas été exercées au 31 décembre 2006 et ont donc été annulées.

Le dernier plan mis en œuvre est caduc depuis février 2007.

9.3 – TITRES D'AUTOCONTROLE

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIgroup S.A. ont été rachetées par le groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	Réalisations 31/12/2007	Réalisations 31/12/2006
Détentions à l'ouverture	43 307	43 307
Achats d'actions	118 391	-
Ventes d'actions	-	-
Détentions à la clôture	161 698	43 307
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	Réalisations 31/12/2007	Réalisations 31/12/2006
Détentions à l'ouverture	7 230	16 001
Achats d'actions		
Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)	69 384	54 843
Ventes d'actions	62 015	63 614
Détentions à la clôture	14 599	7 230

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

NOTE 10 – PRIMES ET RESERVES CONSOLIDEES (PART GROUPE)

10.1 – DETAIL DES PRIMES

Les différents éléments constituant les primes sont les suivants :

DETAIL DES PRIMES	31/12/2007	31/12/2006
Prime d'émission	0	5 367
Prime de fusion	0	46
Prime de conversion (y compris le retraitement de l'emprunt obligataire)	2 191	9 403
Prime de conversion BSA	334	333
TOTAL	2 525	15 149

Variation Prime d'émission et Prime de conversion entre 2007 et 2006 : ces deux postes de réserves ont participé à l'augmentation de capital par incorporation de réserves de 14 023 515 € qui a été suivie d'une réduction de capital du même montant par compensation du report à nouveau débiteur. (Voir note 10.2)

Voir note 1.4 Augmentation Réduction de capital.

10.2 – DETAIL DES RESERVES

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES RESERVES	31/12/2007	31/12/2006
Autres réserves	361	1 578
Report à nouveau	0	-15 904
TOTAL	361	-14 326

Voir note 10-1 et 1-4.

NOTE 11 – PROVISIONS

11.1 – DETAIL DES PROVISIONS

	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Provision pour litiges prud'homaux	363	266	108	521
Provision pour litiges commerciaux	226	-	-	226
Provision pour risques et charges divers	12	16	4	24
Total provisions pour risques et charges	601	282	112	771
Provision pour engagements sociaux	39	109		148
Total provisions au passif	640	391	112	919

	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
Provision pour litiges prud'homaux	535	78	250	363
Provision pour litiges commerciaux	232		6	226
Provision pour risques et charges divers	77		65	12
Total provisions pour risques et charges	844	78	321	601
Provision pour engagements sociaux	21	18		39
Total provisions au passif	865	96	321	640

Depuis 2002, un litige oppose la société à un client au titre de prestations réalisées au forfait. Dans le cadre de ce litige, la société a demandé en justice la nomination d'un expert. Une provision a été constituée en fonction de l'estimation des risques potentiels encourus (226 K€). Un rapport d'expertise a été émis fin décembre 2005 et l'audience a eu lieu le 28/01/2008. Le jugement devrait être rendu le 28/03/2008.

Par ailleurs, dans le cadre du rachat par UTI group des sociétés TMA-RMH, une partie du prix de cession a été payé, aux vendeurs, moyennant 212 340 titres UTI group, avec une clause de garantie de cours à 23,33 euros maximum par action. Cet engagement était assujéti à plusieurs conditions suspensives. En l'absence de réalisation des conditions requises dans le délai contractuel, les dirigeants d'UTI group ont considéré cet engagement comme caduque. Cependant, les bénéficiaires de la garantie ont assigné UTI group le 22 juillet 2002, en exécution du contrat évoqué supra. L'affaire est toujours pendante devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

En outre, la société est également en litige avec les anciens dirigeants et animateurs de sa filiale UTI group Est. La société avait intenté une action devant une juridiction pénale à l'encontre de ces personnes qui bloquait le civil en l'état. La juridiction pénale a rendu un jugement de non-lieu en 2007 et l'affaire au civil devrait reprendre son cours en 2008.

11.2 – EVALUATION DES PROVISIONS

Les provisions figurant au passif sont destinées à couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours au 31 décembre 2007 rendent probables. Elles sont évaluées en fonction de l'estimation de sortie probable de ressources.

11.3 – REPRISES DE PROVISIONS NON UTILISEES

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	31/12/2007	31/12/2006
Provision pour litiges prud'homaux	2	67
Provision pour litiges commerciaux	-	6
Provision pour risques et charges divers	4	19
Total des reprises non utilisées	6	92

NOTE 12 – ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET ASSIMILES

12.1 – DETAIL DES ENGAGEMENTS DE RETRAITES

	01/01/2007	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
UTI Group S.A.	36	98	-	134
UTI Group Rhône-Alpes	2	8	-	10
UTI Group Est	1	3	-	4
UTI Group Luxembourg	-	-	-	-
Total des engagements	39	109	-	148

	01/01/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2006
UTI Group S.A.	21	15	-	36
UTI Group Rhône-Alpes	-	2	-	2
UTI Group Est	-	1	-	1
UTI Group Luxembourg	-	-	-	-
Total des engagements	21	18	-	39

La variation nette de l'exercice est enregistrée en compte de résultat dans le poste « *Dotations aux provisions nettes des reprises* »

12.2 – HYPOTHESES RETENUES ET MODALITES DE CALCUL

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/12/2007	31/12/2006
Age de retraite considéré	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	4,56%	4,03%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	20,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	20,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	3,00%
Taux annuel de progression des salaires (30 à 39 ans)	3,00%	3,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres au pays.

Les variations d'hypothèses entre 2007 et 2006 ont eu un impact net d'impôt sur les sociétés de -73 K€ sur les comptes consolidés de l'exercice.

En 2007, aucun versement d'indemnité de départ à la retraite n'a été effectué.

NOTE 13 – PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

13.1 – RENEGOCIATION DES CONCOURS BANCAIRES

En date du 16 juin 2005, un protocole d'accord a été signé entre le Groupe et les établissements financiers, modifiant l'échéance des concours court terme, d'une part, et des concours moyen terme, d'autre part.

Accord concernant les concours court terme

Il est tout d'abord rappelé que les concours court terme sont constitués des natures de concours suivants : découverts autorisés et facilités de caisse.

Les banques et établissements financiers concernés par ces dispositions sont la Caisse d'Epargne, la NSME et la Société Générale.

Il est précisé que les concours court terme sont ceux consentis par les banques et établissements financiers à la date d'ouverture du premier mandat ad hoc en date du 8 juillet 2004. Ce montant s'élève pour chacun des établissements financiers concernés à 762 K€, pour un montant total de concours court terme égal à 2 286 K€.

Selon les conditions prévues au protocole, les banques et établissements financiers ont consolidé les concours court terme accordés au Groupe en concours moyen terme dont la durée expirera le 31 décembre 2009.

Les banques et établissements financiers ont, par ailleurs, consenti une franchise sur le remboursement du capital de ces nouveaux concours moyen terme expirant le 30 juin 2006.

A l'issue de cette période de franchise, le remboursement de ces concours moyen terme sera échelonné sur une durée de 42 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2009.
Les intérêts sur ces concours moyen terme seront payés au taux fixe de 4,5% suivant une périodicité trimestrielle.

Accord concernant les concours moyen terme

Il est d'abord rappelé que les concours moyen terme sont constitués des natures de concours suivants : tous les concours, autres que ceux visés précédemment et d'une durée initiale supérieure à un an.

Les banques et établissements financiers concernés sont les suivants :

- OSEO BDPME
- Banque Populaire
- Caisse d'Epargne
- NSME
- Société Générale

Il est précisé que les concours moyen terme dont il s'agit sont ceux consentis par les banques et établissements financiers à la date d'ouverture du premier mandat ad hoc en date du 8 juillet 2004.
Le montant total en principal des échéances reportées depuis l'ouverture du mandat ad hoc au titre de ces concours moyen terme s'élève à la somme de 1 362 K€.

Selon les conditions prévues au protocole, les banques et les établissements financiers ont consenti une franchise sur le remboursement du capital des concours moyen terme expirant le 30 juin 2006.
A l'issue de cette période de franchise, le remboursement de tous les concours moyen terme est ré échelonné sur une seule et nouvelle durée de 42 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2009.
Les intérêts sur ces concours moyen terme sont payés au taux fixe de 4,5% suivant une périodicité trimestrielle.

Remboursements effectués au cours de l'exercice

Le Groupe a remboursé une somme égale à 792 K€ sur l'année 2007 correspondant au remboursement prévu du capital.

13.2 – MORATOIRES OBTENUS

L'entité UTI Group. SA a obtenu en juin 2004, auprès du Trésor Public, un moratoire sur la dette de TVA pour un montant de 1.670 K€ sur une période de 36 mois.

Le remboursement du principal s'est achevé en 02/2007.

La société a obtenu du Trésor Public, en octobre 2007, un dégrèvement des majorations et intérêts de retard dus au titre du moratoire de TVA. Ce dégrèvement a eu un impact sur le résultat de l'exercice de + 127 K€ :

	31/12/2007	2008	2009	Années ultérieures
Moratoire sur la dette de TVA	-	-		
TOTAL	-	-	-	-

	31/12/2006	2007	2008	Années ultérieures
Moratoire sur la dette de TVA	271	271		
TOTAL	271	271	-	-

13.3 – DETAIL PAR ECHEANCE

Dettes financières à long terme	31/12/2007	Part > 1 an	Part > 2 ans	Part > 3 ans	Part > 4 ans	Part > 5 ans
Emprunt obligataire convertible	406					406
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 322	1 322		-	-	-
	1 728	1 322	-	-	-	406

Autres dettes à long terme	31/12/2007	Part > 1 an	Part > 2 ans	Part > 3 ans	Part > 4 ans	Part > 5 ans
Dettes fiscales	-					
	-	-	-	-	-	-

Dettes financières à long terme	31/12/2006	Part > 1 an	Part > 2 ans	Part > 3 ans	Part > 4 ans	Part > 5 ans
Emprunt obligataire convertible	459					459
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 639	1 303	1 336	-	-	-
	3 098	1 303	1 336	-	-	459

Autres dettes à long terme	31/12/2006	Part > 1 an	Part > 2 ans	Part > 3 ans	Part > 4 ans	Part > 5 ans
Dettes fiscales	-					
	-	-	-	-	-	-

13.4 – CARACTERISTIQUES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET AUTRES EMPRUNTS

Les caractéristiques de l'emprunt obligataire convertible sont rappelées en note 23.3.

Comme explicité dans cette note et conformément à la norme IAS 32, la composante capitaux propres a été retraitée et comptabilisée dans le poste de capitaux correspondant.

La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a ensuite fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial.

Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 31 décembre 2007 sont les suivantes :

Durée restant à courir du 1 ^{er} janvier 2008 au 1 ^{er} janvier 2020	12 ans
Taux d'actualisation retenu (taux moyen des emprunts d'Etat)	4,41 %
Nombre d'obligations convertibles en circulation au 31 décembre 2007	31 670
Nominal	21.30 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 406 K€ au 31 décembre 2007 contre 459 K€ au 31 décembre 2006.

La variation de l'exercice est comptabilisée au compte de résultat par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

13.5 – DETAIL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES COURANTS ET NON COURANTS

DETTES FINANCIERES	31/12/2007	31/12/2006
Emprunt obligataire convertible	406	459
Part des emprunts à plus d'un an	1 322	2 639
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	1 728	3 098
Part des emprunts à moins d'un an	1 295	770
Part des dettes financières à moins d'un an	346	1 242
Total des dettes financières à court terme	1 641	2 012

DETTES FINANCIERES	31/12/2006	31/12/2005
Emprunt obligataire convertible	459	547
Part des emprunts à plus d'un an	2 639	3 319
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	3 098	3 866
Part des emprunts à moins d'un an	770	329
Part des dettes financières à moins d'un an	1 242	1 432
Total des dettes financières à court terme	2 012	1 761

AUTRES DETTES	31/12/2007	31/12/2006
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	5 525	6 514
Dettes sur acquisitions de titres	808	808
Comptes courants	2 185	1 908
Dettes diverses d'exploitation	472	468
Total des autres dettes à court terme	8 990	9 698
AUTRES DETTES	31/12/2006	31/12/2005
Dettes fiscales et sociales	-	382
Total des autres dettes à long terme	-	382
Dettes fiscales et sociales	6 514	6 805
Dettes sur acquisitions de titres	808	808
Comptes courants	1 908	2 348
Dettes diverses d'exploitation	468	381
Total des autres dettes à court terme	9 698	10 342

NOTE 14 – ENGAGEMENTS DONNES HORS BILAN

14.1 – OPERATIONS SPECIFIQUES

Les informations concernant les engagements de retraites et assimilés sont donnés dans la note 12.

14.2 – AUTRES OPERATIONS

Pour les opérations courantes, le groupe est engagé à la clôture de l'exercice 2007 pour les montants suivants :

	31/12/2007		31/12/2006	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers (1)	4 499		1 879	
Baux mobiliers et crédit-baux	185		209	
Nantissements de 9 993 titres UTIgroup Rhône-Alpes au profit des banques ayant financé l'acquisition	425		425	
Nantissements au profit d'établissements financiers	274		274	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	5 383	-	2 787	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Rhones-Alpes				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers	-		-	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	0	-	0	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Est				
Effets escomptés non échus	-		-	
Avals et cautions	-		-	
Baux mobiliers et crédit-baux	-		-	
Baux immobiliers	53		120	
Nantissement du fonds de commerce au profit du Trésor Public	-		271	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	53	-	391	-

(1) Baux immobiliers : Nouveau bail à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

NOTE 15 – PASSIFS ET ACTIFS EVENTUELS

DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC.

Le nombre total d'heures acquises par les salariés du groupe au 31 décembre 2007 s'élève à 15 243 heures.

	31/12/2007	31/12/2006
UTI Group S.A.	13 207	9 431
UTI Group Rhône-Alpes	1 183	734
UTI Group Est	853	923
UTI Group Luxembourg	-	-
Heures TOTALES	15 243	11 088

COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16 – CHIFFRE D’AFFAIRES

16.1 – DECOMPOSITION DU CHIFFRE D’AFFAIRES

	31/12/2007	31/12/2006
Chiffre d'affaires réalisé en France	28 205	26 782
Chiffre d'affaires réalisé à l'étranger	48	54
TOTAL	28 253	26 836

	31/12/2007	31/12/2006
Prestations de services	28 244	26 760
Ventes de biens	9	76
TOTAL	28 253	26 836

Le détail des différentes activités de prestations de services et de vente de biens est indiqué dans la note 3.4 « *Chiffre d'affaires* ».

16.2 – DETAIL PAR ENTITE CONSOLIDEE

En application de la norme IAS 14 « *Information sectorielle* », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

	31/12/2007			31/12/2006		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	23 510	14	23 524	21 777	13	21 791
UTIgroup Est	2 018	26	2 044	2 068	-	2 068
UTIgroup Luxembourg	86	-	86	90	28	119
UTIgroup Rhône-Alpes	2 591	8	2 599	2 846	13	2 859
TOTAL	28 205	48	28 253	26 782	54	26 836

Le Groupe UTIgroup, réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique. L'information sectorielle primaire est détaillée en note 29.

16.3 – CHIFFRE D'AFFAIRES REALISE AU FORFAIT

Le groupe UTI Group n'a pas réalisé un chiffre d'affaires concernant les contrats au forfait sur l'exercice 2007 contre de 397 K€ au titre de l'exercice 2006.

Il n'existe aucun contrat de prestations de services en cours au 31 décembre 2007, comme en 2006 et 2005.

NOTE 17 – FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel des entités du groupe se ventilent comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
UTI Group S.A.	16 867	15 683
UTI Group Rhône-Alpes	1 680	1 835
UTI Group Est	1 072	1 094
UTI Group Luxembourg	82	140
TOTAL	19 701	18 752

NOTE 18 – DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les amortissements inclus dans les charges opérationnelles concernent les actifs suivants :

	31/12/2007	31/12/2006
Autres immobilisations incorporelles	6	40
Autres immobilisations corporelles	58	85
	64	125

NOTE 19 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	31/12/2007	31/12/2006
Autres produits d'exploitation	33	173
Produits des cessions d'immobilisations	18	9
Produits non récurrents et non significatifs	13	87
Autres charges d'exploitation	-35	-80
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-10	-1
Reprises de pénalités ou pénalités	-58	150
Reprise ou dotations aux provisions	123	22
Taxes prescrites	472	
Charges non récurrentes et non significatives	-15	-192
Autres produits et charges d'exploitation	541	168

NOTE 20 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale du groupe. Aucun montant n'a été constaté à ce titre au cours de l'exercice.

NOTE 21 – CHARGES DE FINANCEMENT

	31/12/2007	31/12/2006
Intérêts sur emprunts	459	413
Soulte versée pour le remboursement d'obligations	8	15
TOTAL	467	428

NOTE 22 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	31/12/2007	31/12/2006
Pertes de change	-2	-2
Gain de change	1	-
Produit d'actualisation de l'emprunt obligataire	10	40
Charge d'actualisation des créances	-43	-33
Reprise provision soulte	86	13
Autres produits et charges financiers	52	18

NOTE 23 – IMPOTS SUR LES RESULTATS

23.1 – EVOLUTION DES POSTES DE BILAN

Impôts différés actifs	31/12/2007	31/12/2006
Ouverture	1 195	550
Différences temporaires		
- Naissances	16	17
- Reversements	-15	-25
Constatation de l'impôt sur déficits	761	598
Retraitement actions propres	0	44
Engagements de retraite	36	11
Clôture	1 993	1 195

23.2 – CHARGE D'IMPOTS SUR LES RESULTATS

	31/12/2007	31/12/2006
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	1	-31
Impôts différés		
Impôts différés de la période	797	598
	798	567

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIgroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95 %, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 3.11. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %.

23.3 – PREUVE D'IMPOTS

Le rapprochement entre le produit d'impôt comptabilisé au 31 décembre 2006 dans le résultat comptable consolidé et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôts le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante peut être établi comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Résultat consolidé	2 079	1 690
Taux d'IS applicable	33,33%	33,33%
Charge d'impôts théorique	693	563
Charge d'impôts réelle	-798	-567
Ecart	1 491	1 130
Charges définitivement non déductibles	-31	-66
Reports déficitaires utilisés mais non comptabilisés au cours d'exercices antérieurs	761	598
Reports déficitaires dont la récupération est jugée probable	761	598
Total	1 491	1 130

23.4 – ACTIFS D'IMPOTS SUR DEFICIT

Evolution des impôts différés actifs sur déficits

	Variations de l'exercice				Clôture
	Ouverture	Nouveaux déficits générés	Utilisation de déficits	Autres mouvements	
Impôts différés actifs sur déficit	1 164	-	761		1 925
Non reconnus à l'origine	-	-	-	-	-
TOTAL	1 164	-	761	-	1 925

Compte tenu de déficits reportables s'élevant à 9 052 K€ au 31 décembre 2007, et d'une prévision des résultats futurs, le Groupe a constaté un impôt différé actif, relatif à ces déficits, dans les comptes au 31 décembre 2007 pour un montant égal à 1 962 K€.

Informations complémentaires

Eléments existants au 31 décembre 2007 pour lesquels aucun actif d'impôts différés n'a été comptabilisé :

	31/12/2007	31/12/2006
Différences temporaires déductibles	-	-
Pertes fiscales ou déficits non activés	3 276	7 930
Crédits d'impôts non utilisés	-	-
	3 276	7 930

Détail déficits non activés

Déficits non activés France	2 463	7 102
Déficits non activés Luxembourg	813	828

Le montant des impôts différés actifs au 31/12/2007 non comptabilisé correspondant s'élève à 1 092 K€.

NOTE 24 – RESULTAT NET PAR ACTION

24.1 – RESULTAT PAR ACTION DE BASE

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le groupe de ses propres actions.

	31/12/2007	31/12/2006
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 611 994	8 545 032
Actions détenues en propre par le Groupe	176 297	50 537
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 435 697	8 494 495

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

24.2 – RESULTAT PAR ACTION DILUE

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital.

Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées. Il est à noter que les obligations convertibles ont un effet antidilutif en 2005.

Pour le Groupe, le résultat net de l'exercice correspond au résultat par action des activités ordinaires poursuivies.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	31/12/2007	31/12/2006
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 435 697	8 494 495
Effet dilutif des obligations convertibles	31 670	34 646
Effet dilutif des bons de souscription d'actions (OC)	126 680	138 584
Effet dilutif des bons de souscription d'actions	33 932	28 834
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 627 979	8 696 559

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTE 25 – NOTES ANNEXES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

25.1 – EVOLUTION DU CAPITAL DE LA SOCIETE MERE

Au 31 décembre 2007, le capital social de UTI GROUP SA est constitué de 8 616 581 actions, dont l'évolution sur l'exercice est la suivante :

	01/01/2007	Variation		31/12/2007
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 606 799	9 782		8 616 581
Nombre de titres	8 606 799	9 782	0	8 616 581
Nominal	0,20	0,20	0,20	0,20
Capital en euro	1 721 360	1 956	0	1 723 316

AGM 24/5/2007

Augmentation du capital de 14 023 515 € prélevé sur prime d'émission, de fusion et conversion: 12 688 046 € et autres réserves pour 1335 469 €, suivi d'une réduction de capital de 14 023 515 €

Nombre de titres susceptibles d'avoir un impact sur le capital

	01/01/2007	Variation		31/12/2007
		Augmentation	Réduction	
Bons de souscription d'actions	28 834	11 904	6 806	33 932
Obligations convertibles en actions	34 646		2 976	31 670

Au 31 décembre 2006, le capital social de UTI GROUP SA est constitué de 8 606 799 actions, dont l'évolution sur l'exercice est la suivante :

	01/01/2006	Variation		31/12/2006
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 355 099	251 700		8 606 799
Nombre de titres	8 355 099	251 700	0	8 606 799
Nominal	0,20	0,20		0,20
Capital en euro	1 671 020	50 340	0	1 721 360

Nombre de titres susceptibles d'avoir un impact sur le capital

	01/01/2006	Variation		31/12/2006
		Augmentation	Réduction	
Bons de souscription d'actions	20 876	24 028	16 070	28 834
Obligations convertibles en actions	40 653		6 007	34 646

25.2 – DETAIL DES MOUVEMENTS SUR LE CAPITAL

Au cours de l'exercice 2007 :

- il a été demandé la conversion en actions de 2 976 obligations ;
- 6 806 actions ont été créées consécutivement à l'exercice de bons de souscription d'actions ;

Les principales conséquences des opérations relatées ci-dessus sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2007 ont été les suivantes :

- enregistrement de l'augmentation de capital de 1 956 € correspondant à la création de 9 782 actions d'une valeur nominale de 0,20 €,
- constatation dans les capitaux propres d'une prime de conversion pour les obligations de 62 794 €, d'une prime de conversion pour les bons de souscription d'actions de 1 293 €.

Au 31 décembre 2007, il restait en circulation 31 670 obligations.

Les obligations converties conduisent à la création de bons de souscription d'actions. Ces bons de souscription arrivent à échéance le 31 mars 2008 et le prix d'exercice a été fixé à 0,39 €. Il reste, au 31 décembre 2007, 33 932 BSA en circulation.

25.3 – COMPOSANTE CAPITAUX PROPRES DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », si un instrument financier comporte plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres, de capitaux propres, l'émetteur doit classer ces différents composants séparément les uns des autres.

Ainsi, il est nécessaire de présenter les éléments constitutifs de l'emprunt obligataire convertible émis par le Groupe pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette.

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€, portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3.14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003.

Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTI GROUP 0.1% 2020* » sont les suivantes :

- la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
- le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
- versement d'une soulte en numéraire de 2.5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

- en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTI GROUP et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1er avril 2008,
- en cas de conversion entre le 1er avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTI GROUP.

Au 31 décembre 2007, il restait en circulation 31 670 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 5 K€.

25.4 – DETAIL DES PRIMES ET RESERVES INCLUSES EN CAPITAUX PROPRES

DETAIL DES PRIMES	31/12/2007	31/12/2006
Prime d'émission	0	5 367
Prime de fusion	0	46
Prime de conversion (y compris le retraitement de l'emprunt obligataire)	2 191	9 403
Prime de conversion BSA	334	333
TOTAL	2 525	15 149

DETAIL DES RESERVES	31/12/2007	31/12/2006
Autres réserves	361	1 578
Report à nouveau	0	-15 904
TOTAL	361	-14 326

25.5 – NATURE ET OBJET DES RESERVES INCLUSES DANS LES CAPITAUX PROPRES

Primes d'émission

La prime d'émission est constituée par l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions ou des parts sociales attribuées à l'apporteur. Ce compte est donc mouvementé lors de chaque augmentation de capital.

Primes de fusion

Ce compte est mouvementé à l'occasion d'une fusion chaque fois que la valeur réelle des actions ou parts de la société absorbante excède leur montant nominal. La prime de fusion correspond à la différence entre la valeur des biens reçus en apport et le montant de capital de la société absorbante rémunérant les apports (par augmentation de capital ou par remise de titres autodétenus).

Primes de conversion des obligations convertibles

La prime de conversion représente la différence entre le montant nominal des actions attribuées lors de la conversion des obligations et le pair. Ce compte est donc mouvementé lors de chaque demande de conversion d'obligations.

Primes de conversion des BSA

La prime de conversion représente la différence entre le prix d'exercice des bons de souscription et le montant nominal des actions attribuée lors de la conversion de ces bons. Ce compte est donc mouvementé lors de chaque demande de conversion de bons de soucription.

25.6 – DETAIL DES ACTIONS ET DROITS DE VOTE

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	31/12/2007	31/12/2006
Nombre total d'actions	8 616 581	8 606 799
Nombre total de droits de vote	12 902 600	13 028 524

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

NOTE 26 – NOTES ANNEXES AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

26.1 – DETAIL DES FLUX LIES A L'EXPLOITATION

	31/12/2007	31/12/2006
Variation des stocks	-	-
Variation des avances et avoirs à recevoir	0	-31
Variation des clients	-792	68
Variation des autres créances	-350	-229
Variation des avances et acomptes reçus	0	12
Variation des fournisseurs et comptes rattachés	-244	-577
Variation des autres dettes	-564	-66
Variation des dettes financières à court terme	-880	-277
TOTAL	-546	-716

26.2 – DETAIL DE LA VARIATION DE TRESORERIE

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la Société des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 993 K€ au 31 décembre 2007 et de 2 083 K€ au 31 décembre 2006.

Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, un compte courant de 186 K€ au 31 décembre 2006 et de 177 K€ au 31 décembre 2006.

Les découverts bancaires qui ne sont pas remboursables à vue ont été exclus du calcul de la trésorerie. En revanche, les créances d'affacturage hors garantie, remboursables à vue, ont été traitées comme des éléments de trésorerie.

Compte tenu de ces éléments, la variation de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie s'analyse comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006
Disponibilités	1 150	780
Découverts bancaires	0	0
Créances d'affacturage	-30	-522
TOTAL trésorerie nette	1 120	258
VARIATION DE TRESORERIE		862

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 27 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE,
- Société ST GROUPE, filiale de la société FINANT.

Il n'existe pas de transactions ou de soldes concernant la société LAW INFORMATIQUE.

Les transactions et soldes avec la société ST GROUPE sont détaillés ci-dessous :

	31/12/2007	31/12/2006
BILAN		
Dettes fournisseurs	-	-
Créances clients	22	159
COMPTE DE RESULTAT		
Ventes de prestations de services	103	377
Achats de prestations de services	-	135

Rémunération totale brute allouée aux principaux dirigeants :

REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES	31/12/2007	31/12/2006
Des organes d'administration	495	495
Des organes de direction	-	-
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	495	495

Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

NOTE 28 – INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IAS 14 « *Information sectorielle* », le premier niveau d'information est organisé par secteur d'activité représenté par chacune des entités composant le Groupe.

Le Groupe UTIgroup, réalisant l'essentiel de son chiffre d'affaires en France, par des sociétés françaises, il n'est pas présenté d'information sectorielle de second niveau par secteur géographique.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-groupe) :

	31/12/2007	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	28 253	23 524	2 044	87	2 598
Résultat opérationnel courant	2 311	1 794	238	11	268
Résultat opérationnel	2 311	1 794	238	11	268
Résultat global	2 877	2 485	221	11	160

	31/12/2006	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	26 836	21 791	2 068	118	2 859
Résultat opérationnel courant	2 099	1 483	338	10	268
Résultat opérationnel	2 099	1 483	338	10	268
Résultat global	2 256	1 764	310	11	171

Actifs et passifs sectoriels :

ACTIFS	31/12/2007	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	18 622	18 457	46	-	119
Actifs courants	3 596	2 404	531	83	578
TOTAL	22 218	20 861	577	83	697

PASSIFS	31/12/2007	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 647	2 453	126	-	68
Passifs courants	12 084	10 884	421	54	725
TOTAL	14 731	13 337	547	54	793

ACTIFS	31/12/2006	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhônes Alpes
Actifs non courants	17 543	17 376	47	-	120
Actifs courants	4 402	3 335	415	62	590
TOTAL	21 945	20 711	462	62	710

PASSIFS	31/12/2006	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhônes Alpes
Passifs non courants	3 738	3 612	123	-	3
Passifs courants	13 407	11 870	454	62	1 021
TOTAL	17 145	15 482	577	62	1 024

NOTE 29 – CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 31 décembre 2007.

Montant total restant à verser au 31/12/2007	186 K€
- Dont part à moins d'un an	95 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	90 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des paiements passés en charges au 31 décembre 2007 s'élève à 145 K€.

20.3.6 Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés 2007

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS UTIGROUP EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2007

Rapport des Commissaires aux Comptes Sur les comptes consolidés

Société UTIGROUP

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société **UTIGROUP** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 **Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les principes de suivi de la valeur des goodwill sont exposés dans les notes 3.2., 3.5. et 5 des états financiers. Nous avons apprécié le bien-fondé de la méthodologie retenue, examiné la documentation préparée et le caractère raisonnable des modalités retenues,
- Les notes 3.11 et 23 des états financiers précisent les modalités d'évaluation des impôts différés actifs.

Nos travaux ont consisté à apprécier le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre, les hypothèses sur lesquelles se fonde l'estimation des impôts différés actifs, à revoir les calculs effectués par la société. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de cette estimation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 4 avril 2008

Les Commissaires aux Comptes

Amyot Exco Audit
Membre français de Grant Thornton
International

IGREC

Isabelle Hengoat-Fauvel
Associée

Rose Guagliardo
Associée

20.4 COMPTES 2006 ET 2005.

L'incorporation par référence du document de référence UTIgroup de 2006 enregistré par l'AMF sous le numéro R 07-112 permet de consulter les comptes 2006 et les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et annuels.

L'incorporation par référence du document de référence UTIgroup de 2005 enregistré par l'AMF sous le numéro R 06-137 permet de consulter les comptes 2005.

20.5 DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

20.5.1 Dividende global distribué au titre des trois derniers exercices

Il n'a pas été distribué de dividendes au titre des exercices 2007, 2006 et 2005

20.5.2 Prescription

Conformément aux dispositions légales, les dividendes et les acomptes de dividendes sont prescrits dans un délai de cinq ans au profit de l'état.

20.5.3 Politique future de dividendes

La société UTI GROUP n'envisage pas distribuer de dividende à court terme.

20.6 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

Il existe à ce jour des litiges étant précisé que suivant l'appréciation de nos conseils et en fonction du niveau du risque encouru, ceux-ci font soit l'objet d'une provision pour risques, soit d'une mention dans l'annexe.

Les principaux litiges peuvent se résumer de la manière suivante :

- Contentieux HERPAIN-PRIMAREA-VANCO (litige HERPAIN relatif à la vente de TMA RMH) portant sur un engagement de rachat par UTI GROUP de 212 340 titres UTI GROUP au prix de 23.33 euros par action. Cet engagement était assujéti à plusieurs conditions suspensives. En l'absence de réalisation des conditions requises dans le délai contractuel, les dirigeants d'UTI GROUP ont considéré cet engagement comme caduc. Les sociétés HERPAIN-PRIMAREA-VANCO ont assigné UTI GROUP le 22 juillet 2002, en exécution dudit contrat; Au 31 décembre 2007, le procès est en cours et la provision estimée pour ce litige est zéro. Aucune évolution n'ayant été constatée au cours du semestre, les estimations retenues au 31 décembre 2007 ne sont pas remises en cause au 30 Juin 2008.
- Un litige oppose actuellement la société à un client au titre de prestations réalisées au forfait en 2001 et 2002. Dans le cadre de ce litige, la Société a obtenu par ordonnance du tribunal de grande instance la nomination d'un expert le 28 janvier 2003. Son rapport d'expertise a été déposé le 20 décembre 2005. Les parties ont déposé leurs conclusions au tribunal. Un jugement intervenu au cours du 1er semestre 2008 condamne UTI GROUP à 3,2 M€ dont 0,8 M€ mis à la charge de l'assureur. La société UTI Group a fait appel de ce jugement. Sur la base des conclusions de ses conseils et avocats, la société UTI Group a constitué une provision d'un montant de 1,8 M€.
- Contentieux avec les anciens dirigeants et animateurs de la filiale UTIGROUP. Est. La société a intenté une action devant les juridictions pénales à l'encontre de ces personnes qui est en cours.
- Les Prud'hommes provisionnés à la clôture de l'exercice 2007 sont de 521 K€ répartis ainsi par entité juridique :

	30/06/2008	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
UTI GROUP PARIS	192	342	242	358
UTI GROUP EST	121	121	121	177
UTI GROUP RHONE ALPES	58	58		
	<u>371</u>	<u>521</u>	<u>363</u>	<u>535</u>

Les litiges prud'homaux sont provisionnés à hauteur des risques estimés par nos conseils.

Le groupe n'a pas connaissance de litiges susceptibles d'avoir ou ayant eu dans un passé récent un impact significatif sur son activité, sa situation financière et ses perspectives d'avenir, autres que ceux qui sont reflétés dans les comptes, mentionnés dans les notes aux états financiers ou ci-dessus. Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIETE UTI GROUP

21.1.1 Place de cotation

La Société qui fait appel public à l'épargne est cotée sur Euronext Paris (catégorie C).

Le code ISIN est le FR0000074197

Les codes ISIN des autres instruments financiers sont :

- | | |
|---------------------------------|------------------------------------|
| - Pour l'obligation convertible | FR0000181067 |
| - Pour le bon de souscription | FR0000041063 (fin le 31 mars 2008) |
| - Pour l'action nouvelle (2006) | FR0010277202 |
| - Pour l'action nouvelle (2007) | FR0010423186 |
| - Pour l'action nouvelle (2008) | FR0010561077 |

Une action nouvelle est émise à chaque opération de conversion d'Obligation convertible ou d'exercice de bon de souscription entre le premier janvier de l'année et la date de l'assemblée générale ordinaire des comptes, sinon c'est une action ordinaire qui est émise. Cette action nouvelle ne possède pas de droit de vote jusqu'à l'AGO qui statue sur les résultats de l'exercice. Postérieurement à cette AGO et à l'éventuelle distribution de dividende, cette action nouvelle fait l'objet d'une opération d'assimilation à l'action ordinaire et est admise à la cotation chez Euronext.

21.1.2 Droit de communication des actionnaires

Les documents et renseignements relatifs à la Société peuvent être consultés au siège social de la Société, 68 rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret.

21.1.3 Exercice social (article 19 des statuts)

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

21.1.4 Bénéfices et pertes (article 20 des statuts)

Sur le bénéfice net de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé un vingtième au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui décide souverainement de son affectation. A ce titre, elle peut, en totalité ou partiellement, l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le reporter à nouveau ou le répartir entre les actionnaires sous forme de dividendes.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, aucune distribution ne peut être faite si elle a pour effet de ramener l'actif net à un montant inférieur à celui du capital social augmenté des réserves qui ne peuvent être distribuées.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial du bilan pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

21.1.5 Assemblées générales (article 18 des statuts)

L'assemblée générale est composée de tous les actionnaires de la Société.

Elle est convoquée et délibère dans les conditions prévues par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et par son décret d'application.

Les réunions ont lieu soit au siège social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, tout actionnaire a le droit, sur justification de son identité, de participer aux assemblées en y assistant personnellement, en retournant un bulletin de vote par correspondance ou en désignant un mandataire, sous la condition :

- pour les titulaires d'actions nominatives, d'une inscription nominative dans les registres de la Société ;
- pour les titulaires d'actions au porteur, du dépôt aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation, d'un certificat délivré par un intermédiaire habilité constatant l'indisponibilité de leurs actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Ces formalités doivent être accomplies cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Dans toutes les assemblées générales, le droit de vote attaché aux actions comportant un droit d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

21.1.6 Mise en paiement des dividendes (article 20 des statuts)

Sur le bénéfice net de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé un vingtième au moins pour constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui décide souverainement de son affectation. A ce titre, elle peut, en totalité ou partiellement, l'affecter à la dotation de toutes réserves générales ou spéciales, le reporter à nouveau ou le répartir entre les actionnaires sous forme de dividendes.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois, aucune distribution ne peut être faite si elle a pour effet de ramener l'actif net à un montant inférieur à celui du capital social augmenté des réserves qui ne peuvent être distribuées.

Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial du bilan pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

21.1.7 Droits de vote double (article 18 des statuts)

Un droit de vote double, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles est justifiée une inscription nominative, au nom du même actionnaire depuis deux ans au moins ainsi qu'aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, à raison d'actions bénéficiant de ce droit.

La mise en place de ce droit de vote double a été décidée par l'assemblée générale extraordinaire et ordinaire des actionnaires du 23 novembre 2000.

Le droit de vote double cesse pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert, hormis tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession ou de donation familiale.

Le droit de vote double peut être supprimé par décision de l'assemblée générale extraordinaire et après notification de l'Assemblée spéciale des actionnaires bénéficiaires.

21.1.8 Franchissement des seuils statutaires (article 11 des statuts)

Outre les seuils légaux, les statuts de la Société prévoient, en vertu d'une résolution adoptée en assemblée générale mixte du 8 octobre 1999, que tout actionnaire, personne physique ou morale, venant à détenir, directement ou indirectement, une fraction de 2 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société, ou tout multiple de ce pourcentage, doit en informer la Société.

L'information doit être communiquée à la Société dans un délai de 15 jours par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception adressée au siège social.

Dans chaque déclaration, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres détenus directement ou indirectement, ou possédés au sens des articles L.233-7 et suivants du Code de commerce. Il devra indiquer également la ou les dates d'acquisition des actions déclarées.

L'obligation de déclaration s'applique également lors du franchissement à la baisse de chaque seuil d'une fraction d'au moins 2 % du capital ou des droits de vote.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus énoncées, les actions ou les droits de vote excédant la fraction qui aurait du être déclarée sont privés du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires qui se tiendraient jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, si le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 5 % du capital en font la demande.

La présente disposition s'applique sans faire obstacle aux dispositions de l'article L.233-7 du Code de commerce.

21.1.9 Forme et transfert des actions (articles 10 et 11 des statuts)

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

Les actions sont librement négociables.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un virement de compte à compte.

La transmission d'actions nominatives, à titre gratuit, ou en suite de décès, s'opère également ou moyen d'un virement de compte à compte

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

21.1.10 Identification des détenteurs de titres

La Société est autorisée à faire usage à tout moment des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires.

21.2 RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL

21.2.1 Capital social

Le montant du capital souscrit d'UTI GROUP au 30 juin 2008 à 1 731 747,20 euros divisé en 8 658 736 actions de même catégorie d'une valeur nominale de 0,20 euros chacune, entièrement libérées.

L'évolution du capital social d'UTI GROUP de sa constitution jusqu'au jour du présent document de référence est retracée ci-après.

21.2.2 Achat par UTI GROUP de ses propres actions

21.2.2.1 Objectif du programme de rachat et utilisation des titres rachetés

Aux termes d'une première décision en date du 23 novembre 2000, l'assemblée générale des actionnaires a autorisé le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L 225-209 du Code de commerce, à procéder au rachat d'actions de la Société.

Cette autorisation a été renouvelée à trois reprises dont la dernière par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 31 octobre 2003. Le dernier a été mis en œuvre par le conseil d'administration du 5 novembre 2003 pour une durée de 18 mois.. Une note d'information sur ce programme de rachat portant le visa de la AMF n° 04-167 du 18 mars 2004 est disponible au siège social de la Société.

Des nouveaux plans de rachat ont été adoptés aux votes des assemblées générales des 7 septembre 2005, 23 mai 2006 et 23 mai 2007. Ces nouveaux plans de rachat sont conformes aux exigences du règlement Européen et tient compte de la directive Abus de marché.

L'assemblée générale mixte du 22 janvier a autorisé la société à utiliser jusqu'à 1 million d'euros dans son programme de rachat en cours. Un nouveau plan est proposé à l'assemblée générale de 2008. (Voir paragraphe 12-3)

Le contrat de liquidité signé avec la Société de Bourse SG Securities SA a été résilié le 24 novembre 2003 et un nouveau contrat de liquidité a été signé avec la Société de Bourse ARKEON FINANCE le 23 novembre 2003, puis tacitement renouvelé. Ce contrat est conforme à la charte de déontologie approuvée par l'Autorité des Marchés Financiers.

21.2.2.2 Actions propres acquises

UTI GROUP a procédé au cours de l'exercice 2007, dans le cadre de son programme de rachat d'actions et de son contrat de liquidité aux opérations suivantes:

	Nombre d'actions achetées en 2007	Nombre d'actions vendues en 2007	Cours moyen d'achat brut	Cours moyen de vente brut	Frais de négociation H.T en K€	Nombre des actions inscrites au nom de la Société	Valeur évaluée au cours d'achat en K€	Valeur nominale Sur la base de 0,2 euros par action	Fraction du capital au 31 décembre 2007 en %
Programme de Rachat pur	0	0	0	0	0	43 307	148	8 661	0,50
Achat d'un bloc en 2007	118 391		1,95			118 391	231	23 678,2	1,37
Contrat de liquidité	69 384	62 015	1,83	1,95	2,83	14 599	22	2 920	0,17
Total	187 775	62 015	1,91	1,95	2,83	176 297	401	35 259,2	2,05

Tous les achats et ventes réalisés au cours de l'exercice 2007 ont été effectués afin d'assurer la régularisation du cours de bourse de l'action dans le cadre du contrat de liquidité conclu avec le société ARKEON. De plus un bloc d'actions a été acquis.

Compte tenu des achats et ventes d'actions réalisés par la société au 31 décembre 2007, la Société détient 176 297 actions en autocontrôle. Au 30 juin 2008, il y avait 14 720 actions dans le contrat de liquidité au lieu de 14 599 au 31/12/2007.

Le tableau normé des opérations devient au 31/12/2007

Déclaration par l'émetteur des opérations réalisées sur ces propres titres au 31 décembre 2007

pourcentage du capital auto détenu de manière directe et indirecte	2,05%	
nombre de titres annulés au cours des 24 derniers mois	0	
nombre de titres détenus en portefeuille	176 297	
valeur comptable du portefeuille (en K€)	250	
valeur de marché du portefeuille (en K€)	238 cours 31/12/07	1,35 €

Contrat de liquidité et acquisition bloc en 2007	Flux bruts cumulés		positions ouvertes au jour de la publication du descriptif du programme			
	achats	ventes / transferts	positions ouvertes à l'achat		positions ouvertes à la vente	
			achetées	achats à terme	vendues	ventes à terme
nombre de titres	187 775	62 015				
échéance maximale moyenne						
cours moyen de la transaction	1,9048	1,9467				
prix d'exercice moyen						
montants	357 680 €	120 743 €	0	0	0	0

21.2.3 Capital potentiel

Options de souscription d'actions réservées aux salariés

L'assemblée générale extraordinaire du 22 janvier 2008 a autorisé le conseil d'administration à émettre de nouveaux plans d'options de souscription d'actions au bénéfice des salariés et des dirigeants de la Société et des sociétés qui lui sont liées.

Par décision en date du 29 février 2008, le conseil d'administration a procédé, sur délégation de pouvoir qui lui avait été conféré par l'assemblée générale du 22 janvier 2008 à l'arrêté du plan n°1 et à l'attribution de 150.000 options donnant droit à la souscription de 150.000 actions nouvelles à trois salariés de la Société et de ses filiales comme suit :

INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION									
Plans autorisés par l'assemblée générale du 22 janvier 2008									
Date du Conseil	Quantité attribuée	Prix de souscription	Qualité des souscripteurs	Point départ d'exercice des options	Options exercées	Options annulées	Options caduques	Date limite de levées	dilution potentielle au 31 décembre 2007
Plan n1 3 du 29 février 2008	150 000	1,04 euros	1 Salarié d'UTI GROUP pour 100.000 options 1 Salarié d'UTI GROUP pour 25.000 options 1 Salarié d'UTIGROUP . RHONE ALPES pour 25.000 options	1 ^{er} mars 2009				28 février 2013	Néant
TOTAL	150 000								

La délégation de pouvoir conférée au Conseil lors de l'assemblée générale du 22 janvier 2008 pour consentir au bénéfice des salariés et des dirigeants de la Société et des sociétés qui lui sont liées des options donnant droit à la souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital, dans la limite de 3 % du capital social de la Société, arrivera à son terme le 22 mars 2011.

21.2.3.1 Conversion des obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020 (ex 3 % 2000-2005)

En vertu de l'autorisation qui lui avait été conférée par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 15 mai 2000, et notamment dans sa douzième résolution, le conseil d'administration de la Société a décidé, dans sa séance du 12 juillet 2000, de procéder à l'émission de 875 350 obligations UTI GROUP 3 % 2000-2005 convertibles en actions pour un montant nominal de 18 644 955 euros.

Un prospectus simplifié définitif portant le visa de la COB n°00-1267 en date du 12 juillet 2000 est disponible auprès de la Société Générale ainsi qu'au siège social de la Société.

La société UTI GROUP a procédé le 24 janvier 2001 au transfert sur le Second marché des 875 350 obligations convertibles émises le 12 juillet 2000 (code ISIN FR0000181067). Elles sont maintenant sur le marché Euronext Paris.

Le contrat d'émission d'obligations convertibles UTI GROUP 3% 2000-2005 (devenu UTI GROUP 0,1 % 2020) a été profondément modifié par l'assemblée générale des obligataires du 28 avril 2003, modifications qui ont été entérinées par les actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire du 16 mai 2003.

Après le 31 mars 2008, la conversion d'une OC UTIgroup. donnera droit à une soulte de 2,50 euros et une action nouvelle UTIgroup.

L'historique des opérations sur les obligations convertibles jusqu'au 31 décembre 2007 est le suivant :

date	nombre d'OC existante	conversion OC	annulation OC
12/07/2000	875 350		
15/11/2001	708 584		166 766
18/12/2001	698 584		10 000
27/12/2001	676 584		22 000
31/03/2002	646 584		30 000
31/10/2002	645 724		860
04/11/2002	644 724		1 000
25/03/2003	562 725		81 999
27/03/2003	545 324		17 401
27/03/2003	505 324		40 000
23/04/2003	504 640		684
05/05/2003	504 264		376
22/05/2003	503 344		920
23/05/2003	483 514		19 830
06/06/2003	483 384		130
10/06/2003	481 384		2 000
12/06/2003	481 084		300
24/06/2003	480 994		90
16/05/2003	480 994		
30/06/2003	48 183	432 811	
16/07/2003	46 548	1 635	
16/07/2003	45 228	1 320	
04/08/2003	44 908	320	
18/08/2003	43 943	965	
14/10/2003	43 773		170
03/12/2003	43 423		350

date	nombre d'OC existante	conversion OC	annulation OC
08/12/2003	43 037		386
09/12/2003	43 001		36
19/02/2004	42 871	130	
17/09/2004	42 036	835	
12/04/2005	40 753	1 283	
20/05/2005	40 653	100	
04/01/2006	40 455	198	
24/01/2006	39 966	489	
24/01/2006	39 716	250	
09/02/2006	39 451	265	
01/03/2006	38 717	734	
10/03/2006	38 517	200	
10/04/2006	38 418	99	
04/05/2006	38 196	222	
12/09/2006	37 396	800	
05/10/2006	35 246	2 150	
06/11/2006	35 146	100	
22/11/2006	34 656	490	
22/12/2006	34 646	10	
15/01/2007	34 266	380	
19/01/2007	34 261	5	
25/01/2007	33 636	625	
12/03/2007	33 486	150	
14/03/2007	33 002	484	
23/08/2007	32 752	250	
29/08/2007	32 641	111	
26/09/2007	32 341	300	
08/10/2007	32 315	26	
27/11/2007	32 065	250	
26/11/2007	31 965	100	
13/12/2007	31 870	95	
14/12/2007	31 670	200	

L'augmentation de capital potentielle découlant du jeu de la conversion des 31 670 obligations convertibles encore en circulation au 31 décembre 2007 s'élève donc jusqu'au 1^{er} janvier 2020 date d'échéance de l'emprunt obligataire à 6 334,00 euros de nominal.

En 2008, de nouvelles conversions ont eu lieu

date	nombre d'OC existante	conversion OC	annulation OC
08/01/2008	30 956	714	
31/03/2008	27 152	3 804	
04/04/2008	26 676	476	
14/05/2008	21 510		5166
30/06/2008	21 504		6

La société UTIgroup a acquis en bourse 5 166 OC les 18 janvier, 3 mars, 18 mars, 7 avril et 29 avril 2008. Leur annulation a été demandée le 14 mai 2008. 6 OC ont été acquises le 14 mai en bourse et ont été annulées en juin 2008.

Il reste 21 504 obligations convertibles en circulation au 29 août 2008.

21.2.4 Capital autorisé non émis

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société du 16 mai 2003, ayant entériné la modification de l'emprunt obligataire UTI GROUP 0,1 % 2020 (ex 3 % 2000-2005) conduisant notamment à l'adoption d'un ratio de conversion fixé jusqu'au **31 mars 2008** à **UNE** obligation contre **UNE** action nouvelle UTI GROUP et **QUATRE** bons de souscription d'actions (BSA) donnant chacun droit à une action nouvelle, a

- décidé de l'émission, sous la condition suspensive de la conversion UTI GROUP 0,1 % 2020 (ex 3 % 2000-2005) entre ladite assemblée et le 31 mars 2008 inclus, de BSA pour un nombre maximum, sur la base des 505 324 obligations restant à cette époque en circulation, de 2 021 296 bons donnant chacun droit à une action nouvelle de 0,20 euros de nominal,
- décidé d'une augmentation de capital d'un montant maximum de 404 260 euros de nominal (correspondant à 2 021 296 BSA de 0,20 euros de nominal chacun) permettant, après toute conversion d'une obligation ayant entraîné l'émission d'un BSA, l'exercice des droits attachés aux dits BSA.

Cette augmentation de capital se réalisera en une ou plusieurs fois, au fur et à mesure de l'exercice, par les porteurs de BSA, du droit de souscription attaché aux BSA émis suite à la conversion d'obligations.

La durée d'exercice des BSA étant fixée jusqu'au 31 mars 2008, cette augmentation de capital potentielle est terminée depuis le 31 mars 2008.

Il est ici rappelé que le prix de souscription à chaque action nouvelle issue de l'exercice desdits BSA a été fixé par l'assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 16 mai 2003 à la somme de 0,39 Euros.

L'historique des opérations sur les BSA jusqu'au 31 décembre 2007 est résumé dans le tableau suivant :

date	nombre de BSA existants	création BSA	exercice BSA
30/06/2003	1 731 244	1 731 244	
16/07/2003	1 737 784	6 540	
16/07/2003	1 743 064	5 280	
04/08/2003	1 744 344	1 280	
18/08/2003	1 748 204	3 860	
08/09/2003	1 740 044		8 160
19/02/2004	1 740 564	520	
04/03/2004	1 738 163		2 401
02/04/2004	1 712 163		26 000
05/05/2004	1 707 883		4 280
03/06/2004	1 705 947		1 936
17/09/2004	1 709 287	3 340	
10/11/2004	1 708 287		1 000
05/11/2004	1 620 135		88 152
09/12/2004	1 619 335		800

date	nombre de BSA existants	création BSA	exercice BSA
28/01/2005	1 624 467	5 132	
01/03/2005	1 615 995		8 472
20/05/2005	1 616 395	400	
25/05/2005	1 615 995		400
30/06/2005	143 691		1 472 304
13/08/2005	143 291		400
13/08/2005	118 291		25 000
26/08/2005	21 396		96 895
07/11/2005	20 876		520
04/01/2006	21 668	792	
24/01/2006	23 624	1 956	
24/01/2006	24 624	1 000	
09/02/2006	25 684	1 060	
01/03/2006	28 620	2 936	
10/03/2006	29 420	800	
10/04/2006	29 816	396	
04/05/2006	30 704	888	
19/06/2006	29 904		800
12/09/2006	33 104	3 200	
05/10/2006	41 704	8 600	
06/11/2006	42 104	400	
08/11/2006	33 504		8 600
22/11/2006	35 464	1 960	
06/12/2006	31 564		3 900
06/12/2006	28 794		2 770
22/12/2006	28 834	40	
04/01/2007	25 988		2 846
15/01/2007	27 508	1 520	
19/01/2007	27 528	20	
25/01/2007	30 028	2 500	
12/03/2007	30 628	600	
14/03/2007	32 564	1 936	
15/05/2007	31 724		840
23/08/2007	32 724	1 000	
29/08/2007	33 168	444	
26/09/2007	34 368	1 200	
05/10/2007	33 932		436
08/10/2007	34 036	104	
05/11/2007	33 932		104
26/11/2007	34 332	400	
27/11/2007	35 332	1 000	
13/12/2007	35 712	380	
14/12/2007	36 512	800	
31/12/2007	33 932		2580

De nouvelles opérations sur les BSA ont été enregistrées en 2008 jusqu'à leur disparition le 31 mars 2008. Le 9 avril 2008, afin de tenir compte des délais de place, le décompte définitif des BSA exercées a été fait. Les BSA non exercées cessent d'exister.

Date	nombre de BSA existants	création BSA	exercice BSA
08/01/2008	36 788	2 856	
05/02/2008	32 502		4286
31/03/2008	47 718	15 216	
04/04/2008	49 622	1 904	
15/04/2008	16 747		32 875

Il y a par conséquent 16 747 BSA qui ont été émis et non exercés.

21.2.5 Nantissements, sûretés et garanties

21.2.5.1 Nantissement d'actions de l'émetteur inscrites au nominatif pur au 31/12/2007

Nom de l'actionnaire inscrit au nominatif pur	Bénéficiaire	Date de départ du nantissement	Date d'échéance du nantissement	Condition de levée du nantissement	Nombre d'actions nanties de l'émetteur	% de capital nanti de l'émetteur (31 décembre 2007)
Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD	Société Générale	07 novembre 2001	31 décembre 2009	Remboursement par UTI GROUP de la totalité de l'emprunt souscrit auprès de la Société Générale	851 000	9,9 %
	Caisse d'Epargne	21 novembre 2001	31 décembre 2009	Remboursement par UTI GROUP de la totalité de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne	459 000	5,3 %

La société UTI GROUP n'a donné aucune de ses actions détenues en autocontrôle en nantissement.

Le rééchelonnement de la dette bancaire sur 5 ans a levé au premier trimestre 2008 ces nantissements. Les actions de Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD ne sont plus nanties.

21.2.5.2 Nantissement d'actifs de l'émetteur d'immobilisations incorporelles, corporelles et financières

	30/06/2008		31/12/2007	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers (1)	4 289		4 499	
Baux mobiliers et crédit-baux	150		185	
Nantissements de 9 993 titres UTIgroup Rhône-Alpes au profit des banques ayant financé l'acquisition	0		425	
Nantissements au profit d'établissements financiers	0		274	
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	1 009		0	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	5 448	-	5 383	-
UTIgroup. Rhones-Alpes				
Effets escomptés non échus	-		-	
Baux immobiliers	-		-	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	0	-	0	-
UTIgroup. Est				
Effets escomptés non échus	-		-	
Avals et cautions	-		-	
Baux mobiliers et crédit-baux	-		-	
Baux immobiliers	44		53	
Nantissement du fonds de commerce au profit du Trésor Public	-		-	
TOTAL DES ENGAGEMENTS	44	-	53	-

21.2.6 Evolution du capital de UTI GROUP depuis sa création

Date	Nature de l'opération	Montant	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions annulées	Nombre d'actions cumulées	Nominal	capital après opération
26/08/86	Création de la Société par apport en numéraire	250 000 F	2 500		2 500	100 F	250 000 F
				2 500	0		
14/11/97	Augmentation du capital de 1.000.000 francs	1 000 000 F	10 000		10 000	100 F	1 000 000 F
23/12/98	Fusion par absorption de la société ADS par apport ⁽¹⁾		0		10 000	100 F	1 000 000 F
09/07/99	Augmentation de capital consécutive à la fusion avec UT Finance	825 000 F	8 250		18 250	100 F	1 825 000 F
09/07/99	Réduction du capital par annulation des titres UT reçus en apport	-998 000 F	0	9 988	8 262	100 F	826 200 F
09/07/99	Augmentation de capital par incorporation de réserves ; élévation du nominal de 100F à 240F	1 156 680 F	0		8 262	240 F	1 982 880 F
09/07/99	Division du nominal de l'action de 240F à 2F		983 178		991 440	2F	1 982 880 F
15/05/00	Conversion du capital en Euros et augmentation du capital de 94.287,89 euros prélevés sur le poste autres réserves	94 287,89 €	0		991 440	0,40 €	396 576 €
15/05/00	Augmentation du capital social d'une somme de 793.182 euros prélevés sur le poste autres réserves	793 182,00 €	1 982 880		2 974 320	0,40 €	1 189 728 €
15/05/00	Division de la valeur nominale des actions de 0,40 euros à 0,20 euros		2 974 320		5 948 640	0,20 €	1 189 728 €
26/04/00	Levée d'une option de souscription à 22 € pour 3000 titres avant opérations du 15 mai	66 000 €	18 000		5 966 640	0,20 €	1 193 328,00 €
15/05/00	Emission de titres UTI GROUP en échange d'une partie des titres du groupe TMA-RMH à 140 €	4 954 600 €	212 340		6 178 980	0,20 €	1 235 796,00 €
30/06/03	Conversion de 432 811 obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020	86 562,2 € ⁽²⁾	432 811		6 611 791	0,20 €	1 322 358,20 €
16/07/03	Conversion de 1 635 obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020	327 €	1 635		6 613 426	0,20 €	1 322 685,20 €
16/07/03	Conversion de 1 320 obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020	264 €	1 320		6 614 746	0,20 €	1 322 949,20 €
04/08/03	Conversion de 320 obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020	64 €	320		6 615 066	0,20 €	1 323 013,20 €

Date	Nature de l'opération	Montant	Nombre d'actions émises	Nombre d'actions annulées	Nombre d'actions cumulées	Nominal	capital après opération
18/08/03	Conversion de 965 obligations convertibles UTI GROUP 0,1 % 2020	193 €	965		6 616 031	0,20 €	1 323 206,20 €
08/09/03	Exercice de 8 160 BSA	1 632 €	8 160		6 624 191	0,20 €	1 324 838,20 €
28/02/04	Conversion de 130 OC	26 €	130		6 624 321	0,20 €	1 324 864,00 €
30/06/04	Exercice de 34 617 BSA	6 923,40 €	34 617		6 658 938	0,20 €	1 331 787,60 €
30/09/04	Conversion de 835 OC	167 €	835		6 659 773	0,20 €	1 331 954,60 €
05/11/04	Exercice de 88 152 BSA	17 630 €	88 152		6 747 925	0,20 €	1 349 585,00 €
05/11/04	Exercice de 1000 BSA	200 €	1 000		6 748 925	0,20 €	1 349 785,00 €
09/12/04	Exercice de 800 BSA	160 €	800		6 749 725	0,20 €	1 349 945,00 €
19/02/05	Conversion de 1283 OC	256,60 €	1 283		6 751 008	0,20 €	1 350 201,60 €
01/03/05	Exercice de 8472 BSA	1 694,40 €	8 472		6 759 480	0,20 €	1 351 896,00 €
20/05/05	Conversion de 100 OC	20 €	100		6 759 580	0,20 €	1 351 916,00 €
25/05/05	Exercice de 400 BSA	80 €	400		6 759 980	0,20 €	1 351 996,00 €
11/07/05	Exercice de 1 472 304 BSA	294 460,80 €	1 472 304		8 232 284	0,20 €	1 646 456,80 €
11/07/05	Exercice de 400 BSA	80,00 €	400		8 232 684	0,20 €	1 646 536,80 €
06/09/05	Exercice de 25 000 BSA	5 000,00 €	25 000		8 257 684	0,20 €	1 651 536,80 €
06/09/05	Exercice de 96 895 BSA	19 379,00 €	96 895		8 354 579	0,20 €	1 670 915,80 €
07/11/05	Exercice de 520 BSA	104,00 €	520		8 355 099	0,20 €	1 671 019,80 €
04/01/06	conversion de 198 OC	39,60 €	198		8 355 297	0,20 €	1 671 059,40 €
24/01/06	Conversion de 489 OC	97,80 €	489		8 355 786	0,20 €	1 671 157,20 €
24/01/06	Conversion de 250 OC	50,00 €	250		8 356 036	0,20 €	1 671 207,20 €
09/02/06	Conversion de 265 OC	53,00 €	265		8 356 301	0,20 €	1 671 260,20 €
01/03/06	Conversion de 734 OC	146,80 €	734		8 357 035	0,20 €	1 671 407,00 €
06/03/06	Augmentation réservée FINANT	44 124,60 €	220 623		8 577 658	0,20 €	1 715 531,60 €
10/03/06	Conversion de 200 OC	40,00€	200		8 577 858	0,20€	1 715 571,60 e
10/04/06	Conversion de 99 OC	19,80 €	99		8 577 957	0,20€	1 715 791,40 €
04/05/06	Conversion de 222 OC	44,40 €	222		8 578 179	0,20€	1 715 635,80 €
19/06/06	Exercice de 800 BSA	160,00 €	800		8 578 979	0,20€	1 715 795,80€
31/08/06	Levée option souscription (1,37€)	1 800,00 €	9 000		8 587 979	0,20 €	1 717 595,80 €
12/09/06	Conversion de 800 OC	160,00 €	800		8 588 779	0,20 €	1 717 755,80 €
05/10/06	Conversion de 2150 OC	430,00 €	2 150		8 590 929	0,20 €	1 718 185,80 €
06/11/06	Conversion de 100 OC	20,00 €	100		8 591 029	0,20 €	1 718 205,80 €
08/11/06	exercice de 8600 BSA	1 720,00 €	8 600		8 599 629	0,20 €	1 719 925,80 €
22/11/06	conversion de 490 OC	98,00 €	490		8 600 119	0,20 €	1 720 023,80 €
06/12/06	exercice de 3900 BSA	780,00 €	3 900		8 604 019	0,20 €	1 720 803,80 €
06/12/06	exercice de 2770 BSA	554,00 €	2 770		8 606 789	0,20 €	1 721 357,80 €
22/12/06	conversion 10 OC	2,00 €	10		8 606 799	0,20 €	1 721 359,80 €

En 2007, UTIgroup. a constaté les opérations suivantes:

Ces opérations impactent le capital social et le nombre d'actions de la société de la manière suivante.

Date	Nature de l'opération	Montant	Nombre d'actions émises	Nbre action annuls	Nombre d'actions cumulées	Nominal	capital après opération
04/01/07	exercice de 2846 BSA	569,20 €	2 846		8 609 645	0,20 €	1 721 929,00 €
15/01/07	Conversion 380 OC	76,00 €	380		8 610 025	0,20 €	1 722 005,00 €
19/01/07	Conversion 5 OC	1,00 €	5		8 610 030	0,20 €	1 722 006,00 €
25/01/07	Conversion de 625 OC	125,00 €	625		8 610 655	0,20 €	1 722 131,00 €
12/03/07	Conversion de 150 OC	30,00 €	150		8 610 805	0,20 €	1 722 161,00 €
14/03/07	Conversion de 484 OC	96,80 €	484		8 611 289	0,20 €	1 722 257,80 €
15/05/07	Exercice 840 BSA	168,00 €	840		8 612 129	0,20	1 722 425,80 €
24/05/07	Augmentation de capital	14 023 515,00 €	0		8 612 129	1,83 €	15 745 940,80 €
24/05/07	Réduction de capital	-14 023 515,00 €	0		8 612 129	0,20 €	1 722 425,80 €
23 08 07	Conversion de 250 OC	50,00 €	250		8 612 379	0,20 €	1 722 475,80 €
29 08 07	conversion de 111 OC	22,20 €	111		8 612 490	0,20 €	1 722 498,00 €
26/09/07	conversion de 300 OC	60,00 €	300		8 612 790	0,20 €	1 722 558,00 €
05/10/07	exercice de 436 BSA	87,20 €	436		8 613 226	0,20 €	1 722 645,20 €
08/10/07	conversion de 26 OC	5,20 €	26		8 613 252	0,20 €	1 722 650,40 €
05/11/07	Execice de 104 BSA	20,80 €	104		8 613 356	0,20 €	1 722 671,20 €
26/11/07	Conversion de 100 OC	20,00 €	100		8 613 456	0,20 €	1 722 691,20 €
27/11/07	Conversion de 250 OC	50,00 €	250		8 613 706	0,20 €	1 722 741,20 €
13/12/07	Conversion de 95 OC	19,00 €	95		8 613 801	0,20 €	1 722 760,20 €
14/12/07	Conversion de 200 OC	40,00 €	200		8 614 001	0,20 €	1 722 800,20 €
31/12/07	Exercice de 2580 BSA	516,00 €	2 580		8 616 581	0,20 €	1 723 316,20 €

En 2008, UTIgroup. a constaté les opérations suivantes:

Ces opérations impactent le capital social et le nombre d'actions de la société de la manière suivante.

Date	Nature de l'opération	Montant	Nombre d'actions émises	Nbre action annuls	Nombre d'actions cumulées	Nominal	capital après opération
08/01/08	Conversion de 714 OC	142,80 €	714		8 617 295	0,20 €	1 723 459,00 €
05/02/08	Exercice de 4 286 BSA	857,20 €	4 286		8 621 581	0,20 €	1 724 316,20 €
31/03/08	Conversion 3 804 OC	760,80 €	3 804		8 625 385	0,20 €	1 725 077,00 €
04/04/08	Conversion 476 OC	95,20 €	476		8 625 861	0,20 €	1 725 172,20 €
15/04/08	Exercice de 32 875 BSA	6 575,00 €	32 875		8 658 736	0,20 €	1 731 747,20 €

Simulations du capital social de la Société en cas:

- de conversion de la totalité des obligations convertibles restant sur le marché entre le 1 janvier 2008 et 1^{er} janvier 2020, et
- d'exercice avant le 31 mars 2008 minuit de la totalité des BSA susceptibles d'être émis (dans hypothèse d'une conversion de la totalité des obligations convertibles avant le 31 mars 2008).

Jusqu'au 31 mars 2008, l'augmentation potentielle de capital potentielle liée à la conversion des obligations convertibles totale suivi de l'exercice total des bas créés et des BSA existants est d'environ 2,2 %.

Nombre de titres UTI	31/12/2007	Conversion des OC	Actions futures	nominal
actions	8 616 581	8 616 581	8 616 581	1 723 316,20 €
Obligation convertible	31 670			
actions suite à conversion		31 670	31 670	6 334,00 €
BSA suite à conversion		126 680		
exercice des BSA			126 680	25 336,00 €
BSA existant	33 932			
exercice des BSA			33 932	6 786,40 €
Total des actions			8 808 863	1 761 772,60 €
% de dilution			2,2%	

Dilution potentielle par instrument financier	%	nombre
dilution pour conversion OC	0,4%	31 670
dilution pour exercice BSA existant	0,4%	33 932
dilution pour exercice BSA suite conversion OC	1,4%	126 680

Ou

Nombre de titres UTI	30/06/2008	Conversion des OC	Actions futures	nominal
actions	8 658 736	8 658 736	8 658 736	1 731 747,20 €
Obligation convertible	21 504			
actions suite à conversion		21 504	21 504	4 300,80 €
BSA suite à conversion		0		
exercice des BSA			0	0,00 €
BSA existant	0			
exercice des BSA			0	0,00 €
Total des actions			8 680 240	1 736 048,00 €
% de dilution			0,2%	

Dilution potentielle par instrument financier	%	nombre
dilution pour conversion OC	0,2%	21 504
dilution pour exercice BSA existant	0,0%	0
dilution pour exercice BSA suite conversion OC	0,0%	0

21.2.7 Tableau de dilution potentielle au 31 mars 2008 après exercice des BSA sur la base de l'actionnariat de la société au 31 décembre 2007

L'actionnariat avant et après la conversion des obligations convertibles UTI GROUP encore en circulation selon le ratio d'une action nouvelle et quatre bons de souscription d'action pour toute obligation convertible UTI GROUP convertie, et exercice de la totalité des bons de souscription d'action, sur la base de l'actionnariat de la Société arrêté au 31 décembre 2007, se présentait comme suit:

	Au 31 décembre 2007				Après Conversion totale			
	Nb actions	%	Nb droits de vote	%	Nb actions	%	Nb droits de vote	%
Famille AUMARD	4 319 841	50,1%	8 312 924	64,4%	4 319 841	49,0%	8 312 924	63,5%
Famille QUENNET	321 789	3,7%	598 509	4,6%	321 789	3,7%	598 509	4,6%
Autocontrôle	176 297	2,0%	0	0,0%	176 297	2,0%	0	0,0%
Finant	1 698 523	19,7%	1 698 523	13,2%	1 698 523	19,3%	1 698 523	13,0%
Public DV double	192 513	2,2%	385 026	3,0%	192 513	2,2%	385 026	2,9%
Public DV simple	1 907 618	22,1%	1 907 618	14,8%	2 099 900	23,8%	2 099 900	16,0%
Total	8 616 581	100,0%	12 902 600	100,0%	8 808 863	100,0%	13 094 882	100,0%

Il est ici précisé que la Famille AUMARD se compose de :

- Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD, Directeur général délégué d'UTI GROUP et de Monsieur Christian AUMARD, Président et Directeur Général d'UTI GROUP, mariés sous le régime de la communauté universelle,
- leurs enfants Benoît AUMARD, Diane AUMARD et Romain AUMARD,
- la Société LAW INFORMATIQUE détenue à 99 % par Madame Jacqueline FOUET épouse AUMARD.

Et que la Famille QUENNET se compose de :

- Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué d'UTI GROUP,
- de son épouse Madame Christine QUENNET.

La dilution potentielle maximale des fondateurs était de 1,1 % au 31 décembre 2007.

21.3 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

21.3.1 Evolution de l'actionnariat au cours des trois dernières années

		au 31 décembre 2007			au 31 décembre 2006			Au 31 décembre 2005		
		Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
Actionnaires Dirigeants et/ou agissant de concert	Christian AUMARD	296 560	3,4	2,5	231 560	2,7	2,0	31 560	0,4	0,5
	Jacqueline AUMARD	2 584 441	30,0	40,0	2 579 813	30,0	39,6	2 779 813	33,3	41,9
	LAW INFORMATIQUE	1 365 012	15,8	20,7	1 365 882	15,9	20,5	1 308 882	15,7	20,5
	Diane AUMARD	24 756	0,3	0,4	24 756	0,3	0,4	24 756	0,3	0,4
	Benoît AUMARD	24 036	0,3	0,4	24 036	0,3	0,4	24 036	0,3	0,4
	Romain AUMARD	25 036	0,3	0,4	25 036	0,3	0,4	24 036	0,3	0,4
	Patrick QUENNET	313 869	3,6	4,5	314 594	3,7	4,1	316 255	3,8	4,6
	Christine QUENNET	7 920	0,1	0,1	6 720	0,1	0,1	6 720	0,1	0,1
	Famille AUMARD et law informatique	4 319 841	50,1	64,4	4 250 213	49,4	63,3	4 193 083	50,2	64,0
	Famille QUENNET	321 789	3,7	4,6	321 314	3,7	4,6	322 975	3,9	4,7
	FINANT	1 698 523	19,7	13,2	1 995 295	23,2	15,3	1 774 672	21,2	13,9
	Autres nominatifs	201 513	2,3	3,1	211 785	2,5	3,2	219 718	2,6	3,4
	Public	1 698 618	22,0	14,7	1 777 655	20,7	13,6	1 785 343	21,4	14,0
	Auto détention	176 297	2,0	0	50 537	0,6	0	59 308	0,7	0,0
	Total	8 616 581	100,0	100,0	8 606 799	100,0	100,0	8 355 099	100,0	100,0

Du tableau ci-dessus, il ressort qu'au 31 décembre 2007 :

- les titres détenus par les actionnaires historiques et les membres de la direction générale représentaient 53,8 % du capital et 69,0 % des droits de vote,
- les titres diffusés auprès du public (Finant inclus) par l'intermédiaire du marché libre et actuellement cotés sur Euronext représentaient 46,2 % du capital et 31,0 % des droits de vote.

Le 5 juillet 2005, un investisseur (FINANT) a exercé 1 472 304 BSA donnant lieu à la création de 1 472 304 actions.

Le 8 août 2005, le même investisseur (FINANT) a acquis 302 308 actions auprès de la Société Générale.

Le 6 mars 2006, le même investisseur (FINANT) a acquis 220 623 actions UTI lors d'une augmentation de capital réservé.

Par ailleurs la Société UTI GROUP a été informé à plusieurs reprises du franchissement du seuil des 5 % et 20 % du capital de la Société, à savoir :

- le 2 juillet 2004, franchissement à la baisse du seuil des 5 % avec une participation au capital de 4,938 %,
- le 12 novembre 2004, franchissement à la hausse du seuil des 5 % avec une participation au capital de 5,728 %
- le 19 novembre 2004, franchissement à la baisse du seuil des 5 % avec une participation au capital de 4,714 %.
- Le 5 juillet 2005, franchissement de seuil à la hausse du seuil des 10% par la société FINANT qui détient 1 472 304 actions suite à l'exercice des BSA soit 17,88%
- Le 13 juillet 2005 franchissement à la baisse du seuil de 5% par la famille QUENNET et réaffirmation de la déclaration d'action de concert pour les fondateurs qui détiennent ensemble 4 521 558 actions soit 54,92% du capital et 69,37% des droits de vote
- Le 2 septembre 2005 franchissement de seuil à la hausse du seuil des 20% par la société FINANT suite à l'acquisition de 302 368 actions auprès de la société générale pour un total de 1 774 672 actions soit 21,24% du capital et 13,89% des droits de vote.
- En novembre 2007, Finant a annoncé le franchissement à la baisse du seuil des 20% du capital et des 15% des droits de vote.
- En mai 2008, Finant a annoncé le franchissement à la baisse des seuils (11,3% du capital et 7,4% des droits de vote)

A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire nominatif n'a déclaré avoir dépassé au 31 décembre 2007 de seuil y compris le seuil statutaire de 2%.

21.3.2 Parts du capital détenues par les membres des organes d'administration de la Société

Les membres de la direction de la Société détiennent et/ou contrôlent au 31 décembre 2007, directement ou indirectement, 53,8 % du capital de la Société et 69,0 % des droits de vote.

21.4 MARCHE DES TITRES DE CAPITAL UTI GROUP

Action	Code ISIN FR0000074197
Place de Cotation	Euronext Paris – Catégorie C

Adhérent au segment Next Economy d'Euronext depuis avril 2002

Obligation convertible	Code ISIN FR0000181067
Place de Cotation	Euronext Paris

Bon de Souscription d'Action	Code ISIN FR 0000041063
Place de Cotation	Euronext Paris

Le BSA n'existe plus depuis le 31 mars 2008.

21.4.1 Evolution de l'action en bourse

Le cours de l'action UTI GROUP, ainsi que les échanges mensuels depuis décembre 2001 (origine Euronext) se présentent comme suit :

MOIS	+HAUT	+BAS	DERNIER JOUR DU MOIS	VOLUME	CAPITAUX échangés En K€
décembre-01	1,93	1,32	1,47	336 115	557,00
janvier-02	1,61	1,26	1,40	93 934	133,00
février-02	1,45	1,28	1,38	24 519	33,00
mars-02	1,44	1,08	1,25	53 900	71,00
avril-02	1,37	1,11	1,20	29 459	37,00
mai-02	1,28	0,98	1,16	74 495	81,00
juin-02	1,17	0,55	0,56	21 335	16,00
juillet-02	1,00	0,40	0,75	68 666	34,78
août-02	0,90	0,70	0,73	7 395	5,79
septembre-02	0,80	0,50	0,69	10 567	5,22
octobre-02	0,78	0,36	0,40	95 117	42,11
novembre-02	0,48	0,36	0,42	48 947	20,64
décembre-02	0,65	0,40	0,50	92 879	45,99
janvier-03	0,65	0,43	0,45	32 251	15,56
février-03	0,55	0,30	0,31	79 598	29,76
mars-03	0,42	0,25	0,28	20 300	4,89
avril-03	0,40	0,30	0,40	15 308	5,23
mai-03	0,65	0,37	0,57	165.093	83,0
juin-03	0,88	0,50	0,62	114 380	82,51
juil-03	0,79	0,51	0,51	79 600	46,00
août-03	0,60	0,52	0,55	29 728	16,91
Sept-03	0,67	0,46	0,47	171 079	90,12
Oct-03	0,81	0,41	0,67	536 591	359,65
Nov-03	0,75	0,62	0,66	72 513	49,74
Déc-03	0,71	0,60	0,61	32 821	21,32
Jan-04	0,73	0,55	0,65	40 563	27,50
Fév-04	0,82	0,65	0,74	76 367	56,20
Mars-04	0,77	0,63	0,73	61 582	44,38
Avril-04	1,30	0,87	1,2	192 814	198,07
Mai-04	1,33	0,95	1,14	114 658	130,03
Juin-04	1,09	0,66	0,74	119 304	96,09
Juillet-04	0,90	0,70	0,85	111 112	88,55
Août 04	0,83	0,53	0,59	41 365	26,79
Sept-04	0,79	0,50	0,62	155 622	102,81
Oct-04	0,73	0,57	0,64	156 350	103,55
Nov-04	0,71	0,50	0,52	326 675	184,69
Dec-04	0,62	0,49	0,52	244 030	132,47
Jan-05	0,56	0,48	0,48	208 996	109,03
Fev-05	0,80	0,48	0,64	1 140 375	761,22
Mars-05	0,69	0,62	0,65	134 945	88,70
Avril-05	0,64	0,49	0,50	112 420	62,56
Mai-05	0,59	0,49	0,54	183 013	98,89

MOIS	+HAUT	+BAS	DERNIER JOUR DU MOIS	VOLUME	CAPITAUX échangés En K€
Juin-05	0,59	0,48	0,56	146 539	77,57
Juillet-05	1,93	0,54	1,26	2 380 275	2 919,24
Août-05	1,56	1,22	1,29	814 895	1 126,69
Sept-05	1,70	1,29	1,43	1 169 705	1 769,42
Oct-05	1,47	1,10	1,16	444 839	575,12
Nov-05	1,53	1,14	1,33	627 377	867,03
Dec-05	1,40	1,25	1,31	251 943	329,27
Jan-06	1,64	1,35	1,48	663 277	1 002,35
Fev-06	2,12	1,46	1,76	1 764 097	3271,95
Mar-06	3,80	1,98	3,50	1 559 246	4 217,13
Avril-06	4,08	2,35	3,38	768 044	2 709,33
Mai-06	3,38	2,00	2,40	613 528	1 608,24
Juin-06	2,74	2,01	2,60	225 194	531,09
Juillet-06	2,87	2,05	2,35	269 619	655,97
Août-06	2,79	2,09	2,35	379 592	904,84
Sept-06	2,72	2,13	2,25	180 459	436,68
Oct-06	2,46	2,01	2,20	282 639	628,67
Nov-06	2,35	2,06	2,07	296 777	644,04
Dec-06	2,78	1,89	2,23	1 384 908	3 243,22
Jan-07	2,75	2,21	2,40	688 534	1 707,67
Fev-07	2,74	2,21	2,33	720 085	1 776,83
Mar-07	2,40	2,07	2,27	272 028	603,06
Avril-07	2,30	2,08	2,23	185 249	401,95
Mai-07	2,24	1,97	2,01	332 443	693,25
Juin-07	2,13	1,91	1,91	120 179	238,71
Juillet-07	1,95	1,67	1,68	177 538	319,65
Août-07	1,82	1,55	1,72	217 833	365,78
Septembre-07	1,74	1,52	1,62	67 913	109,42
Octobre-07	2,15	1,52	1,59	703 999	1 226,37
Novembre-07	1,58	1,18	1,49	337 917	473,60
Décembre-07	1,55	1,26	1,35	84 694	118,97
Janvier-08	1,39	0,90	1,04	228 715	260,39
Février-08	1,24	1,00	1,16	212 682	236,86
Mars-08	1,18	0,90	1,18	178 091	187,05
Avril-08	1,35	1,00	1,15	800 476	913,89
Mai-08	1,23	0,95	1,00	1 007 975	1 061,67
Juin-08	1,04	0,66	0,66	487 988	407,10
Juillet-08	0,80	0,61	0,76	290 595	202,19
Aout-08	1,03	0,64	0,67	995 849	820,17

Courbe de l'évolution du cours de l'action UTI GROUP sur les trois dernières années (source EURONEXT)



21.4.2 Evolution de l'obligation convertible en bourse

Le cours de l'obligation convertible UTI GROUP, ainsi que les échanges mensuels depuis décembre 2001 se présentent comme suit :

MOIS	+HAUT	+BAS	DERNIER JOUR DU MOIS	VOLUME	CAPITAUX K€
décembre-01	10,90	10,50	10,50	30 320	318
janvier-02	11,80	10,50	10,50	442	5
février-02	10,70	10,50	10,70	30 189	323
mars-02	10,70	10,50	10,50	651	7
avril-02	10,50	10,50	10,50	270	3
mai-02	10,50	10,50	10,50	100	1
juin-02	10,50	10,50	10,50	550	6
juillet-02	nc	nc	nc	nc	Nc
août-02	nc	nc	nc	nc	Nc
septembre-02	9,45	8,51	8,75	626	6
octobre-02	8,00	4,40	4,40	2 235	12
novembre-02	4,40	3,60	3,60	1 920	8
décembre-02	4,00	2,93	2,93	1 250	4
janvier-03	3,22	3,15	3,15	2 300	7
février-03	nc	nc	nc	nc	Nc
mars-03	2,85	2,57	2,57	50	0
avril-03	2,40	1,85	2,21	1 875	4
mai-03	3,05	2,42	3,05	21 596	66
juin-03	3,10	2,80	2,80	5 543	17
juil-03	2,80	2,80	2,80	120	0
août-03	nc	nc	nc	nc	nc
Sept-03	Nc	Nc	Nc	Nc	Nc
Oct-03	3	3	3	170	
Nov-03	4,05	4,05	4,05	700	
Déc-03	4,09	4,05	4,09	1371	
Janv-04	4,6	4,6	4,65	326	
Fév-04	4,65	4,6	4,65	170	
Mars-04	Nc	Nc	Nc	Nc	
Avril-04	5,1	5,1	5,1	130	
Mai-04	5,5	5,5	5,5	125	
Juin-04	5	5	5	400	
Juil-04	Nc	Nc	Nc	Nc	
Août-04	Nc	Nc	Nc	Nc	
Sept-04	Nc	Nc	Nc	Nc	
Oct-04	Nc	Nc	Nc	Nc	
Nov-04	4,3	4,3	4,3	200	
Dec-04	4,6	4,6	4,6	600	

MOIS	+HAUT	+BAS	DERNIER JOUR DU MOIS	VOLUME	CAPITAUX K€
Jan-05	4,75	3,5	3,5	1263	
Fev-05	4,05	3,91	4,05	650	
Mar-05	4,05	4,05	4,05	220	
Avril-05	3,65	3,65	3,65	100	
Mai-05	3,32	3,32	3,32	6	
Juin-05	NC	NC	NC	NC	
Juil-05	4,21	3,1	4,21	141	
Août-05	4,51	4,50	4,51	172	
Sept-05				0	
Oct-05				0	
Nov-05	4,95	4,95	4,95	230	1,14
Dec-05	5,50	5,30	5,30	400	2,07
Jan-06	6,02	5,30	6,02	321	1,84
Fev-06	8,25	7,05	7,05	1 572	12,34
Mar-06				0	
Avr-06				0	
Mai-06				0	
Juin-06				0	
Juillet-06	7,05	7,05	7,05	500	3,53
Août-06	7,05	7,05	7,05	300	2,12
Sept-06	7,42	7,15	7,42	2 350	16,86
Oct-06				0	
Nov-06	7,42	7,42	7,42	400	2,97
Dec-06	7,62	7,45	7,62	1 010	7,59
Jan-07				0	
Fev-07	7,81	7,81	7,81	1 648	12,87
Mar-07				0	
Avril-07				0	
Mai-07				0	
Juin-07	7,75	7,75	7,75	500	3,88
Juillet-07				0	
Août-07	7,66	7,61	7,65	435	3,32
Septembre-07				0	
Octobre-07	7,65	7,06	7,06	270	2,05
Novembre-07	7,20	7,05	7,20	421	2,98
Décembre-07	7,79	7,20	7,20	914	6,69
Janvier-08	7,00	7,00	7,00	400	2,80
Février-08				0	
Mars-08	7,69	7,20	7,20	4 630	33,39
Avril 08	6,60	6,60	6,60	270	1,78
Mai-08	6,30	6,30	6,30	6	0,04
Juin-08				0	
Juillet-08				0	
Aout-08				0	

Courbe de l'évolution du cours de l'obligation convertible UTI GROUP sur 3 ans (source EURONEXT)



21.4.3 Evolution du bon de souscription d'action en bourse

La première cotation a eu lieu le 22 décembre 2005, bien que le support soit admis à la cotation depuis sa création.

Le cours du bon de souscription UTI GROUP FR0000041063, ainsi que les échanges mensuels depuis décembre 2005 se présentent comme suit :

MOIS	+HAUT	+BAS	DERNIER JOUR DU MOIS	VOLUME	CAPITAUX K€
décembre-05	0,97	0,9	0,97	5 700	5,25
janvier-06	1,19	1,06	1,19	13 360	14,82
février-06	1,56	1,26	1,56	2 810	4,06
mars-06	2,38	1,80	1,80	9 526	18,21
avril-06	3,20	2,75	2,75	4 005	11,73
Mai-06	3,10	2,49	2,49	2 661	7,03
Juin-06	1,89	1,50	1,75	2 710	4,69
Juillet-06	1,81	1,75	1,81	518	0,92
Août-06				0	0,00
Sept-06	1,75	1,75	1,75	1 030	1,80
Oct-06	1,80	1,75	1,80	3 470	6,15
Nov-06	1,85	1,61	1,61	1 050	1,84
Dec-06	1,61	1,60	1,61	840	1,34
Jan-07	2,62	1,55	2,38	3 350	10,17
Fev-07	3,05	2,65	2,65	9 185	25,98
Mar-07	3,00	2,65	3,00	872	2,31
Avril-07	2,30	1,59	1,59	1 253	2,13
Mai-07	1,71	1,64	1,64	4 473	7,59
Juin-07					
Juillet-07					
Août-07	1,74	1,40	1,40	1 699	2,89
Septembre-07	1,38	1,20	1,20	2 936	3,71
Octobre-07	1,20	1,20	1,20	250	0,30
Novembre-07				0	
Décembre-07	0,75	0,75	0,75	959	0,71
Janvier-08				0	
Février-08	0,81	0,81	0,81	244	0,02
Mars-08	0,55	0,55	0,55	2 000	1,10

La dernière cotation a eu lieu le 31 mars 2008

ci-après, l'évolution du BSA sur trois ans (source EURONEXT).



22 CONTRATS IMPORTANTS

22.1 CONTRATS IMPORTANTS

Aucun contrat n'a dépassé 5% du chiffre d'affaires annuel, ni n'a été réalisé en dehors du cadre normal des affaires.

En outre, le protocole signé avec les banques le 16/06/2005 et formalisant l'entrée d'un nouvel actionnaire la société FINANT., est un contrat important pour l'année 2005. (Voir Protocole du 16/06/2005 aux chapitres 4, 12 et 20.

Une renégociation de l'endettement bancaire mettant fin à ce protocole a eu lieu au premier trimestre 2008.

23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATION D'EXPERTS ET DECLARATION D'INTERETS

23.1 INFORMATION EN PROVENANCE DE TIERS

Il n'y a pas d'information dans ce rapport en provenance de tiers en dehors des commissaires aux comptes.

24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

24.1 MISE A DISPOSITION DU DOCUMENT DE REFERENCE

Le document de référence est disponible au siège social de la Société, sis 68 rue de Villiers 92300 Levallois-Perret ainsi que sur le site internet de UTIgroup à l'adresse suivante : www.uti-group.com et sur celui de l'Autorité des marchés financiers www.amf-france.org.

Pendant la durée de validité du document de référence, les documents suivants peuvent être consultés au siège de la société :

- Les statuts de la société
- Tous les rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de UTIgroup dont une partie est incluse ou visée dans le document de référence
- Les informations financières historiques de l'émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du document de référence.

24.2 CALENDRIER DE COMMUNICATION FINANCIERE

24.2.1 Historique

Les principales dates clés sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2006 a été publié le 12 février 2007.
- Les résultats consolidés au 31 décembre 2006 ont été publiés le 30 Mars 2007
- Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2007 a été publié le 11 mai 2007
- L'assemblée générale ordinaire des comptes 2006 a eu lieu le 23 mai 2007
- Un communiqué de presse le 2 juillet 2007 sur la reprise du fonds de commerce EAC
- Le chiffre d'affaires du premier semestre 2007 a été publié le 15 août 2007
- Le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2007 a été publié le 12 octobre 2007
- Les résultats consolidés du premier semestre 2007 ont été publiés avant le 31 octobre 2007
- Une assemblée générale Mixte a eu lieu le 22 janvier 2008
- Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2007 a été publié le 8 février 2008
- Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2008 a été publié le 14 mai 2008
- Les résultats annuels de 2007 ont été publiés le 30 mars 2008
- L'assemblée générale ordinaire des comptes 2007 a eu lieu le 23 mai 2008
- Le chiffre d'affaires du premier semestre 2008, ainsi que les résultats semestriels consolidés ont été publiés le 14 août 2008

Cf paragraphe 12.5 pour support de publication : AGEFI ou BALO (Bulletin des Annonces Légales Obligatoires)

24.2.2 Prévisions de publication

- Le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2008 est prévu avant le 15 octobre 2008
- Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2008 est prévu avant le 15 février 2009
- Les résultats consolidés au 31 décembre 2008 sont prévus avant fin avril 2009.

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

25.1 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Les participations de UTIgroup ne concernent que des sociétés du groupe.

Elles sont décrites dans le chapitre 7 ORGANIGRAMME et pour les impacts financiers dans le chapitre 20 INFORMATIONS FINANCIERES au niveau des annexes.